

TRIBUNAL FÉDÉRAL



TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL



TRIBUNAL ADMINISTRATIF FÉDÉRAL



TRIBUNAL FÉDÉRAL DES BREVETS

RAPPORT DE GESTION

2023

Impressum

Editeur

Les tribunaux de la Confédération suisse
<https://www.eidgenoessischegerichte.ch/fr/>

Tribunal fédéral

Av. du Tribunal-Fédéral 29
CH-1000 Lausanne 14
Téléphone 021 318 91 11
direktion@bger.ch
www.bger.ch

Schweizerhofquai 6
CH-6004 Lucerne
Téléphone 041 419 35 55

Tribunal pénal fédéral

Viale Stefano Franscini 7
CH-6500 Bellinzone
Téléphone 058 480 68 68
info@bstger.ch
www.bstger.ch

Tribunal administratif fédéral

Case postale
CH-9023 Saint-Gall
Téléphone 058 465 26 26
info@bvger.admin.ch
www.bvger.ch

Tribunal fédéral des brevets

Case postale
CH-9023 Saint-Gall
Téléphone 058 465 21 10
info@bpatger.ch
www.bpatger.ch

Concept de design

Stämpfli Communication

Mise en page et impression

Stämpfli Communication, Case postale, 3001 Berne

Cette publication existe également en allemand et en italien.

Elle est disponible sur le site <https://www.eidgenoessischegerichte.ch/fr/>. Vous pouvez également l'obtenir gratuitement en envoyant une étiquette autocollante munie de vos coordonnées à l'adresse suivante: Tribunal fédéral, CH-1000 Lausanne 14, ou direktion@bger.ch.

ISSN 1663-134X | Form 104.611.f

02/2024 900

RAPPORT DE GESTION 2023

| | |
|-------------------------------------|----|
| I. Tribunal fédéral | 2 |
| II. Tribunal pénal fédéral | 34 |
| III. Tribunal administratif fédéral | 60 |
| IV. Tribunal fédéral des brevets | 86 |

L'essentiel en bref

Durant l'année écoulée, 7558 affaires ont été introduites au Tribunal fédéral (année précédente: 7392) qui en a tranché 7420 (année précédente: 7138). Les près de 300 dossiers jugés en sus par rapport à l'année 2022 doivent être mis en rapport avec les mesures de restructuration adoptées par le Tribunal fédéral. Ce mécanisme a notamment conduit, dès le 1^{er} janvier, au transfert du droit fiscal de la deuxième Cour de droit public (à Lausanne) à la troisième Cour de droit public (à Lucerne) et, le 1^{er} juillet à la création d'une deuxième cour de droit pénal. L'augmentation du nombre de juges de 38 à 40 a en effet permis la réalisation du modèle de huit cours à cinq juges. Cela étant, les affaires pendantes ont augmenté de 3493 en 2022 à 3631 en 2023.

Cette augmentation des effectifs en juges et en personnel administratif a entraîné la prise à bail d'un bâtiment supplémentaire, les locaux à disposition au Palais de Mon-Repos n'étant pas suffisants.

Depuis le 1^{er} septembre, le Tribunal fédéral exerce aussi la surveillance administrative sur les autres tribunaux de la Confédération dans le domaine de la protection des données.



TRIBUNAL FÉDÉRAL

| | |
|---|-----------|
| 1. Partie générale | 6 |
| Composition du tribunal | 6 |
| Organisation du tribunal | 8 |
| Volume des affaires | 9 |
| Commissions fédérales d'estimation | 10 |
| Composition des cours appelées à statuer | 10 |
| Consultations, prises de position et rapports | 11 |
| Coordination de la jurisprudence | 11 |
| Juges ordinaires, suppléantes et suppléants | 11 |
| Administration du tribunal | 11 |
| Surveillance des autres tribunaux de la Confédération et collaboration avec ceux-ci | 15 |
| Rapports de gestion des autres tribunaux de la Confédération | 15 |
| Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) | 16 |
| 2. Indications à l'attention du législateur | 18 |
| Première Cour de droit public | 18 |
| La Commission administrative | 18 |
| 3. Statistiques | 20 |

RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL FÉDÉRAL 2023

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des États,

Conformément à l'article 3 de la loi sur le Tribunal fédéral, nous vous adressons notre rapport de gestion pour l'année 2023.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des États, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Tribunal fédéral

Le président: Yves Donzallaz
Le secrétaire général: Nicolas Lüscher

Lausanne, le 22 février 2024

1. PARTIE GÉNÉRALE

Composition du tribunal

Organes directeurs

Présidence

Président: Yves Donzallaz

Vice-président: François Chaix

Commission administrative

Président: Yves Donzallaz

Vice-président: François Chaix

Membre: Beatrice van de Graaf

Conférence des présidents

Président: Christian Herrmann, président de la II^e Cour de droit civil

Membres: Francesco Parrino, président de la III^e Cour de droit public

Laura Jacquemoud-Rossari, présidente de la Cour de droit pénal
(dès le 1.7, I^{re} Cour de droit pénal)

Lorenz Kneubühler, président de la I^{re} Cour de droit public

Florence Aubry Girardin, présidente de la II^e Cour de droit public

Martin Wirthlin, président de la IV^e Cour de droit public

Monique Jametti, présidente de la I^{re} Cour de droit civil

Bernard Abrecht, président de la II^e Cour de droit pénal
(dès le 1.7)

Secrétariat général

Secrétaire général: Nicolas Lüscher

Suppléant: Lorenzo Egloff

Cours

Première Cour de droit public

Président: Lorenz Kneubühler

Membres: François Chaix

Stephan Haag

Thomas Müller

Laurent Merz

Christian Kölz (jusqu'au 30.6)

Deuxième Cour de droit public

Présidente: Florence Aubry Girardin

Membres: Yves Donzallaz

Julia Hänni

Stephan Hartmann

Marianne Ryter

Troisième Cour de droit public

Président: Francesco Parrino

Membres: Thomas Stadelmann

Margit Moser-Szeless

Michael Beusch

Karin Scherrer Reber

Quatrième Cour de droit public

Président: Martin Wirthlin
 Membres: Marcel Maillard
 Alexia Heine
 Daniela Viscione
 Bernard Abrecht (jusqu'au 30.6)
 Jean Métral (dès le 1.7)

Première Cour de droit civil

Présidente: Monique Jametti
 Membres: Fabienne Hohl
 Christina Kiss
 Yves Rüedi
 Marie-Chantal May Canellas

Deuxième Cour de droit civil

Président: Christian Herrmann
 Membres: Elisabeth Escher
 Nicolas von Werdt
 Felix Schöbi
 Grégory Bovey
 Federica De Rossa

Cour de droit pénal (jusqu'au 30.6)

Présidente: Laura Jacquemoud-Rossari
 Membres: Christian Denys
 Giuseppe Muschietti
 Beatrice van de Graaf
 Sonja Koch
 Christoph Hurni

Première Cour de droit pénal (dès le 1.7)

Présidente: Laura Jacquemoud-Rossari
 Membres: Christian Denys
 Giuseppe Muschietti
 Beatrice van de Graaf

Deuxième Cour de droit pénal (dès le 1.7)

Président: Bernard Abrecht
 Membres: Sonja Koch
 Christoph Hurni
 Christian Kölz
 Yann-Eric Hofmann

Commission de recours

Président: Giuseppe Muschietti
 Membres: Bernard Abrecht (jusqu'au 30.6)
 Christoph Hurni
 Stephan Hartmann (dès le 1.7)

Durant l'exercice écoulé, la fonction de président du tribunal a été exercée par *Yves Donzallaz* et celle de vice-président par *François Chaix*.

Le 15 mars, en vue de la création d'une cour supplémentaire au sein du Tribunal fédéral, l'Assemblée fédérale a élu en qualité de juges fédéraux *Yann-Eric Hofmann* (juge au Tribunal cantonal du Canton de Fribourg, vice-président de la Commission fédérale d'estimation du 5^e arrondissement et juge suppléant au Tribunal fédéral, de Schüpfen/BE) et *Jean Métral* (juge au Tribunal cantonal du Canton de Vaud et président du Conseil de la magistrature du Canton de Vaud, de Martigny/VS). La juge fédérale *Elisabeth Escher* a quitté le Tribunal fédéral à la fin de l'exercice écoulé, ayant atteint la limite d'âge légale. Le juge fédéral *Felix Schöbi* a démissionné de ses fonctions pour la fin 2023. Pour leur succéder, l'Assemblée fédérale a élu le 27 septembre *Matthias Kradolfer* (juge et président de cour à la Cour suprême du Canton de Thurgovie, privat-docent à l'Université de Zurich et juge suppléant au Tribunal fédéral, de Kradolf-Schönenberg/TG) et *Rolf von Felten* (juge à la Cour suprême du Canton de Soleure, d'Erlinsbach/SO).

S'agissant des juges suppléantes et suppléants, l'Assemblée fédérale a élu le 15 mars *Tanja Petrik-Haltiner* (juge au Tribunal des assurances du Canton de Saint-Gall, d'Altstätten/SG) et, le 14 juin, *Athos Mecca* (avocat à Locarno, de Gordola/TI), afin de succéder à Christian Kölz, élu en qualité de juge fédéral ordinaire et *Federica De Rossa*, élue comme juge fédérale ordinaire. Le 27 septembre, l'Assemblée fédérale a élu *Caroline Schär* (juge à la Cour suprême du Canton d'Argovie, de Wyssachen/BE) en qualité de juge fédérale suppléante et *Serge Segura* (juge au Tribunal cantonal du Canton de Vaud, de Lausanne/VD) en qualité de juge fédéral suppléant afin de succéder à Yann-Eric Hofmann, élu en qualité de juge fédéral ordinaire et à Aileen Truttmann, élue comme juge au Tribunal administratif fédéral.

Le tribunal a définitivement engagé en qualité de greffière, respectivement de greffier: *Julien Barraz*, *Annina Dillier*, *Flora Bouchat*, *Florence Schwab Eggs*, *Claudio Colombi*, *Rafi Feller*, *Alexander Kistler*, *David Hongler*, *Ömer Keskin*, *Valentin Vonlanthen*, *Delphine Brun*, *Félice Rouiller*, *Annekatriin Wortha*. *Mischa Poffet* et *Florian Weber* ont été engagés en qualité de greffiers-doctorants.

Organisation du tribunal

Le tribunal a siégé en séance plénière les 30 janvier, 12 juin et 9 octobre. Il a décidé diverses mesures de réorganisation, adapté la composition des cours et modifié en partie la répartition des domaines juridiques traités par les cours.

Au cours de l'exercice écoulé, le Tribunal fédéral a poursuivi la réorganisation interne initiée en 2020. Depuis le 1^{er} janvier, la troisième Cour de droit public («deuxième Cour de droit social» jusqu'à fin 2022) à Lucerne est compétente pour traiter les recours dans le domaine des impôts et des taxes qui étaient auparavant attribués à la deuxième Cour de droit public à Lausanne. En 2021 déjà, le Tribunal fédéral avait adressé une requête au Parlement afin que le nombre de postes de juges soit porté de 38 à 40, pour permettre de réaliser le modèle de huit cours (et non plus de 7), comptant chacune cinq membres (modèle 8 x 5). Le Parlement a approuvé l'augmentation du nombre de juges en décembre 2022. Le 30 janvier, la Cour plénière a formellement décidé de créer une deuxième cour de droit pénal au 1^{er} juillet. La répartition future des domaines entre les deux nouvelles cours de droit pénal a été déterminée simultanément (première Cour de droit pénal: droit pénal matériel, procédure pénale, décisions finales en matière pénale; deuxième Cour de droit pénal: décisions d'exécution des peines et des mesures, décisions incidentes relevant de la procédure pénale, ordonnances de non-entrée en matière ou de classement de la procédure). Indépendamment de la répartition des domaines, il a été décidé que la deuxième Cour de droit pénal serait également compétente pour traiter les recours relevant du domaine de compétence de la première Cour de droit pénal, jusqu'au 30 juin 2025, afin de diminuer autant que possible le nombre de dossiers pendants. La nouvelle organisation du Tribunal fédéral a entraîné dès le 1^{er} juillet des modifications de la répartition des affaires entre d'autres cours du tribunal. Les recours portant sur des décisions incidentes relevant de la procédure pénale ne sont dorénavant plus traités par la première Cour de droit public, mais par la deuxième Cour de droit pénal. Le domaine juridique «personnel du secteur public» a été transféré de la quatrième Cour de droit public («première Cour de droit social» jusqu'à fin 2022) à la première Cour de droit public et le domaine «prestations complémentaires» de la troisième Cour de droit public à la quatrième Cour de droit public. En ce qui concerne les domaines juridiques «personnel du secteur public» et «prestations complémentaires», aucun dossier pendant

n'a été transféré entre les cours concernées. La quatrième Cour de droit public s'est par ailleurs vu attribuer le nouveau domaine «prestations transitoires pour chômeurs âgés». Début 2024, la première Cour de droit civil reprendra de la deuxième Cour de droit civil le traitement des recours concernant les mainlevées provisoires et définitives ainsi que l'arbitrage interne.

Les nombreuses mesures organisationnelles (notamment en matière de personnel, d'informatique et de chancelleries), liées à la création de la deuxième Cour de droit pénal et au transfert de domaines, ont été mises en œuvre sur mandat de la Commission administrative par les présidences des cours concernées et les services administratifs principalement au cours du premier semestre de l'exercice écoulé.

Volume des affaires

Les *statistiques* (p. 20 ss.) donnent des renseignements détaillés sur le volume des affaires. Les *affaires introduites* se montent à 7558 unités (année précédente: 7392).

Le tribunal a *statué* sur 7420 affaires (année précédente: 7138). Le tribunal a reporté 3631 affaires à l'année suivante, ce qui donne une moyenne par cour de 454 affaires pendantes (année précédente: 499, composition à 7 cours cependant, au lieu de 8 aujourd'hui).

Une délibération publique selon l'art. 58 al. 1 LTF a eu lieu dans 20 cas (année précédente: 22).

Les affaires introduites et liquidées se répartissent entre les cours de la manière suivante:

| Cours | Introduites | Liquidées |
|---|-------------|-------------|
| Première Cour de droit public | 941* | 1044 |
| Droits fondamentaux, aménagement du territoire et droit des constructions, droits politiques, droit de cité, décisions incidentes relevant de la procédure pénale (jusqu'au 30.6), personnel du secteur public (dès le 1.7) | | |
| Deuxième Cour de droit public | 763 | 720 |
| Droits fondamentaux, droit des étrangers, droit public économique et autres domaines du droit administratif, sauf les matières attribuées à une autre cour | | |

| Cours | Introduites | Liquidées |
|--|--------------|-------------|
| Troisième Cour de droit public | 840 | 844 |
| Impôts et taxes, assurance-invalidité, assurance-vieillesse et survivants, assurance-maladie, allocations pour perte de gain, prévoyance professionnelle, prestations complémentaires (jusqu'au 30.6) | | |
| Quatrième Cour de droit public | 845 | 818 |
| Assurance-invalidité, assurance-accidents, assurance-chômage, aide sociale, allocations familiales, personnel du secteur public (jusqu'au 30.6), prestations complémentaires (dès le 1.7), prestations transitoires pour chômeurs âgés | | |
| Première Cour de droit civil | 727 | 690 |
| Droit des obligations, droit privé de la concurrence, propriété intellectuelle, arbitrage interne et international, responsabilité | | |
| Deuxième Cour de droit civil | 1242 | 1281 |
| Code civil, poursuite pour dettes et faillite | | |
| Cour de droit pénal | 622* | 876 |
| (jusqu'au 30.6) Droit pénal (y compris les ordonnances de non-entrée en matière ou de classement de la procédure) | | |
| Première Cour de droit pénal | 519* | 473 |
| (dès le 1.7) Droit pénal matériel, procédure pénale, décisions finales en matière pénale | | |
| Deuxième Cour de droit pénal | 1052* | 666 |
| (dès le 1.7) Décisions d'exécution des peines et des mesures, décisions incidentes relevant de la procédure pénale, ordonnances de non-entrée en matière ou de classement de la procédure | | |
| Autres instances | 7 | 8 |
| Surveillance, juridiction gracieuse | | |
| Total | 7558 | 7420 |

* Affaires réattribuées au cours de l'exercice écoulé en raison de la réorganisation comprises

Au total, le quotient de liquidation (Q3) a été de 98% (année précédente: 97%).

Le nombre des affaires pendantes a augmenté de 138 unités (année précédente: 254). La deuxième Cour de droit civil (Q3 de 103%) est parvenue à liquider davantage d'affaires qu'il n'en a été introduit.

S'agissant de la première Cour de droit public et des cours de droit pénal, l'indication des quotients de liquidation n'est pas significative du fait du transfert des procédures entre elles au cours de l'année. Pour la même raison, la comparaison de l'évolution des affaires pendantes entre les cours ne peut pas être effectuée.

488 décisions ont été rendues par une cour statuant à cinq juges (année précédente: 521), 4212 par une cour composée de trois juges (année précédente: 4186) et 2720 par un juge unique (année précédente: 2431).

Le quotient d'admission des recours pour les procédures devant le Tribunal fédéral s'élève à 11,9%.

Le tribunal est parvenu à maîtriser le volume des affaires en statuant dans un délai acceptable. La durée moyenne de procédure est de 195 jours (année précédente: 174). 77 affaires remontaient à plus de deux ans au moment de leur liquidation.

Après une tendance à la baisse ces dernières années, le Tribunal fédéral a de nouveau enregistré une augmentation de 300 cas traités au cours de l'année sous revue.

Commissions fédérales d'estimation

Depuis 2021, le Tribunal fédéral exerce la compétence de nommer et, en cas de besoin, de relever de leurs fonctions les membres des commissions fédérales d'estimation (art. 59 LEx; RS 711). Au cours de l'exercice écoulé, la commission administrative a procédé à la nomination d'une suppléante dans l'arrondissement 5, compétent pour les cantons de Neuchâtel et du Jura, en remplacement du juge Yann-Eric Hofmann, élu au Tribunal fédéral avec entrée en fonction au 1^{er} juillet.

Le 16 novembre 2023 s'est tenue à Lucerne, sous l'égide du Tribunal fédéral et du Tribunal administratif fédéral, la 3^e Journée des Commissions fédérales d'estimation. Cette manifestation a réuni le vice-président du Tribunal fédéral, une juge du Tribunal administratif fédéral, les présidents et suppléants des 13 arrondissements fédéraux d'estimation ainsi que les secrétaires généraux des deux tribunaux fédéraux précités.

Composition des cours appelées à statuer

Méthode

Au Tribunal fédéral, les recours sont tranchés par des juges uniques ou des cours statuant à trois ou cinq juges. Chaque arrêt est rendu en règle générale avec la participation de la présidence de cour. Lorsque la cour est composée de trois ou de cinq juges, la présidence de cour désigne la ou le juge rapporteur chargé(e) d'établir le projet d'arrêt. La désignation du troisième juge en cas de composition à trois, respectivement des trois autres membres de la cour lorsque celle-ci statue à cinq juges, se fait automatiquement par l'application informatique CompCour. Cela intervient de manière aléatoire et selon les critères de répartition légaux (équilibre de la charge de travail, langue, participation des membres des deux sexes lorsque la nature du litige paraît le justifier, connaissances spécifiques d'un juge dans un domaine déterminé, participation d'un juge à des décisions antérieures dans la même matière, absences). S'il n'y a pas unanimité au sein d'une cour de trois juges, la composition de la cour appelée à statuer est en règle générale élargie à cinq juges. S'il s'avère par la suite que l'un des membres de la cour appelée à statuer ne peut pas participer (p. ex. en raison d'un motif de récusation) ou qu'il convient d'accorder la priorité à un critère de sélection en particulier, la répartition peut être partiellement adaptée.

Toute adaptation ultérieure de la composition de la cour appelée à statuer est consignée électroniquement et de manière inaltérable, avec indication du motif. Le membre de la cour sortant est remplacé automatiquement ou manuellement par un autre membre de la cour.

Durant l'exercice écoulé, l'application CompCour n'a connu aucune innovation du point de vue du contenu. En revanche, son intégration dans l'environnement informatique du Tribunal fédéral a été améliorée.

Adaptations au cours de l'exercice écoulé

Au cours de l'exercice écoulé, la désignation automatique d'un ou de plusieurs membres de la cour a été adaptée dans 417 cas au total. Dans 119 affaires, cela était dû à des vacances, à d'autres absences ou à une disponibilité limitée. 100 cas concernaient la récusation d'un membre de la cour, 34 des connaissances spécifiques. Dans 58 procédures, la composition de la cour appelée à statuer a été adaptée ensuite d'un changement de présidence. Pour 33 autres procédures, la raison était la participation à une décision antérieure ou à un cas similaire, pour 6, l'équilibre de la charge de travail et pour 18,

la langue. Dans 49 procédures, l'adaptation découlait d'autres motifs.

Consultations, prises de position et rapports

Le Tribunal fédéral a été invité à se déterminer par le Parlement, le Conseil fédéral et l'administration fédérale dans le cadre de 20 *procédures de consultation* concernant des projets de lois et d'ordonnances ou *d'interventions parlementaires* (année précédente: 12). Il a rédigé deux prises de position (année précédente: 2).

Organisation judiciaire

Deux représentants du Tribunal fédéral ont pris part aux séances du groupe d'experts formé par l'Office fédéral de la justice (OFJ) au sujet du postulat Caroni «Modernisation de la loi sur le Tribunal fédéral». Le postulat Caroni (n° 20.4399) a été déposé en 2020 au Conseil des États après que le Parlement a décidé de ne pas entrer en matière sur la révision de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF). Le postulat demande de reprendre les propositions non contestées de la révision avortée de la LTF. Le groupe d'experts s'est penché sur les résultats des travaux de l'OFJ et a pu se prononcer sur le projet de rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Caroni. En 2023, l'OFJ a procédé à la consultation des offices sur le rapport du Conseil fédéral.

Coordination de la jurisprudence

Aucune *procédure formelle* de coordination de la jurisprudence entre les cours selon l'art. 23 al. 2 LTF n'a été terminée au cours de l'exercice écoulé. Une procédure formelle était encore pendante à la fin de l'année écoulée. Les cours ont par ailleurs mené plusieurs procédures de coordination informelles concernant des questions juridiques qui relèvent de la compétence de cours traitant de domaines juridiques partiellement similaires, respectivement connexes.

La Conférence des présidents a traité diverses autres questions concernant toutes les cours, notamment l'efficacité des cours, la réorganisation interne du tribunal ou la préparation de prises de position sur des projets d'actes normatifs.

Juges ordinaires, suppléantes et suppléants

Jusqu'à fin juin, le Tribunal fédéral comptait 38 *juges*, puis 40 *juges* jusqu'à la fin de l'année écoulée.

Les 17 juges suppléantes et suppléants ont élaboré 146 rapports et projets (année précédente: 166). Les juges suppléantes et suppléants y ont consacré 387 jours de travail (année précédente: 603). Les rémunérations des juges suppléantes et suppléants se sont élevées à 394 000 francs au total (année précédente: 614 000 francs).

Administration du tribunal

Personnel (postes en ETP)

À la fin de l'année, l'effectif réglementaire des greffières et des greffiers s'élevait à 143,9 postes et celui de *l'ensemble du personnel* (sans les juges) à 314 postes, incluant un poste détaché pour le projet Justitia 4.0 pour la digitalisation de la justice. En moyenne annuelle, le nombre de postes occupés était de 304,3, respectivement de 140,1 pour les greffières et les greffiers.

Pour l'instant, le Tribunal fédéral continue à utiliser le système Umantis pour sa gestion des dossiers de candidature. Au cours de l'exercice écoulé, le tribunal n'est pas encore passé au système «Success Factors» de la Confédération, puisque les données devaient être stockées dans un cloud européen pendant une phase d'introduction. Pour le Tribunal fédéral, des questions relatives à la protection des données restent ouvertes.

Protection des données

Depuis le 1^{er} septembre, le Tribunal fédéral exerce la surveillance administrative sur le Tribunal pénal fédéral, le Tribunal administratif fédéral et le Tribunal fédéral des brevets dans le domaine de la protection des données également. Ces tribunaux sont tenus d'adresser chaque année un rapport sur la protection des données au Tribunal fédéral. Le rapport renseigne sur le registre des activités de traitement au sens de l'art. 12 de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur la protection des données, sur les éventuelles violations de la sécurité des données ainsi que sur les autres sujets relevant de la surveillance dans le domaine de la protection des données.

Informatique

Au cours de l'exercice écoulé, la création d'une deuxième cour de droit pénal a nécessité des adaptations signifi-

catives de nombreuses applications informatiques et de leurs interfaces automatisées.

Le développement de la feuille de circulation électronique, sur laquelle les membres de la cour impliqués font part de leurs observations sur le projet d'arrêt en circulation, a été poursuivi.

Dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), la stratégie d'autoformation a été définie. Au Tribunal fédéral, une application développée en interne et basée sur l'IA est utilisée pour l'anonymisation des arrêts. Le Tribunal fédéral travaille en étroite collaboration avec les hautes écoles et les universités dans le développement de l'IA.

L'introduction des nouveaux systèmes SAP pour la modernisation des processus de soutien de l'administration fédérale (projet Superb) s'est révélée problématique.

Durant l'exercice écoulé, des travaux préparatoires ont eu lieu pour le concept d'archivage électronique qui sera élaboré en 2024.

Au cours de l'exercice écoulé, le projet national Justitia 4.0 a fait des progrès considérables dans les trois projets que sont la plateforme «Justitia.Swiss», le poste de travail électronique/application dossier judiciaire (ADJ) ainsi que la transformation numérique. Une attention particulière a été portée à la protection des informations et des données. Début avril 2024, une plateforme «Justitia.Swiss» opérationnelle devrait pouvoir être utilisée pour des essais-pilotes.

Fin septembre, le projet de loi relatif à la loi fédérale sur les plateformes de communication électronique dans le domaine judiciaire (LPCJ) a été adopté par le Conseil national et transmis au Conseil des États.

Le comité de pilotage du projet Justitia 4.0 a décidé de reprendre le modèle du poste de travail numérique de la justice autrichienne en Suisse.

Les intermédiaires entre le projet Justitia 4.0 et leur autorité judiciaire («ambassadeurs» auprès des tribunaux et ministères publics) ont participé à plusieurs séances d'information et de formation concernant Justitia 4.0. Les prestations en vue d'un soutien des autorités judiciaires ont été développées. Justitia 4.0 publie son propre rapport annuel 2023 sur le site Internet du projet (www.justitia40.ch).

Chancelleries

Le nombre de recours par voie électronique s'élève à 391 (année précédente: 243). Depuis le 1^{er} décembre, les recours par voie électronique sont désormais traités sur les deux sites et non plus uniquement par la chancellerie centrale à Lausanne pour toutes les cours.

Au début de l'année écoulée, les travaux relatifs au transfert du domaine des impôts et taxes de la deuxième Cour de droit public, à Lausanne, à la troisième Cour de droit public, à Lucerne, ont été finalisés.

Les travaux liés à la création de la deuxième Cour de droit pénal ont été supervisés et coordonnés par le secrétariat général, en collaboration avec les trois cours et chancelleries concernées. 720 procédures en suspens ont été transmises à la deuxième Cour de droit pénal. Les parties à ces procédures ont été informées. Les collaboratrices et collaborateurs des chancelleries concernés et le service informatique ont été fortement sollicités par la création de cette nouvelle cour.

Bâtiment

Au cours de l'exercice écoulé, le Tribunal fédéral a pu disposer sans restriction des deux bâtiments de Lausanne et Lucerne. En collaboration avec l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL), d'importants travaux de planification préliminaire et une analyse des besoins concernant un site de remplacement pour la période de rénovation, initialement prévue dès 2028, du bâtiment Mon-Repos à Lausanne ont été réalisés. Le motif principal de la rénovation envisagée réside dans le fait que le bâtiment ne répond plus aux exigences statiques en matière de sécurité sismique. Il convient de mentionner à cet égard que le bâtiment Mon-Repos n'a pas connu de rénovation substantielle depuis son inauguration en 1927. Une délocalisation complète du site de Lausanne durant la période des travaux de rénovation était prévue. Plusieurs sites de remplacement ont été examinés. L'une des options présentées par l'OFCL a été jugée appropriée par le Tribunal fédéral.

À la fin de l'année, l'OFCL a annoncé au Tribunal fédéral que la délocalisation de l'ensemble des membres et des collaboratrices et collaborateurs du Tribunal fédéral serait abandonnée.

Le 1^{er} juillet, la deuxième Cour de droit pénal nouvellement créée a commencé ses activités au siège principal Mon-Repos à Lausanne. L'augmentation des effectifs en juges et en personnel administratif a entraîné la prise à bail d'un bâtiment supplémentaire (à Béthusy), les locaux à disposition au Palais de Mon-Repos n'étant pas suffisants.

Sécurité

Le 8 mai, une personne s'est immolée par le feu sur l'esplanade devant le Palais de Mon-Repos. Des membres du service de sécurité et d'autres collaboratrices et col-

laborateurs du Tribunal fédéral lui ont immédiatement porté secours et ont alerté les services sanitaires et de police. Cet événement dramatique ne constituait pas un acte politique et n'avait aucun lien direct avec le Tribunal fédéral.

Infrastructure

L'année précédente, le Tribunal fédéral avait pris des mesures d'économie d'énergie extraordinaires dans la mesure où des pénuries dans l'approvisionnement énergétique de la Suisse n'étaient pas à exclure; ces mesures ont été levées durant l'exercice écoulé. Le Palais de Mon-Repos et le bâtiment de Béthusy sont raccordés au système de chauffage à distance de la Ville de Lausanne et couvrent ainsi leurs besoins en chauffage en grande partie grâce aux énergies renouvelables.

Information

Au cours de l'année écoulée, le Tribunal fédéral a publié 204 arrêts au Recueil officiel du Tribunal fédéral (année précédente: 208). Toutes les décisions finales, à l'exception de quatre affaires, ont été mises en ligne sur Internet afin de garantir la transparence de la jurisprudence. Les dispositifs de tous les jugements, à trois exceptions, ont été mis à disposition du public dans le hall d'entrée du Tribunal fédéral à Lausanne, pour autant que l'arrêt n'ait pas été prononcé lors d'une délibération publique; dans 79 cas, ils ont été mis à disposition du public sous une forme anonymisée. Ces derniers concernaient principalement l'aide aux victimes d'infractions en matière pénale, spécialement en cas d'infractions contre l'intégrité sexuelle, ainsi que des cas touchant d'autres aspects du droit à la protection de la personnalité et des données.

Le Tribunal fédéral a diffusé 41 communiqués de presse sur sa jurisprudence (année précédente: 42) et huit autres concernant des affaires institutionnelles (année précédente: 5). Ils ont été mis en ligne sur la page Internet du Tribunal fédéral. Ce dernier a diffusé ces communiqués de presse également sur X (auparavant Twitter).

Événements

Le 16 mars, une cérémonie a eu lieu à Lucerne à l'occasion du changement de nom, en début d'année, des deux cours de droit social à Lucerne, en troisième et quatrième Cour de droit public, ainsi que du transfert du droit fiscal d'une cour de Lausanne à la troisième Cour de droit public à Lucerne. Des représentantes et représentants des milieux politiques, d'autres tribunaux ainsi que du monde scientifique ont participé à cet événement.

Lors des journées des 2 et 3 septembre, le Tribunal fédéral a ouvert les portes de son siège principal à Lausanne dans le cadre des festivités organisées par la Confédération pour le 175^e anniversaire de la Constitution fédérale. Plus de 1000 personnes ont saisi l'opportunité de découvrir librement les parties centrales du palais et d'échanger directement avec des juges, des greffières et greffiers et d'autres collaboratrices et collaborateurs. Un large éventail d'informations a été mis à disposition des visiteurs lors de l'événement, notamment au travers de présentations de juges, d'une exposition de documents et objets particuliers provenant des archives et de la bibliothèque du Tribunal fédéral ainsi que des visites guidées.

Le 31 août, la création d'une deuxième cour de droit pénal a été célébrée par une réception à Lausanne. Le président du Grand Conseil, la présidente du Tribunal cantonal et le procureur général du Canton de Vaud étaient présents en tant qu'invités externes.

Relations avec les tribunaux suisses

La conférence de la justice s'est tenue les 20 et 21 avril à Lucerne. Elle a lieu chaque année depuis 2011 et réunit des représentantes et des représentants du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral, du Tribunal administratif fédéral, du Tribunal fédéral des brevets, ainsi que des cours suprêmes cantonales. Les thèmes principaux de la réunion ont été le projet *Justitia 4.0* de digitalisation de la justice suisse, l'enregistrement des tribunaux auprès de la Centrale de compensation (CdC) à Genève pour l'utilisation systématique des numéros AVS ainsi que le placement à des fins d'assistance et les expertises nécessaires à cet effet.

Le 16 juin à Lucerne et le 7 novembre à Fribourg, le Tribunal fédéral a tenu la «petite» conférence de la justice avec les responsables des administrations judiciaires cantonales et fédérales. Les thèmes principaux ont également été le projet *Justitia 4.0* et les statistiques judiciaires.

Relations avec le Parlement

En janvier, le Tribunal fédéral a pris position sur le projet de rapport de gestion 2022 des Commissions de gestion (CdG) et de la Délégation des Commissions de gestion.

En février, le Tribunal fédéral a été informé par les CdG qu'elles allaient procéder à une inspection basée sur une évaluation du Contrôle parlementaire de l'administration (CPA) sur le thème «Système des juges suppléantes et suppléants». Cela concerne non seulement le Tribunal

fédéral mais aussi le Tribunal pénal fédéral et le Tribunal fédéral des brevets. Il s'agit en particulier d'examiner la pertinence de recourir à des juges suppléantes et suppléants. L'analyse devrait être achevée en grande partie d'ici juin 2024. Le rapport du CPA devrait être disponible au cours du premier trimestre 2025.

En mars, la Commission administrative du Tribunal fédéral a fait parvenir aux CdG son rapport détaillé «Surveillance exercée par le Tribunal fédéral sur les tribunaux fédéraux de première instance – nécessité de légiférer» (rapport sur la surveillance). Dans ce rapport, la Commission administrative du Tribunal fédéral arrive en substance à la conclusion qu'il n'y a pas de motif valable pour étendre sa surveillance, pour l'heure purement institutionnelle, en y intégrant des mécanismes qui relèvent du droit disciplinaire à l'endroit des juges et elle s'en tient à une stricte séparation de ces matières. L'introduction d'une surveillance disciplinaire impliquerait l'adoption de règles au niveau de la loi formelle. La Commission administrative du Tribunal fédéral estime que la Cour suprême doit pouvoir se consacrer essentiellement à sa mission première qui est celle de dire le droit. Lui confier de nouvelles tâches de nature disciplinaire l'éloignerait sans nécessité de sa mission constitutionnelle. À cela s'ajoute que des moyens supplémentaires seraient alors indispensables. Ce rapport a été publié en allemand et en français sur la page Internet du Tribunal fédéral.

La séance de surveillance annuelle avec les sous-commissions Tribunaux/MPC des Commissions de gestion du Conseil national et du Conseil des États (CdG-N/E) sur les rapports de gestion des tribunaux fédéraux a eu lieu le 5 avril au siège du Tribunal fédéral à Lausanne. Le rapport sur la surveillance mentionné précédemment a également été évoqué à cette occasion.

Lors d'une autre séance avec les CdG-N/E le 8 mai à Berne, le président du Tribunal fédéral a fourni des informations complémentaires sur différents points du rapport de gestion.

Le 22 mai, la Commission judiciaire de l'Assemblée fédérale a informé le Tribunal fédéral qu'elle n'ouvrirait pas de procédure de révocation contre un juge du Tribunal administratif fédéral. En mai 2021, le Tribunal fédéral avait fait une communication à la Commission judiciaire concernant une éventuelle violation du devoir de fonction par le juge concerné, après avoir été informé du cas par le Tribunal administratif fédéral et invité par ce dernier à engager une procédure de surveillance.

Le 13 novembre, le président du Tribunal fédéral a pris position par rapport à la réduction linéaire prévue du bud-

get 2024 du Tribunal fédéral dans le cadre de la séance de la Commission des finances du Conseil des États qui s'est tenue à ce sujet. Les 5 et 7 décembre, le vice-président et le président du Tribunal fédéral ont participé aux délibérations parlementaires du Conseil des États (vice-président) et du Conseil national (président) et ont présenté la position du Tribunal fédéral.

Relations avec les tribunaux étrangers

Du 26 au 28 février, une délégation du Tribunal fédéral a rendu visite à la Cour constitutionnelle fédérale allemande à Karlsruhe. Les discussions ont porté sur le discours sur l'État de droit en Europe, les symboles religieux – en particulier dans l'espace public et sur le lieu de travail, les limites constitutionnelles du débat politique ainsi que sur le principe de transparence dans l'administration.

Le 16 et 17 mars, des membres du Tribunal fédéral ont participé à la conférence de l'AHJUCAF (Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du Français) à Rabat.

Le Tribunal fédéral a reçu le 28 mars à Lucerne une délégation de la Cour suprême de Thaïlande, le 1^{er} mai à Lausanne, une délégation de la Cour suprême populaire du Vietnam et, du 6 au 8 septembre à Lausanne, une délégation de la Cour constitutionnelle de l'Albanie.

Sur invitation de la Cour constitutionnelle fédérale allemande, le vice-président et un membre du tribunal ont assisté du 4 au 5 mai à Berlin à la conférence sur le thème du «changement climatique comme défi pour le droit constitutionnel et la juridiction constitutionnelle».

Les 1^{er} et 2 juin, le Tribunal fédéral a accueilli la session annuelle du Bureau de l'ACCF (Association des Cours Constitutionnelles Francophones) à Lausanne.

Du 25 au 27 juin, le président du tribunal et un autre membre de la commission administrative ont participé à l'assemblée générale et au colloque de l'ACA-Europe (Association des Conseils d'État et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne) à Naples. Le thème principal de la réunion était les «services aux citoyens et droits sociaux».

Les 2 et 3 octobre, une délégation du Tribunal fédéral a pris part à la conférence de l'AIHJA (Association Internationale des Hautes Juridictions Administratives) à Ankara.

Du 9 au 11 novembre, le président du Tribunal fédéral a participé à la conférence du Réseau des Présidents des cours suprêmes de l'Union européenne et à sa réunion commune avec la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour européenne des droits de l'homme. Les thèmes

principaux ont été «l'unité de jurisprudence au niveau des Cours Suprêmes», «les questions de droits fondamentaux dans les décisions de justice» et «l'impact de l'intelligence artificielle sur le travail des cours et sur l'administration de la justice». La conférence s'est déroulée à la Cour suprême autrichienne à Vienne.

Divers membres du Tribunal fédéral ont participé à d'autres conférences à l'étranger.

Finances

En décembre, le Parlement a décidé de réduire de 1,5% (environ 1,6 million de francs) le budget 2024 du Tribunal fédéral, qui avait augmenté par rapport au budget 2023 (2023: 111,5 millions de francs; 2024: 119,5 millions de francs). La Commission administrative du Tribunal fédéral a décidé en décembre d'adapter les dépenses du tribunal à cette nouvelle situation.

Les comptes du Tribunal fédéral pour l'exercice écoulé présentent un total des dépenses (investissements inclus) de 107 371 289 francs et un total de recettes de 17 412 397 francs. Le taux de couverture s'élève à 16,2%. Des émoluments judiciaires ont été encaissés pour un montant de 14 109 340 francs. Les pertes effectives s'élèvent à 1 024 362 francs, soit 7,3% des émoluments judiciaires facturés. Un montant de 157 480 francs a pu être encaissé sur des créances amorties précédemment.

| | Montant en CHF |
|-----------------------------------|----------------|
| Dépenses (investissements inclus) | 107 371 289 |
| Recettes | 17 412 397 |

Surveillance des autres tribunaux de la Confédération et collaboration avec ceux-ci

Séances et rapports

Le 3 avril a eu lieu à Lucerne la séance de surveillance annuelle du Tribunal fédéral avec les trois autres tribunaux de la Confédération. Les rapports de gestion et les comptes 2022, le budget 2024 ainsi que la question d'une possible surveillance disciplinaire des autres tribunaux de la Confédération ont été discutés avec tous les tribunaux. Le Tribunal fédéral a ensuite abordé avec le Tribunal administratif fédéral la proposition adressée par ce dernier à la Commission judiciaire de l'Assemblée fédérale de ne pas engager de procédure de révocation contre un juge du Tribunal administratif fédéral (voir ci-dessus «Relations

avec le Parlement»). D'autres séances de surveillance ont eu lieu le 16 octobre au Tribunal fédéral des brevets et au Tribunal administratif fédéral à Saint-Gall et le 23 octobre au Tribunal pénal fédéral à Bellinzone.

Dénonciations en matière de surveillance

Un dossier a été ouvert pour chacune des sept dénonciations déposées en matière de surveillance. Durant l'année écoulée, le Tribunal fédéral a traité huit cas de surveillance, dont sept concernaient le Tribunal administratif fédéral et un le Tribunal pénal fédéral. Il n'a donné suite à aucune des huit dénonciations en matière de surveillance. À la fin de l'exercice écoulé, deux dénonciations en matière de surveillance étaient pendantes devant le Tribunal fédéral.

Collaboration

Les secrétaires généraux des tribunaux se sont rencontrés le 17 mars et le 27 octobre pour un échange de vues et pour la coordination de diverses questions entre les tribunaux. Les thèmes principaux ont été la préparation des affaires relevant du droit de la surveillance, les rapports de gestion, le projet national Justitia 4.0, les comptes 2022 et le budget 2024, ainsi que les évolutions en matière de personnel dans les secrétariats généraux et les tribunaux en général.

L'échange d'informations entre les services des tribunaux a lieu régulièrement et fonctionne bien.

Après la fin des restrictions liées à la pandémie, la séance de coordination des services des ressources humaines a pu être reprise. Un échange en présentiel a eu lieu le 23 novembre à Lucerne.

Rapports de gestion des autres tribunaux de la Confédération

Les points suivants tirés des rapports de gestion des autres tribunaux de la Confédération méritent notamment d'être mentionnés.

Tribunal pénal fédéral

677 affaires ont été introduites au Tribunal pénal fédéral. Celui-ci a traité 726 affaires. 244 procédures ont été reportées à l'année suivante. La Cour des affaires pénales a tranché 57 cas, la Cour d'appel 51 et la Cour des plaintes 618.

Tribunal administratif fédéral

7324 affaires ont été introduites au Tribunal administratif fédéral. Celui-ci a tranché 6655 affaires. 5614 procédures ont été reportées à l'année suivante.

Tribunal fédéral des brevets

31 affaires ont été introduites au Tribunal fédéral des brevets. Le tribunal a tranché 32 affaires, dont 5 par transaction. 28 procédures ont été reportées à l'année suivante. Trois procédures ont été menées en anglais d'un commun accord avec les parties, tant en ce qui concerne les mémoires déposés que les débats oraux.

Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH)

Durant l'exercice écoulé, la Cour européenne des droits de l'homme a enregistré officiellement 280 *requêtes* contre la Suisse (année précédente: 257) et a rendu 245 décisions concernant notre pays. À la fin de l'année écoulée, 189 affaires contre la Suisse étaient pendantes à Strasbourg.

Le Tribunal fédéral a été invité par l'agent de la Suisse auprès de la Cour à déposer une *prise de position* dans 11 affaires.

Neuf *arrêts* ont été rendus par la Cour européenne des droits de l'homme. Le Tribunal fédéral était la dernière instance nationale dans sept affaires, le Tribunal administratif fédéral dans une et dans une autre, il n'y a pas eu de procédure nationale (affaire *CGAS*). La Cour a constaté au moins une violation de la Convention par la Suisse dans sept arrêts (année précédente: 7).

La Cour n'a pas constaté de violation de la CEDH dans l'affaire *Hamdani*. Le requérant s'était vu refuser la désignation d'un défenseur d'office après avoir formé opposition contre une ordonnance pénale. Selon la Cour, les intérêts de la justice commandaient certes la désignation d'un défenseur d'office dès lors que le requérant était en situation d'indigence et que la cause n'était pas de peu de gravité. Toutefois, au vu de la procédure pénale dans son ensemble, la défense de l'intéressé ne s'est pas trouvée lésée, puisqu'il était assisté par un avocat de son choix (non-violation de l'art. 6 par. 1 et 3 CEDH; droit à un procès équitable).

Dans l'affaire *Sperisen*, la Cour est arrivée à la conclusion que la présidente de la Chambre pénale d'appel et de révision de la Cour de justice de la République et canton de Genève n'avait pas fait preuve d'impartialité. Ses

observations sur l'affaire *Sperisen* dans une prise de position de 2017 dépassaient l'énoncé d'un simple soupçon. Le requérant pouvait raisonnablement craindre que la juge ait eu une idée préconçue sur la question de sa culpabilité, lorsqu'elle a été appelée à se prononcer sur son cas quelques mois plus tard, en tant que membre et présidente de la formation judiciaire de la Chambre pénale d'appel et de révision de la Cour de justice de la République et canton de Genève qui l'a condamné à 15 ans de privation de liberté (violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, droit à un tribunal impartial).

L'arrêt *Morales* porte sur le cas d'un père qui a recouru contre la décision d'attribuer l'autorité parentale exclusive à la mère de l'enfant. Le Tribunal de protection de l'enfant et de l'adulte du canton de Berne a rejeté le recours, sans avoir procédé à l'audience publique sollicitée par le père ni l'avoir entendu oralement dans ce cadre. Le Tribunal fédéral a confirmé cette décision. La Cour a retenu qu'en raison de l'objet du litige, le père aurait dû pouvoir exposer ses arguments oralement lors d'une audience. Le retrait de l'autorité parentale était essentiellement fondé sur une expertise qui mentionnait expressément qu'il n'avait pas été possible d'évaluer de manière approfondie les capacités éducatives du père, de sorte que cette question apparaissait comme nécessitant des éclaircissements supplémentaires. Il n'existait en l'espèce aucune circonstance exceptionnelle justifiant de renoncer à l'entendre en personne (violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, droit à un procès équitable).

L'affaire *Ghadamian* concernait l'expulsion du requérant de Suisse. Le Tribunal fédéral avait refusé d'accorder à l'intéressé une autorisation de séjour pour rentier au regard de son séjour illégal et de condamnations antérieures pour graves infractions pénales. Compte tenu des circonstances particulières du cas, la Cour a estimé que les considérations des autorités nationales pour motiver leurs décisions étaient insuffisantes. Elle a considéré que le Tribunal fédéral avait rejeté le recours sans s'être livré à un examen approfondi des critères au regard de l'art. 8 CEDH et sans avoir procédé à une pondération complète de tous les aspects pertinents de l'espèce. La Cour a notamment pris en compte la longue durée du séjour en Suisse, les liens familiaux et affectifs de l'intéressé, déjà établis pendant son séjour légal, ainsi que son âge désormais avancé (violation de l'art. 8 CEDH, droit au respect de la vie privée).

Dans les requêtes *B.F. et autres*, la Suisse avait refusé le regroupement familial de réfugiés admis à titre provisoire en raison de leur dépendance à l'aide sociale.

La Cour a relevé que deux requérants occupaient un emploi rémunéré et que le troisième avait été déclaré inapte au travail. Dans ces trois requêtes, les intérêts en jeu n'avaient pas été pondérés de manière appropriée (violation de l'art. 8 CEDH, droit au respect de la vie privée et familiale).

Affaire Semenya: En 2018, la Fédération internationale d'athlétisme a publié le nouveau Règlement DSD régissant les conditions de participation aux compétitions internationales dans les épreuves de course de la catégorie féminine «protected class women». Le Règlement DSD exige des athlètes concernées qu'elles réduisent leur taux de testostérone au-dessous d'un certain seuil. Dès lors que la requérante refusait de se soumettre à un tel traitement, elle ne pouvait plus participer aux compétitions internationales. Les recours de la Fédération sud africaine d'athlétisme et de *Caster Semenya* pour contester ledit règlement ont été rejetés par le Tribunal arbitral du sport (TAS), puis par le Tribunal fédéral (ATF 147 III 49). Le 5 octobre 2021, la CourEDH a jugé irrecevable la requête de la Fédération sud africaine d'athlétisme (cf. Rapport de gestion du Tribunal fédéral 2021, p. 15). Le 11 juillet 2023, la Cour a statué sur la requête de *Caster Semenya*. Par 4 voix contre 3, elle a constaté une violation de l'art. 13 CEDH (droit à un recours effectif) combiné avec l'art. 8 CEDH (droit au respect de la vie privée) et de l'art. 14 CEDH (interdiction de la discrimination). La Cour a estimé que la requérante n'avait pas bénéficié de garanties institutionnelles et procédurales suffisantes lui permettant de faire valoir ses griefs de manière effective. La Suisse a demandé le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre (cf. art. 43 CEDH). Le 6 novembre 2023, le collège de la Grande Chambre a accepté la demande de renvoi de l'affaire *Semenya* contre Suisse devant la Grande Chambre. Celle-ci rendra un nouvel arrêt.

L'affaire *Communauté genevoise d'action syndicale* (CGAS) concerne une association qui a été privée du droit d'organiser une manifestation, prévue pour le 1^{er} mai 2020, et de prendre part à des réunions publiques, ensuite de mesures adoptées pour lutter contre la pandémie de COVID-19. La CGAS avait déposé un recours à Strasbourg sans avoir au préalable saisi le Tribunal fédéral. La Grande Chambre de la Cour a déclaré la requête irrecevable. En 2022, une chambre de la Cour avait conclu à une violation de la CEDH (violation de l'art. 11 CEDH, liberté de réunion et d'association). Selon la Grande Chambre, la CGAS n'a pas épuisé les voies de recours internes.

Dans l'affaire *Kazimir*, l'assuré a été surveillé par un détective privé, mandaté par son assurance-accidents, dans divers lieux publics et privés. Selon la Cour, la nature permanente des photos et des enregistrements ainsi que leur usage ultérieur dans le cadre d'un litige en matière d'assurances peuvent être considérés comme étant du traitement et de la collecte de données à caractère personnel, ce qui constitue une ingérence dans la vie privée du requérant. De même que dans l'arrêt *Vukota-Bojić* en 2016, la Cour conclut que l'art. 43 LPGA ne constitue pas une base légale suffisante pour la surveillance. La Suisse n'avait pas contesté ce point, mais avait indiqué que les dispositions légales en question avaient été modifiées en 2019 pour tenir compte des conclusions de l'arrêt *Vukota-Bojić* (violation de l'art. 8 CEDH, droit au respect de la vie privée).

Les requérants *Arnold et Marthaler* ont été encerclés par la police lors d'une manifestation du 1^{er} mai, puis placés en détention. Après un contrôle d'identité approfondi, ils ont été libérés. La Cour considère que la détention subie (environ 3h30, respectivement 2h30) s'analyse en principe en une privation de liberté au sens de l'art. 5 CEDH. Les autorités n'ont pas procédé à une pondération appropriée des intérêts en présence, d'une part, entre l'obligation des requérants de décliner leur identité et de ne pas troubler l'ordre public et leur droit à la liberté et, d'autre part, entre la nécessité de prévenir les infractions et le droit à la liberté des requérants (violation de l'art. 5 par. 1 CEDH; droit à la liberté et à la sûreté).

2. INDICATIONS À L'ATTENTION DU LÉGISLATEUR

Première Cour de droit public

Principe de la transparence

Le Tribunal fédéral constate régulièrement, en lien avec des demandes d'accès fondées sur la loi sur la transparence (LTrans), un manque de clarté concernant le rapport entre le principe de la transparence selon l'art. 6 LTrans et les dispositions spéciales de sauvegarde du secret qui sont réservées par l'art. 4 LTrans.

Selon la jurisprudence, il faut déterminer dans chaque cas d'espèce, par voie d'interprétation, si et dans quelle mesure une disposition spéciale prime (cf. ATF 146 II 265 consid. 3.1; arrêt 1C_272/2022 du 15 novembre 2023 consid. 3.1, destiné à la publication).

Cette interprétation se révèle souvent difficile et ambiguë, dès lors que le législateur ne règle pas toujours la question de façon claire. Il serait dès lors souhaitable d'introduire dans la LTrans une liste des dispositions spéciales de sauvegarde du secret qui priment le principe de la transparence selon la LTrans.

Aide aux victimes

Conformément à l'art. 15 par. 4 de la Convention du 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains, entrée en vigueur pour la Suisse le 1^{er} avril 2013, les États parties adoptent les mesures législatives ou autres, nécessaires pour faire en sorte que l'indemnisation des victimes soit garantie, dans les conditions prévues dans leur droit interne, par exemple par l'établissement d'un fonds pour l'indemnisation des victimes.

De l'avis du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, l'indemnisation doit également comprendre le salaire impayé et les États parties doivent adopter les règles correspondantes (cf. également Recommandation CM/Rec[2002]21 du Comité des Ministres aux États membres sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, qui a été adoptée le 27 septembre 2022).

Dans l'arrêt 1C_19/2023 du 11 octobre 2023 destiné à la publication, le Tribunal fédéral a retenu que le droit national, à savoir la loi sur l'aide aux victimes, ne prévoit actuellement pas d'indemnisation pour les dommages économiques et en particulier pour les salaires non perçus par les victimes de traite des êtres humains, lorsque le salaire ne peut pas être obtenu de l'auteur de l'infraction (employeuse ou employeur). Il conviendrait d'examiner si cette divergence doit être résolue par des mesures législatives.

La Commission administrative

Pas de voie de droit

En tant qu'autorité compétente pour nommer les membres des commissions d'estimation et les relever de leurs fonctions (art. 59 LEx; RS 711), le Tribunal fédéral attire l'attention du législateur sur le fait qu'une personne qui serait relevée de ses fonctions ne disposerait d'aucune voie de droit.

3. STATISTIQUES

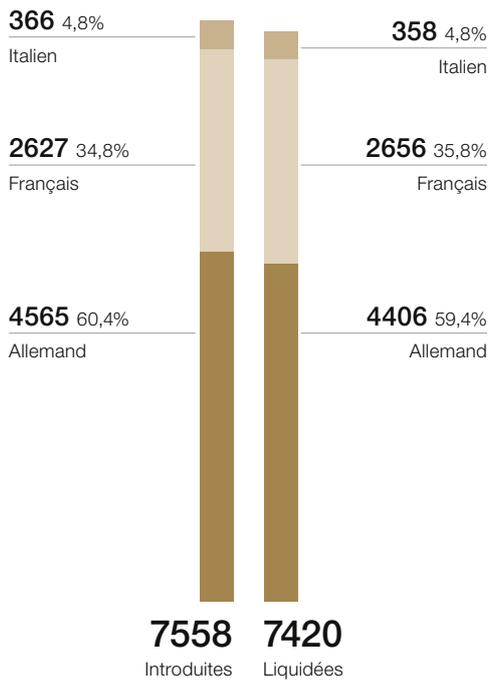
3.1 Nature et nombre des affaires

| | Affaires | | | | | | Issue du procès | | | | |
|---------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------|----------------------------|-------------|
| | Introduites en 2022 ¹ | Liquidées en 2022 ¹ | Reportées de 2022 ¹ | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 | Radiation | Irrecevabilité | Rejet | Admission (même partielle) | Autre issue |
| Contestations de droit public | | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 3084 | 2869 | 1581 | 3019 | 2942 | 1658 | 100 | 1042 | 1367 | 433 | – |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 310 | 316 | 57 | 363 | 375 | 45 | 9 | 323 | 37 | 6 | – |
| Actions | 5 | 5 | 3 | 3 | 4 | 2 | – | 3 | 1 | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 113 | 115 | 14 | 92 | 88 | 18 | 1 | 46 | 35 | 6 | – |
| Total | 3512 | 3305 | 1655 | 3477 | 3409 | 1723 | 110 | 1414 | 1440 | 445 | 0 |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 1580 | 1709 | 616 | 1616 | 1601 | 631 | 85 | 680 | 692 | 144 | – |
| Demandes de révision, etc. | 66 | 63 | 9 | 48 | 49 | 8 | 1 | 33 | 11 | 4 | – |
| Total | 1646 | 1772 | 625 | 1664 | 1650 | 639 | 86 | 713 | 703 | 148 | 0 |
| Affaires pénales | | | | | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 2187 | 2015 | 1194 | 2347 | 2293 | 1248 | 61 | 906 | 1033 | 291 | 2 |
| Demandes de révision, etc. | 40 | 39 | 15 | 62 | 60 | 17 | 1 | 39 | 18 | 2 | – |
| Total | 2227 | 2054 | 1209 | 2409 | 2353 | 1265 | 62 | 945 | 1051 | 293 | 2 |
| Autres affaires | | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de surveillance | 3 | 3 | 3 | 7 | 8 | 2 | 1 | 1 | 6 | – | – |
| Recours à la commission de recours | 2 | 2 | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 2 | 2 | 1 | 1 | – | 2 | – | – | – | – | – |
| Total | 7 | 7 | 4 | 8 | 8 | 4 | 1 | 1 | 6 | 0 | 0 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 7392 | 7138 | 3493 | 7558 | 7420² | 3631 | 259 | 3073 | 3200 | 886 | 2 |

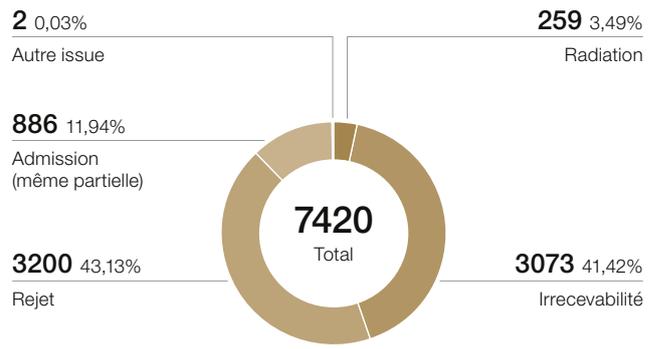
¹ Les petites différences avec les chiffres indiqués dans le précédent rapport de gestion sont dues à des modifications ultérieures (jonctions et disjonctions de causes, etc.).

² En plus: 11 procédures de consultation CEDH.

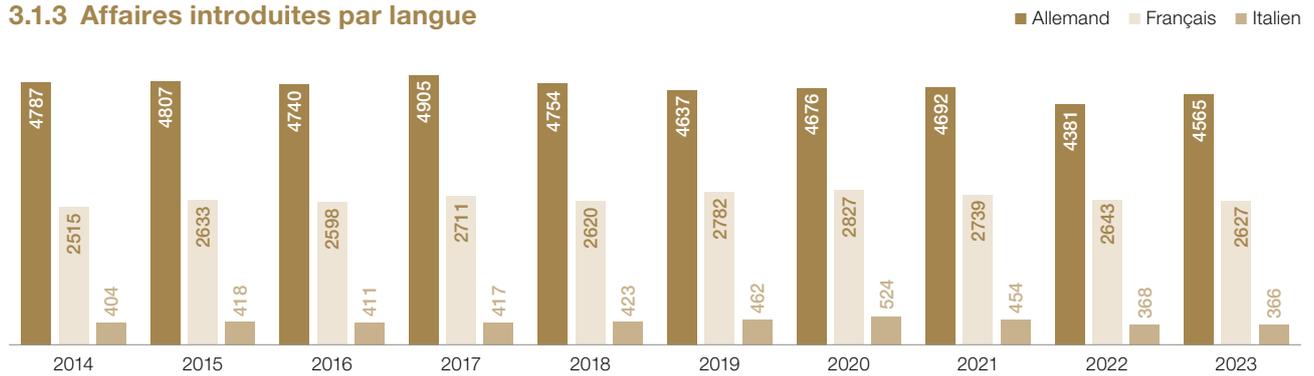
3.1.1 Affaires par langue en 2023



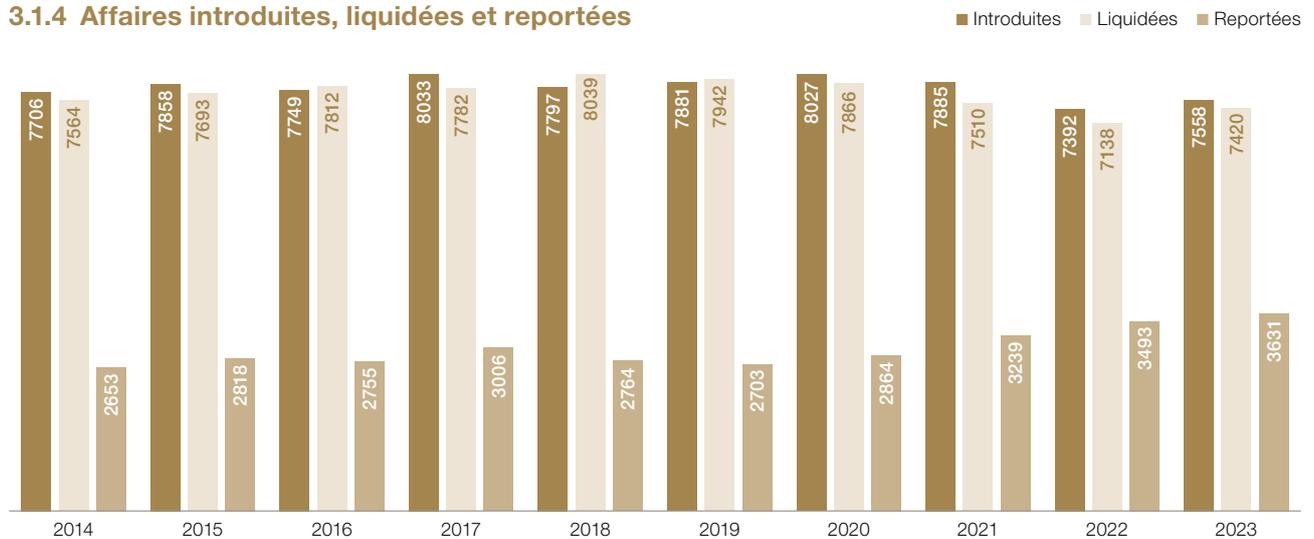
3.1.2 Modes de liquidation en 2023



3.1.3 Affaires introduites par langue

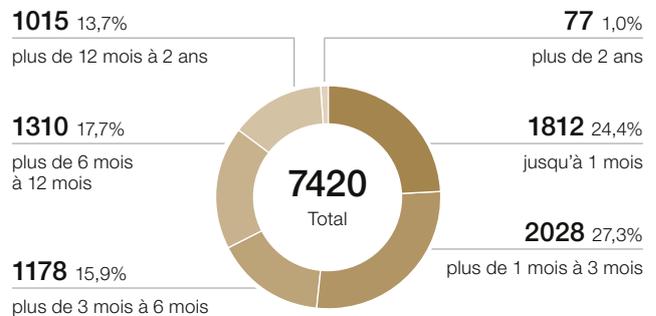


3.1.4 Affaires introduites, liquidées et reportées



3.2 Durée des affaires

| | jusqu'à 1 mois | plus de 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2023 |
|---------------------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|----------------------------|
| Contestations de droit public | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 613 | 616 | 541 | 673 | 466 | 33 | 2942 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 245 | 79 | 29 | 13 | 5 | 4 | 375 |
| Actions | 1 | 1 | – | – | 2 | – | 4 |
| Demandes de révision, etc. | 33 | 44 | 6 | 3 | – | 2 | 88 |
| Total | 892 | 740 | 576 | 689 | 473 | 39 | 3409 |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 476 | 463 | 288 | 238 | 122 | 14 | 1601 |
| Demandes de révision, etc. | 28 | 17 | 2 | 2 | – | – | 49 |
| Total | 504 | 480 | 290 | 240 | 122 | 14 | 1650 |
| Affaires pénales | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 405 | 768 | 305 | 379 | 412 | 24 | 2293 |
| Demandes de révision, etc. | 10 | 39 | 4 | 1 | 6 | – | 60 |
| Total | 415 | 807 | 309 | 380 | 418 | 24 | 2353 |
| Autres affaires | | | | | | | |
| Recours en matière de surveillance | 1 | 1 | 3 | 1 | 2 | – | 8 |
| Total | 1 | 1 | 3 | 1 | 2 | 0 | 8 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1812 | 2028 | 1178 | 1310 | 1015 | 77 | 7420 |



3.2.1 Durée moyenne et maximale des affaires

| | Affaires liquidées Durée moyenne en jours | | | Affaires liquidées Durée maximale en jours | | Affaires reportées | |
|---------------------------------------|--|-----------------------|-------------------|--|-----------------------|---------------------------|----------------------------|
| | pour la décision | pour la confection | pour le procès | pour la décision | pour la confection | Durée moyenne en jours | Durée maximale en jours |
| Contestations de droit public | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 197 | 19 | 217 | 2132 | 229 | 188 | 2063 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 61 | 15 | 77 | 1288 | 72 | 128 | 696 |
| Actions | 268 | 20 | 289 | 497 | 30 | 289 | 466 |
| Demandes de révision, etc. | 82 | 17 | 100 | 1043 | 56 | 63 | 398 |
| Moyenne | 179 | 19 | 199 | | | 185 | |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 141 | 23 | 164 | 1288 | 162 | 160 | 2161 |
| Demandes de révision, etc. | 50 | 16 | 66 | 343 | 32 | 59 | 230 |
| Moyenne | 138 | 23 | 161 | | | 158 | |
| Affaires pénales | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 192 | 22 | 215 | 1042 | 96 | 204 | 2181 |
| Demandes de révision, etc. | 114 | 18 | 132 | 610 | 56 | 109 | 651 |
| Moyenne | 190 | 22 | 213 | | | 202 | |
| Autres affaires | | | | | | | |
| Recours en matière de surveillance | 274 | 4 | 279 | 687 | 15 | 47 | 70 |
| Moyenne | 274 | 4 | 279 | | | 251 | |
| MOYENNE TOTALE | 173 | 21 | 195 | | | 187 | |

3.3 Quotients de liquidation

| | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) ¹ | | | | Liquidation des affaires reportées (Q2) ³ | | | | Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3) ⁵ | | | | |
|--|---|------------------------|--------------|-----------------------|--|------------------------|-------------|-----------------------|---|-------------------|-------------|-------------|--------------|
| | Introduites en 2023 ² | dont liquidées en 2023 | | dont reportées à 2024 | Reportées de 2022 ⁴ | dont liquidées en 2023 | | dont reportées à 2024 | Introduites en 2023 ² | Liquidées en 2023 | | | |
| I ^{er} Cour de droit public | 941 | 516 | – | 425 | – | 618 | 528 | – | 90 | – | 941 | 1044 | – |
| II ^e Cour de droit public | 763 | 424 | (56%) | 339 | (44%) | 365 | 296 | – | 69 | – | 763 | 720 | (94%) |
| III ^e Cour de droit public | 840 | 465 | (55%) | 375 | (45%) | 420 | 379 | – | 41 | – | 840 | 844 | (100%) |
| IV ^e Cour de droit public | 845 | 484 | (57%) | 361 | (43%) | 336 | 334 | (99%) | 2 | (1%) | 845 | 818 | (97%) |
| I ^{er} Cour de droit civil | 727 | 462 | (64%) | 265 | (36%) | 259 | 228 | (88%) | 31 | (12%) | 727 | 690 | (95%) |
| II ^e Cour de droit civil | 1242 | 901 | (73%) | 341 | (27%) | 405 | 380 | (94%) | 25 | (6%) | 1242 | 1281 | (103%) |
| Cour de droit pénal (jusqu'au 30.6.) | 622 | 298 | – | – | – | 1087 | 578 | – | – | – | 622 | 876 | – |
| I ^{er} Cour de droit pénal (dès le 1.7) | 519 | 331 | – | 512 | – | – | 142 | – | 57 | – | 519 | 473 | – |
| II ^e Cour de droit pénal (dès le 1.7) | 1052 | 489 | – | 563 | – | – | 177 | – | 133 | – | 1052 | 666 | – |
| Autres | 7 | 5 | (71%) | 2 | (29%) | 3 | 3 | (100%) | – | – | 7 | 8 | (114%) |
| TOTAL | 7558 | 4375 | (58%) | 3183 | (42%) | 3493 | 3045 | (87%) | 448 | (13%) | 7558 | 7420 | (98%) |

¹ S'agissant de la I^{er} Cour de droit public et des cours de droit pénal, les indications relatives au quotient de liquidation Q1 ne sont pas significatives dès lors que des dossiers de procédure ont été transférés entre les cours au cours de l'année.

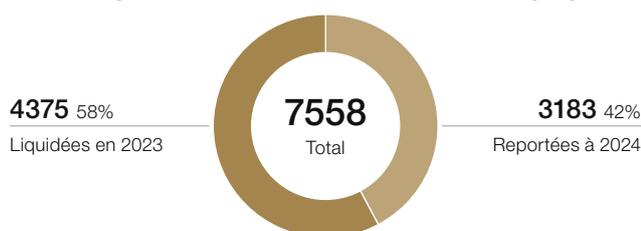
² S'agissant de la I^{er} Cour de droit public et des cours de droit pénal, les indications relatives aux affaires introduites durant l'exercice écoulé tiennent compte des dossiers de procédure transférés entre les cours en cours d'année.

³ S'agissant de la I^{er}, de la II^e et de la III^e Cour de droit public ainsi que des cours de droit pénal, les indications relatives au quotient de liquidation Q2 ne sont pas significatives dès lors que des dossiers de procédure ont été transférés entre les cours en début de l'exercice écoulé ou en cours d'année.

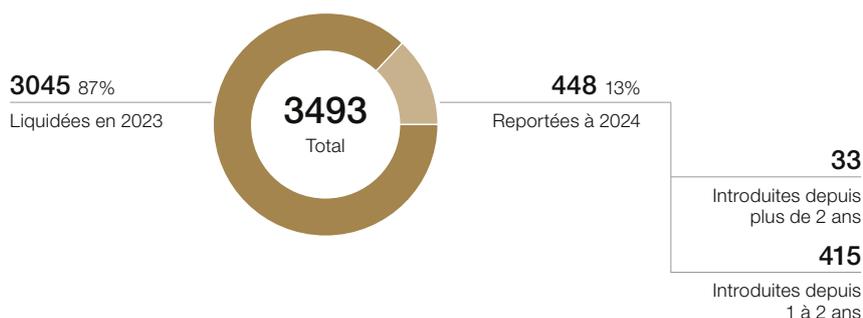
⁴ S'agissant de la I^{er}, de la II^e et de la III^e Cour de droit public ainsi que de la Cour de droit pénal, les chiffres relatifs aux affaires reportées de 2022 tiennent compte des dossiers de procédure réattribués en début ou en cours de l'exercice écoulé, étant précisé que les dossiers réattribués à la I^{er} et à la II^e Cour de droit pénal sont pris en compte dans la chiffre relatif à la Cour de droit pénal.

⁵ S'agissant de la I^{er} Cour de droit public et des cours de droit pénal, les indications relatives au quotient de liquidation Q3 ne sont pas significatives dès lors que des dossiers de procédure ont été transférés entre les cours en cours d'année.

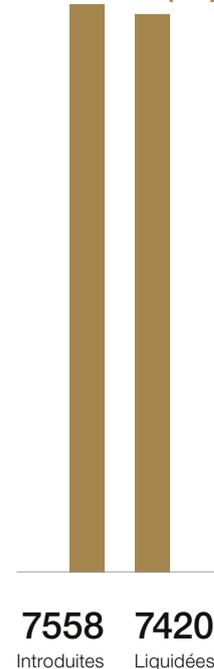
3.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



3.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)

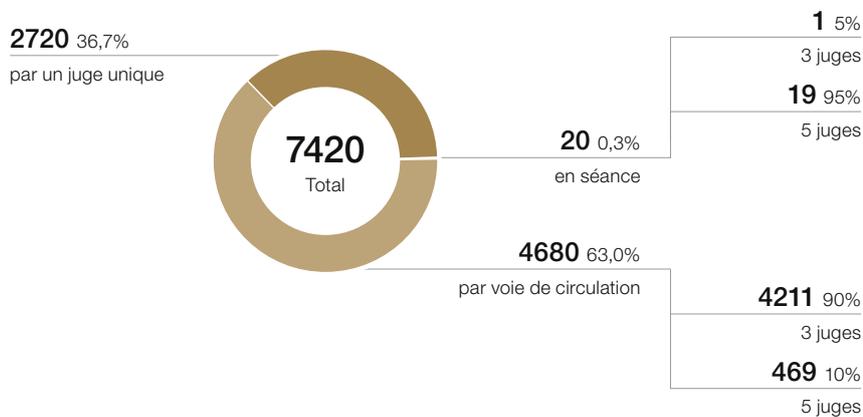


3.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)



3.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

| | par un juge unique | par voie de circulation | | | en séance | | |
|---------------------------------------|--------------------|-------------------------|------------|-------------|-----------|-----------|-----------|
| | | 3 juges | 5 juges | Total | 3 juges | 5 juges | Total |
| Contestations de droit public | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 925 | 1774 | 234 | 2008 | – | 9 | 9 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 309 | 60 | 5 | 65 | – | 1 | 1 |
| Actions | – | 2 | 1 | 3 | 1 | – | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 6 | 82 | – | 82 | – | – | – |
| Total | 1240 | 1918 | 240 | 2158 | 1 | 10 | 11 |
| Affaires civiles et recours LP | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 657 | 857 | 82 | 939 | – | 5 | 5 |
| Demandes de révision, etc. | 1 | 45 | 3 | 48 | – | – | – |
| Total | 658 | 902 | 85 | 987 | 0 | 5 | 5 |
| Affaires pénales | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 817 | 1328 | 144 | 1472 | – | 4 | 4 |
| Demandes de révision, etc. | 3 | 57 | – | 57 | – | – | – |
| Total | 820 | 1385 | 144 | 1529 | 0 | 4 | 4 |
| Autres affaires | | | | | | | |
| Recours en matière de surveillance | 2 | 6 | – | 6 | – | – | – |
| Total | 2 | 6 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 2720 | 4211 | 469 | 4680 | 1 | 19 | 20 |



3.5 Répartition des affaires entre les cours, par catégories

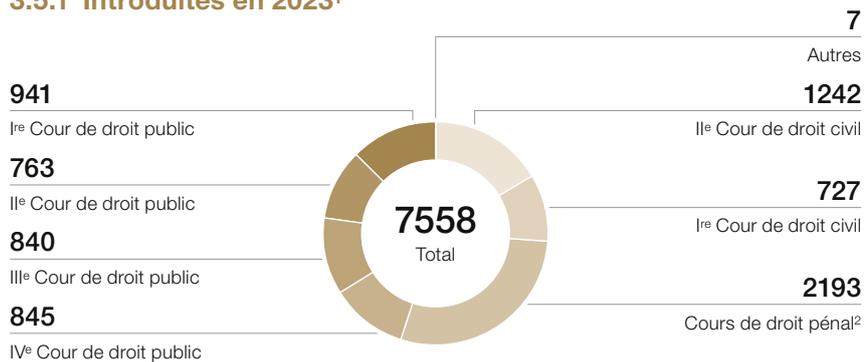
| | Reportées de 2022 ¹ | Introduites en 2023 ² | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 |
|---|--------------------------------|----------------------------------|-------------------|------------------|
| I^{re} Cour de droit public | | | | |
| Recours en matière de droit public | 488 | 692 | 673 | 507 |
| Recours en matière pénale | 122 | 216 | 338 | – |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 2 | 9 | 6 | 5 |
| Actions | 1 | – | 1 | – |
| Demandes de révision, etc. | 5 | 24 | 26 | 3 |
| Total | 618 | 941 | 1044 | 515 |
| II^e Cour de droit public | | | | |
| Recours en matière de droit public | 350 | 702 | 663 | 389 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 10 | 28 | 26 | 12 |
| Actions | 2 | 2 | 3 | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 3 | 31 | 28 | 6 |
| Total | 365 | 763 | 720 | 408 |
| III^e Cour de droit public | | | | |
| Recours en matière de droit public | 416 | 796 | 808 | 404 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | – | 15 | 12 | 3 |
| Actions | – | 1 | – | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 4 | 28 | 24 | 8 |
| Total | 420 | 840 | 844 | 416 |
| IV^e Cour de droit public | | | | |
| Recours en matière de droit public | 327 | 829 | 798 | 358 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 6 | 6 | 10 | 2 |
| Demandes de révision, etc. | 3 | 10 | 10 | 3 |
| Total | 336 | 845 | 818 | 363 |
| I^{re} Cour de droit civil | | | | |
| Recours en matière civile | 241 | 637 | 603 | 275 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 11 | 76 | 72 | 15 |
| Demandes de révision, etc. | 7 | 14 | 15 | 6 |
| Total | 259 | 727 | 690 | 296 |
| II^e Cour de droit civil | | | | |
| Recours en matière civile | 375 | 979 | 998 | 356 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 28 | 229 | 249 | 8 |
| Demandes de révision, etc. | 2 | 34 | 34 | 2 |
| Total | 405 | 1242 | 1281 | 366 |
| Cours de droit pénal³ | | | | |
| Recours en matière pénale | 1072 | 2131 | 1955 | 1248 |
| Demandes de révision, etc. | 15 | 62 | 60 | 17 |
| Total | 1087 | 2193 | 2015 | 1265 |
| Autres | | | | |
| Recours à la commission administrative en matière de surveillance | 3 | 7 | 8 | 2 |
| Total | 3 | 7 | 8 | 2 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 3493 | 7558 | 7420 | 3631 |

¹ S'agissant de la I^{re}, de la II^e et de la III^e Cour de droit public ainsi des cours de droit pénal, les chiffres relatifs aux affaires reportées de 2022 tiennent compte des dossiers de procédure réattribués en début ou en cours de l'exercice écoulé.

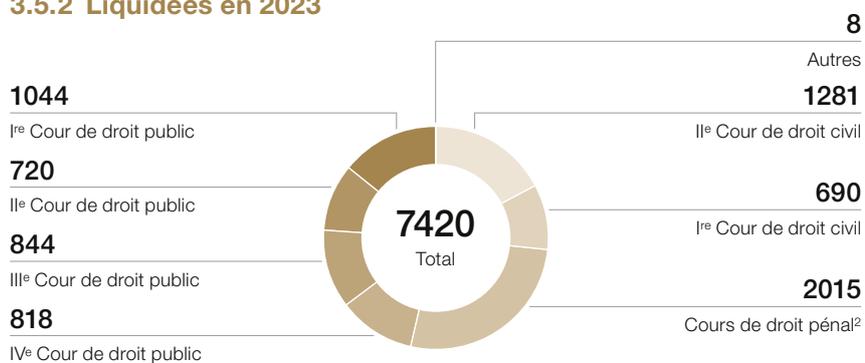
² S'agissant de la I^{re} Cour de droit public et des cours de droit pénal, les indications relatives aux affaires introduites durant l'exercice écoulé tiennent compte des dossiers de procédure transférés entre les cours en cours d'année.

³ Les chiffres se rapportent tant à la Cour de droit pénal (jusqu'au 30.6) qu'à la I^{re} et à la II^e Cour de droit pénal (dès le 1.7).

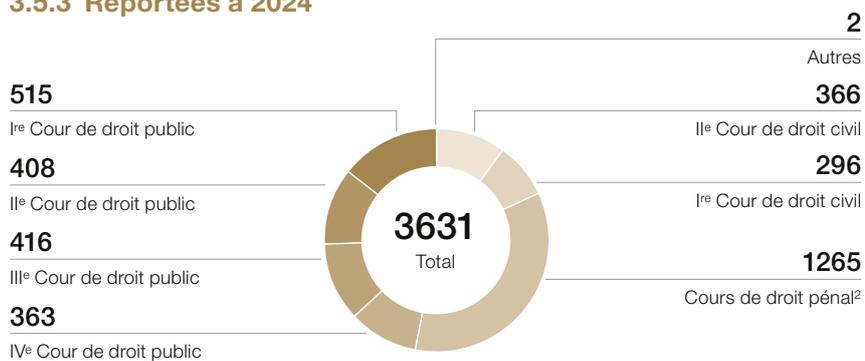
3.5.1 Introduites en 2023¹



3.5.2 Liquidées en 2023



3.5.3 Reportées à 2024



¹ S'agissant de la I^{er} Cour de droit public et des cours de droit pénal, les indications relatives aux affaires introduites durant l'exercice écoulé tiennent compte des dossiers de procédure transférés entre les cours en cours d'année.

² Les chiffres se rapportent tant à la Cour de droit pénal (jusqu'au 30.6) qu'à la I^{er} et à la II^e Cour de droit pénal (dès le 1.7).

3.6 Répartition des affaires entre les cours (5 ans)¹

| | Introduites | | | | | Liquidées | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 ² | 2023 ³ | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| I^{er} Cour de droit public | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 682 | 732 | 788 | 663 | 692 | 659 | 691 | 719 | 646 | 673 |
| Recours en matière pénale | 620 | 669 | 695 | 594 | 216 | 556 | 655 | 694 | 611 | 338 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 8 | 10 | 6 | 7 | 9 | 8 | 9 | 5 | 10 | 6 |
| Actions | – | – | – | 1 | – | – | – | – | – | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 60 | 44 | 49 | 38 | 24 | 59 | 42 | 50 | 40 | 26 |
| Total | 1370 | 1455 | 1538 | 1303 | 941 | 1282 | 1397 | 1468 | 1307 | 1044 |
| II^e Cour de droit public | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 1084 | 1071 | 1050 | 926 | 702 | 1197 | 1159 | 1084 | 962 | 663 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 72 | 53 | 50 | 36 | 28 | 68 | 55 | 54 | 37 | 26 |
| Actions | 4 | 4 | 6 | 4 | 2 | 3 | 3 | 6 | 5 | 3 |
| Demandes de révision, etc. | 34 | 38 | 44 | 43 | 31 | 30 | 39 | 45 | 44 | 28 |
| Total | 1194 | 1166 | 1150 | 1009 | 763 | 1298 | 1256 | 1189 | 1048 | 720 |
| III^e Cour de droit public | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 850 | 805 | 679 | 739 | 796 | 878 | 741 | 742 | 568 | 808 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 2 | 1 | 1 | 2 | 15 | 1 | 2 | 1 | 2 | 12 |
| Actions | – | – | – | – | 1 | – | – | – | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 25 | 16 | 21 | 22 | 28 | 24 | 17 | 21 | 20 | 24 |
| Total | 877 | 822 | 701 | 763 | 840 | 903 | 760 | 764 | 590 | 844 |
| IV^e Cour de droit public | | | | | | | | | | |
| Recours en matière de droit public | 846 | 796 | 826 | 756 | 829 | 895 | 830 | 806 | 693 | 798 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 8 | 14 | 8 | 10 | 6 | 7 | 15 | 6 | 11 | 10 |
| Demandes de révision, etc. | 20 | 16 | 13 | 12 | 10 | 19 | 16 | 14 | 12 | 10 |
| Total | 874 | 826 | 847 | 778 | 845 | 921 | 861 | 826 | 716 | 818 |
| I^{er} Cour de droit civil | | | | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 626 | 670 | 639 | 582 | 637 | 661 | 681 | 590 | 627 | 603 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 81 | 84 | 77 | 69 | 76 | 81 | 77 | 82 | 68 | 72 |
| Actions | 1 | – | 1 | – | – | 1 | – | 1 | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 15 | 14 | 22 | 26 | 14 | 13 | 13 | 24 | 21 | 15 |
| Total | 723 | 768 | 739 | 677 | 727 | 756 | 771 | 697 | 716 | 690 |
| II^e Cour de droit civil | | | | | | | | | | |
| Recours en matière civile | 1063 | 1080 | 1079 | 998 | 979 | 993 | 1068 | 1018 | 1082 | 998 |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 232 | 319 | 233 | 186 | 229 | 246 | 314 | 225 | 188 | 249 |
| Actions | – | – | – | – | – | 2 | – | – | – | – |
| Demandes de révision, etc. | 25 | 39 | 28 | 40 | 34 | 22 | 43 | 26 | 43 | 34 |
| Total | 1320 | 1438 | 1340 | 1224 | 1242 | 1263 | 1425 | 1269 | 1313 | 1281 |
| Cours de droit pénal⁴ | | | | | | | | | | |
| Recours en matière pénale | 1473 | 1499 | 1519 | 1593 | 2131 | 1472 | 1344 | 1254 | 1404 | 1955 |
| Demandes de révision, etc. | 45 | 46 | 42 | 40 | 62 | 43 | 45 | 36 | 39 | 60 |
| Total | 1518 | 1545 | 1561 | 1633 | 2193 | 1515 | 1389 | 1290 | 1443 | 2015 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| Recours à la comm. adm. en matière de surveillance | 4 | 6 | 6 | 3 | 7 | 3 | 6 | 4 | 3 | 8 |
| Recours à la commission de recours | 1 | 1 | 2 | 2 | – | 1 | 1 | 2 | 2 | – |
| Autres cas | – | – | 1 | – | – | – | – | 1 | – | – |
| Total | 5 | 7 | 9 | 5 | 7 | 4 | 7 | 7 | 5 | 8 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 7881 | 8027 | 7885 | 7392 | 7558 | 7942 | 7866 | 7510 | 7138 | 7420 |

¹ Des domaines juridiques ont été réattribués entre les cours en début et au cours de l'exercice écoulé, ce qui a eu un impact sur le volume des affaires des cours. Hormis les cours de droit civil, toutes les cours sont concernées.

² S'agissant de la I^{re}, de la II^e et de la III^e Cour de droit public ainsi des cours de droit pénal, les chiffres relatifs aux affaires introduites en 2022 tiennent compte des dossiers de procédure réattribués en début ou en cours de l'exercice écoulé.

³ S'agissant de la I^{re} Cour de droit public et des cours de droit pénal, les indications relatives aux affaires introduites durant l'exercice écoulé tiennent compte des dossiers de procédure transférés entre les cours en cours d'année.

⁴ Les chiffres de l'exercice écoulé se rapportent tant à la Cour de droit pénal (jusqu'au 30.6) qu'à la I^{re} et à la II^e Cour de droit pénal (dès le 1.7). Les chiffres des années précédentes ne concernent que la Cour de droit pénal.

3.7 Affaires liquidées selon les matières

| | Recours en matière de droit public | Recours constitutionnels subsidiaires | Autres cas LTF | Demandes de revision, etc. | Total |
|--|------------------------------------|---------------------------------------|----------------|----------------------------|-------|
| Droit public et administratif | | | | | |
| 010.00 Droits déduits des art. 8 et 29 Cst. | 3 | - | - | - | 3 |
| 010.90 Autres recours pour violation de l'interdiction de l'arbitraire | 1 | - | - | - | 1 |
| 011.00 Liberté personnelle, protection de la sphère privée, dignité humaine sauf recours en matière de détention | 5 | - | 1 | - | 6 |
| 012.00 Liberté de réunion, d'association et liberté syndicale | - | - | - | - | - |
| 013.00 Liberté d'opinion (au sens large) et de religion | 1 | - | - | - | 1 |
| 014.00 Droit de cité, liberté d'établissement, police des étrangers, droit d'asile | 362 | 24 | - | 9 | 395 |
| 014.10 Droit de cité | 23 | 6 | - | 3 | 32 |
| 014.20 Liberté d'établissement | 3 | - | - | - | 3 |
| 014.30 Droit des étrangers | 336 | 18 | - | 6 | 360 |
| 015.00 Responsabilité de l'État | 29 | 1 | 6 | 4 | 40 |
| 016.00 Droits politiques | 27 | - | - | 2 | 29 |
| 017.00 Personnel du secteur public | 73 | 10 | - | 3 | 86 |
| 018.00 Autonomie communale | 5 | - | - | - | 5 |
| 019.00 Autres droits fondamentaux | - | - | - | - | - |
| 020.00 Garantie de la propriété | 2 | - | - | - | 2 |
| 021.00 Surveillance des fondations | - | - | - | - | - |
| 022.00 Propriété foncière rurale (sans le droit des successions) | 11 | - | - | - | 11 |
| 023.00 Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger | 1 | - | - | - | 1 |
| 023.99 Registres publics | - | 2 | 9 | 1 | 12 |
| 032.00 Procédure administrative | 59 | - | 4 | 2 | 65 |
| 033.00 Compétence, garantie du juge du domicile et du juge naturel | 4 | - | 89 | 3 | 96 |
| 034.00 Exécution forcée | - | - | - | - | - |
| 035.00 Arbitrage | - | - | - | - | - |
| 036.00 Extradition | 15 | - | - | - | 15 |
| 037.00 Entraide judiciaire | 75 | - | - | - | 75 |
| 038.00 Droit pénal cantonal et droit pénal administratif | - | - | - | - | - |
| 039.99 École, science et recherche | 40 | 1 | - | 3 | 44 |
| 043.99 Langue, art et culture | - | - | - | - | - |
| 045.99 Protection de la nature, du paysage et des animaux | 11 | - | - | - | 11 |
| 050.00 Défense nationale | 8 | - | - | 2 | 10 |
| 060.00 Subventions | 34 | 3 | - | 1 | 38 |
| 060.90 Remboursement de l'assistance judiciaire | 1 | - | - | - | 1 |
| 061.00 Douanes | 16 | - | - | - | 16 |
| 062.00 Impôts directs | 210 | 5 | - | 9 | 224 |
| 063.00 Droits de timbre | 1 | - | - | - | 1 |
| 064.00 Impôts indirects | 17 | - | - | - | 17 |
| 065.00 Impôt anticipé | 5 | - | - | - | 5 |
| 066.00 Taxe militaire | 3 | - | - | - | 3 |
| 067.00 Double imposition | 5 | - | - | - | 5 |
| 068.00 Autres contributions publiques | 51 | - | - | - | 51 |
| 069.00 Exonération fiscale et remise d'impôt | 2 | 7 | - | - | 9 |
| 070.00 Aménagement du territoire | 102 | - | - | 1 | 103 |
| 071.00 Remembrement | 1 | - | - | - | 1 |
| 072.00 Droit cantonal des constructions | 207 | - | - | 2 | 209 |
| 073.00 Expropriation | 11 | - | - | - | 11 |
| 074.00 Énergie | 7 | - | - | 3 | 10 |
| 075.00 Routes (y compris circulation routière) | 89 | - | - | 1 | 90 |
| 076.00 Ouvrages publics de la Confédération (planification, construction et fonctionnement) | 7 | - | - | - | 7 |
| 077.00 Navigation aérienne (sauf installations) | 2 | - | - | - | 2 |
| 078.00 Postes et télécommunications | 1 | - | - | - | 1 |
| 079.00 Radio et télévision | 2 | - | - | - | 2 |
| 079.90 Santé | 4 | - | - | - | 4 |

| | Recours en matière de droit public | Recours constitutionnels subsidiaires | Autres cas LTF | Demandes de revision, etc. | Total |
|---|------------------------------------|---------------------------------------|----------------|----------------------------|-------------|
| 080.00 Professions sanitaires | 12 | - | - | - | 12 |
| 081.00 Protection de l'équilibre écologique | 41 | - | - | 1 | 42 |
| 082.00 Lutte contre les maladies | 15 | - | - | 1 | 16 |
| 083.00 Police des denrées alimentaires | 4 | - | - | 1 | 5 |
| 084.00 Législation du travail | 9 | - | - | - | 9 |
| 085.00 Assurances sociales | 1185 | - | - | 25 | 1210 |
| 085.01 Assurance sociale, partie générale | 1 | - | - | - | 1 |
| 085.10 Assurance vieillesse et survivants | 94 | - | - | 4 | 98 |
| 085.30 Assurance-invalidité | 448 | - | - | 11 | 459 |
| 085.40 Prestation complémentaire à l'AVS/AI | 74 | - | - | 1 | 75 |
| 085.50 Prévoyance professionnelle | 58 | - | - | 4 | 62 |
| 085.70 Assurance-maladie | 67 | - | - | 3 | 70 |
| 085.80 Assurance-accidents | 243 | - | - | 2 | 245 |
| 085.90 Assurance militaire | 7 | - | - | - | 7 |
| 085.95 Allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité | 20 | - | - | - | 20 |
| 086.00 Allocations familiales et assurance sociale cantonale | 15 | - | - | - | 15 |
| 086.20 Assurance-chômage | 157 | - | - | - | 157 |
| 086.21 Prestations transitoires pour chômeurs âgés | 1 | - | - | - | 1 |
| 087.00 Encouragement à la constr. et à l'accession à la propriété | - | - | - | - | - |
| 088.00 Aide sociale | 51 | - | - | 1 | 52 |
| 090.00 Économie (droit public, à titre subsidiaire) | 26 | 3 | - | - | 29 |
| 091.00 Professions libérales | 22 | - | - | 1 | 23 |
| 092.00 Surveillance des prix | - | - | - | - | - |
| 093.00 Agriculture | 2 | - | - | 2 | 4 |
| 093.99 Forêts, chasse et pêche | 1 | - | - | - | 1 |
| 095.99 Commerce, crédit et assurance privée | 4 | - | - | - | 4 |
| 099.00 Commerce extérieur, garantie contre les risques à l'exportation | 1 | - | - | - | 1 |
| Total droit public et administratif | 2883 | 56 | 110 | 77 | 3126 |

| | Recours en matière civile | Recours constitutionnels subsidiaires | Demandes de révision, etc. | Total |
|---|---------------------------|---------------------------------------|----------------------------|-------------|
| Droit privé | | | | |
| 100.01 Droit des personnes | 25 | 1 | – | 26 |
| 101.00 Protection de la personnalité | 12 | 1 | – | 13 |
| 102.00 Droit au nom | 3 | – | – | 3 |
| 103.00 Associations | 3 | – | – | 3 |
| 104.00 Fondations | 5 | – | – | 5 |
| 105.00 Autres problèmes | 2 | – | – | 2 |
| 109.90 Droit de la famille | 514 | 14 | 12 | 540 |
| 110.00 Mariage (y compris nullité du mariage) | – | – | – | – |
| 111.00 Divorce et séparation de corps | 102 | 5 | – | 107 |
| 111.01 Divorce et séparation de corps (urgent) | 37 | – | 2 | 39 |
| 112.00 Effets du mariage et régimes matrimoniaux | 13 | 2 | – | 15 |
| 112.01 Effets du mariage et régimes matrimoniaux (urgent) | 72 | 1 | – | 73 |
| 113.00 Rapport de filiation | 124 | 3 | 8 | 135 |
| 113.01 Rapport de filiation (urgent) | 48 | – | 1 | 49 |
| 114.00 Tutelle | 75 | 2 | 1 | 78 |
| 114.01 Tutelle (urgent) | – | – | – | – |
| 115.00 Autres problèmes | 11 | 1 | – | 12 |
| 115.01 Autres problèmes (urgent) | 32 | – | – | 32 |
| 119.90 Droit des successions | 52 | 2 | 1 | 55 |
| 120.00 Les héritiers et les dispositions pour cause de mort | 15 | 1 | – | 16 |
| 121.00 Dévolution de la succession | 24 | 1 | 1 | 26 |
| 122.00 Partage | 13 | – | – | 13 |
| 123.00 Partage succession d'entreprise agricole et de la propriété foncière rurale | – | – | – | – |
| 129.90 Droits réels | 48 | 11 | 2 | 61 |
| 130.00 Propriété foncière et propriété mobilière | 28 | 6 | 1 | 35 |
| 131.00 Servitudes | 11 | – | – | 11 |
| 132.00 Gage immobilier et gage mobilier | 4 | – | – | 4 |
| 133.00 Possession et registre foncier | 2 | 2 | – | 4 |
| 134.00 Autres problèmes | 3 | 3 | 1 | 7 |
| 139.90 Droit des obligations | 452 | 70 | 14 | 536 |
| 140.00 Vente, échange, donation | 34 | 6 | 2 | 42 |
| 141.00 Bail et bail à ferme | 129 | 32 | 5 | 166 |
| 141.10 Prêt à usage (contrat de prêt et prêt de consommation) | 17 | 1 | 2 | 20 |
| 142.00 Contrat de travail | 99 | 6 | 1 | 106 |
| 143.00 Contrat d'entreprise | 29 | 7 | 3 | 39 |
| 144.00 Mandat | 44 | 8 | 1 | 53 |
| 145.00 Droit des sociétés | 39 | 2 | – | 41 |
| 146.00 Droit des papiers-valeurs | – | – | – | – |
| 147.00 Droit de la responsabilité civile | 13 | – | – | 13 |
| 148.00 Autres dispositions du droit des obligations | 48 | 8 | – | 56 |
| 150.00 Droit des contrats d'assurances | 39 | 1 | – | 40 |
| 160.00 RC pour chemin de fer, installation électrique, transport par conduite et énergie nucléaire | – | – | – | – |
| 169.90 Propriété intellectuelle et protection des données | 31 | 3 | – | 34 |
| 170.00 Protection des marques, du design et des variétés végétales | 21 | – | – | 21 |
| 171.00 Brevets d'invention | 5 | – | – | 5 |
| 172.00 Droit d'auteur | 5 | – | – | 5 |
| 173.00 Protection des données (y compris principe de la transparence) | – | 3 | – | 3 |
| 175.00 Concurrence déloyale | 10 | – | – | 10 |
| 176.00 Droit des cartels | – | 1 | – | 1 |
| 190.00 Autres dispositions du droit civil | – | – | – | – |
| 200.00 Poursuites pour dettes et faillites | 355 | 222 | 19 | 596 |
| 220.00 Exécution forcée | – | – | – | – |
| 250.00 Code de procédure civile | 10 | – | – | 10 |
| 260.00 Arbitrage international | 53 | – | – | 53 |
| Total droit privé | 1589 | 325 | 48 | 1962 |

| | Recours en matière pénale | Recours en matière de droit public, etc. | Demandes de révision, etc. | Total |
|--|---------------------------|--|----------------------------|-------------|
| Droit pénal | | | | |
| 300.01 Partie générale du CP | 257 | - | - | 257 |
| 301.00 Fixation de la peine | 77 | - | - | 77 |
| 302.00 Sursis | 114 | - | - | 114 |
| 303.00 Mesures | 58 | - | - | 58 |
| 304.00 Adolescents et jeunes adultes | - | - | - | - |
| 305.10 Répression | 1 | - | - | 1 |
| 305.20 Renonciation à toute peine | - | - | - | - |
| 305.30 Prescription | - | - | - | - |
| 305.40 Contraventions | - | - | - | - |
| 305.90 Autres problèmes | 7 | - | - | 7 |
| 309.90 Partie spéciale du CP | 466 | - | - | 466 |
| 310.00 Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle | 133 | - | - | 133 |
| 311.00 Infractions contre le patrimoine | 132 | - | - | 132 |
| 311.10 Infractions pénales contre le patrimoine | 129 | - | - | 129 |
| 311.20 Violation du secret de fabrication ou du secret commercial | - | - | - | - |
| 311.30 Infractions en matière de LP | 3 | - | - | 3 |
| 311.40 Dispositions générales | - | - | - | - |
| 312.00 Infractions contre l'honneur | 27 | - | - | 27 |
| 313.00 Crimes ou délits contre la liberté | 27 | - | - | 27 |
| 314.00 Infractions contre l'intégrité sexuelle | 74 | - | - | 74 |
| 315.00 Faux dans les titres | 14 | - | - | 14 |
| 316.00 Autres infractions | 59 | - | - | 59 |
| 319.99 Autres lois pénales | 140 | - | 1 | 141 |
| 320.00 Dispositions pénales de la LCR | 76 | - | 1 | 77 |
| 321.00 Dispositions pénales de la loi fédérale sur les stupéfiants | 24 | - | - | 24 |
| 322.00 Dispositions pénales contenues dans d'autres lois fédérales | 40 | - | - | 40 |
| 330.00 Droit pénal administratif | - | - | - | - |
| 345.00 Code de procédure pénale | 1290 | 45 | 67 | 1402 |
| 347.00 LAVI | - | 8 | - | 8 |
| 349.90 Exécution des peines et des mesures | 49 | - | 1 | 50 |
| 350.00 Libération conditionnelle | 16 | - | - | 16 |
| 351.00 Autres problèmes | 33 | - | 1 | 34 |
| Total droit pénal | 2202 | 53 | 69 | 2324 |
| Autres affaires | | | | |
| 390.00 Recours en matière de surveillance | 8 | | | |
| Total autres affaires | 8 | | | |

L'essentiel en bref

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'affaires entrées à la Cour des affaires pénales a légèrement diminué tandis que le nombre d'affaires liquidées a quelque peu augmenté. L'activité de la Cour des affaires pénales a notamment été marquée par plusieurs jugements en matière de blanchiment d'argent, concernant l'emploi avec dessein délictueux d'explosifs ainsi que relevant de la loi fédérale interdisant les groupes «Al-Qaïda» et «État islamique» et les organisations apparentées.

Le nombre d'affaires entrées à la Cour des plaintes en français et en italien est resté à peu près stable alors que le nombre d'affaires entrées en allemand a augmenté. Comme les années précédentes, les recours en matière de procédure pénale fédérale et d'entraide judiciaire en matière pénale ont prédominé. Près de la moitié des procédures ont été liquidées en l'espace de trois mois et la grande majorité en l'espace de six mois.

La Cour d'appel a enregistré une augmentation des procédures d'appel par rapport à l'année précédente; il en va de même pour le nombre de procédures de révision, qui a plus que doublé. Durant l'exercice, la Cour d'appel s'est notamment consacrée pour la première fois à une procédure volumineuse dans le domaine des crimes de guerre respectivement des crimes contre l'humanité, ainsi qu'à une procédure soulevant la question du droit pénal des entreprises.

Durant l'année écoulée, la Commission administrative s'est notamment occupée de la question de la séparation des instances. Un groupe de travail a examiné les conséquences structurelles, financières et juridiques que différents modèles d'organisation avec des instances judiciaires séparées pourraient avoir sur l'organisation actuelle du Tribunal pénal fédéral.



TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL

| | |
|--|-----------|
| 1. Partie générale | 38 |
| Composition du tribunal | 38 |
| Organisation du tribunal | 40 |
| Marche des affaires | 41 |
| Composition des cours appelées à statuer | 43 |
| Coordination entre les cours | 44 |
| Administration du tribunal | 44 |
| Service de communication | 44 |
| Collaboration | 45 |
| 2. Recommandations au législateur | 46 |
| 3. Statistiques | 48 |

RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL 2023

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des États,

Conformément à l'article 34 alinéa 3 de la loi fédérale sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération (loi sur l'organisation des autorités pénales, LOAP; RS 173.71), nous vous soumettons notre rapport de gestion pour l'année 2023.

Nous vous remercions pour la confiance que vous nous avez témoignée et pour les moyens mis à notre disposition dans l'accomplissement de nos tâches. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des États, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Tribunal pénal fédéral

Le président: Alberto Fabbri
Le secrétaire général: Marc-Antoine Borel

Bellinzona, le 23 janvier 2024

1. PARTIE GÉNÉRALE

Composition du tribunal

Organes de direction

Présidence

Président: Alberto Fabbri
 Vice-présidente: Joséphine Contu Albrizio

Commission administrative

Président: Alberto Fabbri
 Vice-présidente: Joséphine Contu Albrizio
 Membre: Andrea Blum

Cour plénière

Membres: Sylvia Frei
 Daniel Kipfer Fasciati
 Miriam Forni
 Giorgio Bomio-Giovanascini
 Roy Garré
 Jean-Luc Bacher
 Patrick Robert-Nicoud
 Nathalie Zufferey
 Joséphine Contu Albrizio
 Martin Stupf
 Stefan Heimgartner
 Stephan Zenger
 Andrea Blum
 Olivier Thormann
 Fiorenza Bergomi
 David Bouverat
 Alberto Fabbri
 Maurizio Albisetti Bernasconi
 Brigitte Stump Wendt
 Maric Demont
 Felix Ulrich
 Andrea Ermotti

En 2023, la composition linguistique du Tribunal pénal fédéral (ci-après «tribunal») était la suivante: onze juges exerçaient leurs tâches en langue allemande, soit 9,6 postes à plein temps (2022: 9,5), huit en langue française, soit 7,3 postes à plein temps (2022: 6,7) et trois en langue italienne, soit 2,4 postes à plein temps (2022: 2,8).

Secrétariat général

Secrétaire général: Marc-Antoine Borel

Secrétaire générale suppléante: Estelle de Luze

Cours

Cour des affaires pénales

Président: Martin Stupf

Vice-président: Stephan Zenger

Membres: Sylvia Frei

Jean-Luc Bacher

Joséphine Contu Albrizio

Stefan Heimgartner

Fiorenza Bergomi

David Bouverat

Alberto Fabbri

Maric Demont

Cour des plaintes

Président: Roy Garré

Vice-président: Patrick Robert-Nicoud

Membres: Daniel Kipfer Fasciati

Miriam Forni

Giorgio Bomio-Giovanascini

Nathalie Zufferey

Felix Ulrich

Cour d'appel

Président: Olivier Thormann

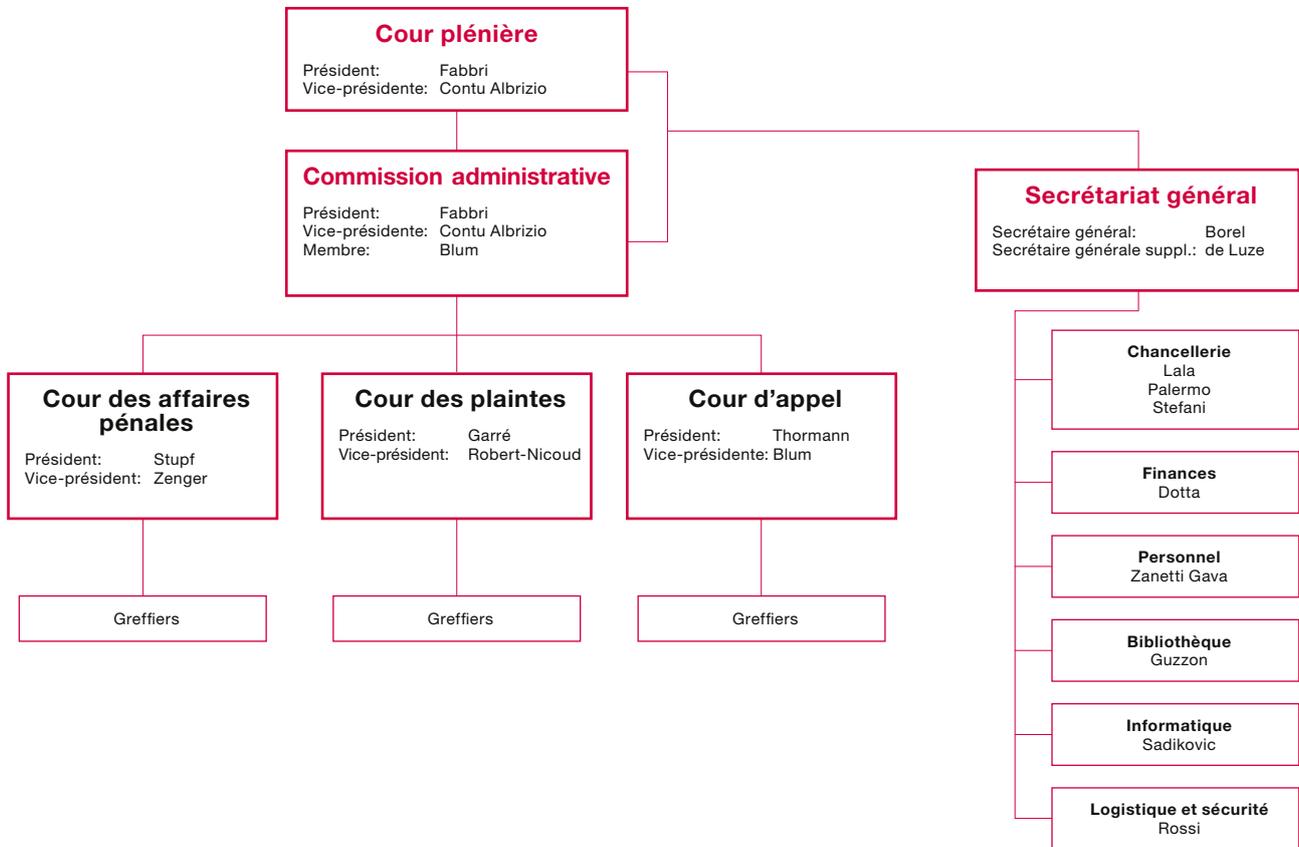
Vice-présidente: Andrea Blum

Membres: Maurizio Albisetti Bernasconi

Brigitte Stump Wendt

Andrea Ermotti

Organisation du tribunal



22 juges siégeaient au tribunal à fin 2023, soit 19,3 postes à plein temps.

Avec 35 personnes, respectivement 30,7 postes à plein temps (35 personnes ou 30,9 postes à plein temps en 2022), le nombre de greffiers est resté à peu près le même que l'année précédente.

Marche des affaires

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'entrées à la Cour des affaires pénales a un peu reculé, alors que le nombre de liquidations a légèrement augmenté. S'agissant de la Cour des plaintes, le nombre d'affaires entrées et liquidées a augmenté par rapport à l'année précédente. En comparaison avec 2022, la Cour d'appel enregistre une augmentation des procédures d'appel; l'augmentation concerne également le nombre de procédures de révision, qui a plus que doublé. Il est renvoyé aux rapports détaillés des cours.

Cour plénière

La Cour plénière s'est réunie à huit reprises (année précédente: 8). Elle s'est consacrée notamment à la constitution des cours, à l'élection des présidences de cours et à la désignation de la Commission administrative pour les années 2024–2025, et a adopté plusieurs modifications de différents règlements. En outre, la Cour plénière a approuvé le rapport sur le projet de réorganisation «Séparation des instances» qui lui a été soumis par la Commission administrative (cf. ci-dessous).

Commission administrative

Lors de douze séances au total (année précédente: 20), la Commission administrative s'est chargée des affaires de l'administration judiciaire. Elle a poursuivi les travaux dans le cadre du projet de réorganisation «Séparation des instances». Le groupe de travail mis en place à cet effet s'est penché sur les questions relatives aux modifications et répercussions structurelles, financières et juridiques ainsi qu'en matière de personnel que les différents modèles d'organisation possibles avec des instances judiciaires séparées pourraient engendrer sur l'organisation existante du Tribunal pénal fédéral, et a comparé les modèles entre eux. Les résultats ont été présentés à la Cour plénière.

Les mesures nécessaires en relation avec la résolution des problèmes internes au sein du Tribunal pénal fédéral ont été mises en œuvre l'année dernière. La Commission administrative ne voit pas d'autre nécessité d'agir. Le suivi des médias en 2023 a montré que l'activité juridique du tribunal était au centre de leur intérêt.

La Commission administrative a notamment abordé la question de l'archivage des dossiers pénaux et décidé d'entamer les démarches afin que les archives soient, à l'avenir, confiées aux Archives fédérales. Le 1^{er} septembre 2023, la Commission administrative a participé à la pose

de la première pierre du bâtiment Pretorio. En raison d'oppositions qui ont retardé les travaux de construction, la remise du bâtiment, qui sera utilisé en commun par la Cour d'appel et des autorités du canton du Tessin, est prévue à présent pour l'automne 2026.

Cour des affaires pénales (Cour pénale de première instance de la Confédération)

En ce qui concerne le bilan, au cours de l'exercice, 50 affaires sont entrées (année précédente: 57). Sur celles-ci, 31 étaient en allemand et 19 en français, concernant 64 prévenus (dont 6 en détention préventive ou de sûreté). 57 jugements finaux (année précédente: 56) ont été motivés et notifiés, soit 33 en allemand, 20 en français et 4 en italien, ce qui correspond à un taux de liquidation de 114% (rapport entrées [50] / liquidations [57]). Fin 2023, 26 affaires (année précédente: 33) étaient pendantes, soit 16 en allemand, 9 en français et 1 en italien. Parmi celles-ci, 21 (année précédente: 28), ouvertes contre 34 personnes au total (année précédente: 37), n'ont pas encore été jugées et cinq ont été jugées, mais pas encore motivées par écrit. Les procédures principales pendantes ont engendré 31 procédures annexes (année précédente: 18), parmi lesquelles 27 ont été liquidées. Outre les accusations ordinaires, 19 affaires ont résulté d'oppositions à des ordonnances pénales du Ministère public de la Confédération (année précédente: 15) et trois d'actes d'accusation en procédure simplifiée (année précédente: 4). Avec 35 nouveaux cas, le nombre de procédures dirigées par un juge unique est resté stable par rapport à l'année précédente (32), tandis que le nombre de procédures collégiales a nettement diminué, avec 15 entrées (année précédente: 25).

L'activité de la Cour des affaires pénales a été marquée par plusieurs jugements de grande ampleur dans des affaires de blanchiment d'argent. Ainsi, dans la cause concernant la condamnation d'une banque pour violation de l'art. 102 al. 2 CP pour blanchiment d'argent de fonds appartenant à une organisation criminelle bulgare, la Cour des affaires pénales a notifié un jugement écrit de plus de 600 pages; dans une autre cause de blanchiment de fonds d'origine criminelle en lien avec la Russie, la motivation écrite du jugement a représenté plus de 300 pages. L'ampleur exceptionnelle de ces jugements, qui ont chacun fait l'objet d'appels auprès de la Cour d'appel, découle des nombreux faits et des questions juridiques complexes examinés. En matière de loi fédérale interdisant les groupes «Al-Qaïda» et «État islamique» et les organisations apparentées, la Cour des affaires pénales

a rendu plusieurs jugements, notamment pour des actes de propagande djihadiste commis dans les cantons de Fribourg et de Zurich, et prononcé des peines privatives de liberté de 32 mois et 28 mois, respectivement des peines pécuniaires. En particulier, par jugement du 10 janvier 2023, l'auteur du crime djihadiste à Morges, qui a été reconnu coupable d'assassinat et de tentative d'assassinat, a été condamné à une peine privative de liberté de 20 ans et à l'obligation de se soumettre à une mesure institutionnelle en milieu fermé. Cette condamnation est entrée en force. La Cour des affaires pénales a également rendu différents jugements concernant l'emploi avec dessein délictueux d'explosifs, en particulier lors d'attaques de bancomats. Des peines privatives de liberté comprises entre 18 et 74 mois ont notamment été prononcées. Dans l'une de ces affaires, les prévenus avaient été arrêtés en Allemagne grâce à l'intervention d'un agent infiltré et extradés vers la Suisse. Seuls 18 mois se sont écoulés entre l'arrestation des prévenus et la communication du jugement écrit par la Cour des affaires pénales. Aux jugements précités s'ajoutent les acquittements prononcés contre trois prévenus accusés de provocation à la violation des devoirs militaires (art. 276 CP), où la Cour des affaires pénales a estimé que la liberté d'expression, telle que garantie par les art. 10 CEDH et 16 Cst., devait prévaloir. En matière de corruption d'agents publics étrangers, la Cour des affaires pénales a rendu un jugement en procédure simplifiée pour des actes de corruption survenus au Congo. La Cour des affaires pénales a aussi été saisie d'autres accusations de corruption pour des faits survenus en Angola et en Ouzbékistan. Les débats n'ont pas encore eu lieu dans ces affaires. En matière de crimes contre l'humanité, la Cour des affaires pénales a été saisie d'une accusation dirigée contre un ex-ministre de l'Intérieur de la République de Gambie, qui aurait soutenu et participé, respectivement ne se serait pas opposé à des attaques systématiques et généralisées contre la population civile menées par les forces de sécurité présidentielles. Les débats auront lieu durant le mois de janvier 2024 et la communication du jugement est prévue pour le printemps 2024.

Cour des plaintes

Le nombre d'affaires reçues en français et en italien est demeuré pour l'essentiel constant, alors que l'on enregistre une hausse des procédures germanophones. Comme auparavant, les recours en matière de procédure pénale fédérale et d'entraide judiciaire en matière pénale ont prédominé.

En 2023, 575 affaires sont entrées (année précédente: 541) et 618 ont été liquidées (année précédente: 599). Le ratio entre nouveaux cas et liquidations (Q3) est positif (109%). Cela se reflète dans un recul, de 229 à 186, des procédures pendantes en fin d'année. En ce qui a trait à la répartition linguistique des nouvelles affaires, 286 étaient en langue allemande (année précédente: 257), 220 en langue française (année précédente: 212) et 69 en langue italienne (année précédente: 72). Au total, 334 affaires ont été liquidées en allemand (année précédente: 273), 217 en français (année précédente: 256) et 67 en italien (année précédente: 70). La majorité des causes ont été traitées par voie de circulation à trois juges. Dans douze affaires, une délibération orale a été nécessaire. 14 décisions ont été rendues par un juge unique. Des modifications de la composition de la cour appelée à statuer ont été entreprises pour éviter des retards à statuer; dans 109 cas, la modification a été entreprise en raison de l'absence d'un juge durant la circulation du dossier, dans trois cas comme mesure de décharge, dans cinq cas en raison de départs à la retraite et dans un cas pour récusation. Presque la moitié des procédures a été liquidée dans un délai de trois mois (47%), alors que la grande majorité (72%) a été close dans les six mois. Un cinquième a été liquidé dans une période de six mois à un an (20%), et quelque 8% dans un délai de deux ans. 128 recours et plaintes (21%) ont été admis ou partiellement admis, alors que les autres procédures ont débouché sur un rejet (317), une non-entrée en matière (101), le classement de la procédure (64) ou le renvoi, respectivement la transmission à une autre autorité (4). Quant aux matières traitées, la plupart des décisions portaient sur des recours en matière de procédure pénale fédérale (218 cas) et d'entraide judiciaire en matière pénale (240 cas). En droit pénal administratif, 51 plaintes ont été liquidées. À cela se sont ajoutées 22 procédures de levées de scellés, 16 procédures en matière de détention et 54 portant sur le for. Une décision concernait une plainte en droit du personnel du Tribunal administratif fédéral.

Cour d'appel (Cour pénale de deuxième instance de la Confédération)

Au cours de l'exercice, la Cour d'appel a atteint pour la première fois, après l'entrée en fonction du deuxième juge francophone en janvier, un taux d'occupation de juges ordinaires équivalant à 400%. Toutefois, comme déjà retenu dans le rapport des CdG sur la planification et la constitution de la Cour d'appel du Tribunal pénal fédéral

du 20 septembre 2022, cette dotation reste insuffisante en raison du nombre d'entrées constamment élevé. Si la réorganisation des ressources du Tribunal pénal fédéral envisagée dans ce rapport n'est pas mise en œuvre, une nouvelle adaptation de l'ordonnance sur les postes de juges sera vraisemblablement nécessaire à moyen terme. Ceci également compte tenu du fait que la révision du Code de procédure pénale entraînera une augmentation supplémentaire des exigences (délais de rédaction) et compétences (recours en matière d'indemnités des défenseurs d'office) et par conséquent une augmentation de la charge de travail. En attendant une solution définitive, on essaiera dans un premier temps, compte tenu des conditions-cadres législatives actuelles, de minimiser le risque de retards supplémentaires en augmentant les postes de greffiers à court terme.

Durant l'exercice, la Cour d'appel s'est notamment consacrée à une procédure volumineuse dans le domaine des crimes de guerre, respectivement contre l'humanité, ainsi qu'à une procédure soulevant la question du droit pénal des entreprises. En outre, l'activité judiciaire a été marquée par des procédures dans les domaines de la corruption nationale, du blanchiment d'argent, du dynamitage de bancomats (délinquance liée aux explosifs) et de la propagande islamiste.

À eux seuls, le nombre des procédures d'appel introduites au cours de l'exercice (34) et la charge de travail que cela représente correspondent une fois de plus, et de manière constante, environ au triple de ce qui a été prévu à l'origine. À cela se sont ajoutées 18 procédures de révision dans l'exercice. Outre les 27 appels contre des jugements de la Cour des affaires pénales, dont huit interjetés pour le seul mois de décembre, il faut compter notamment deux renvois du Tribunal fédéral.

Ce n'est que grâce à l'engagement toujours important des membres de la Cour que l'objectif annuel principal a pu être à nouveau atteint, puisque ceux-ci ont liquidé plus de procédures d'appel qu'ils n'en ont enregistré, ceci afin d'éviter une hausse supplémentaire des procédures d'appel pendant l'année suivante (Q3). Malheureusement, le même objectif annuel n'a pas pu être atteint en matière de procédures de révision, en raison notamment de l'entrée, au dernier trimestre, d'une grosse procédure, ce qui illustre d'ailleurs que la charge de travail résultant de telles procédures ne doit pas être sous-estimée. Ainsi, les statistiques sont dans l'ensemble légèrement négatives, puisqu'il y a 52 nouveaux cas au total (dont 18 appels et 9 révisions en allemand, 12 appels et 5 révisions en français ainsi que 4 appels et 4 révisions en italien) contre

51 liquidations (dont 19 appels et 7 révisions en allemand, 13 appels et 4 révisions en français ainsi que 4 appels et 4 révisions en italien) et ce, *pro memoria*, avec une hypothèse initiale de onze procédures d'appel par an.

Par ailleurs, 14 audiences réparties sur 47 jours au total ont jalonné l'exercice. En cas de pénurie de locaux dans l'actuel bâtiment du Tribunal pénal fédéral, la Cour d'appel peut toujours compter sur le soutien, en matière d'infrastructures, du Tribunal administratif fédéral à Saint-Gall pour tenir ses audiences. Les futures salles d'audience de la Cour d'appel ainsi que les nouveaux bureaux de Bellinzona seront probablement, après un retard supplémentaire du chantier, à disposition en automne 2026.

Composition des cours appelées à statuer

Les cours du Tribunal pénal fédéral statuent à juge unique (Cour des affaires pénales et dans quelques cas Cour des plaintes) ou à trois juges (Cour des affaires pénales, Cour des plaintes et Cour d'appel). La loi attribue en outre certaines compétences décisionnelles à la direction de la procédure. Les présidents des cours n'utilisent pas de logiciel spécifique pour attribuer les affaires et composer les cours appelées à statuer. Ils tiennent compte dans ce cadre, pour optimiser la répartition, des critères suivants: langue de l'affaire, taux d'occupation des juges, charge de travail, aptitude professionnelle, participation à de précédentes décisions dans le même domaine, connexité avec d'autres cas, absences. Lorsqu'un juge appelé à statuer est empêché et que ceci compromet la procédure ou nuit à la célérité de son exécution, ce juge est remplacé. Pour choisir le juge remplaçant, le président de la cour tient compte des critères énumérés ci-dessus. Depuis le 1^{er} janvier 2023, les modifications ultérieures de la composition de la cour appelée à statuer sont systématiquement saisies avec l'un des motifs suivants: récusation, décharge, absences (maladie et vacances) ainsi que autres motifs. En 2023, les cours appelées à statuer ont été modifiées pour la Cour des plaintes dans 118 cas (109 absences, 5 autres motifs, 3 décharges, 1 récusation), pour la Cour des affaires pénales dans six cas (6 autres motifs) et pour la Cour d'appel dans six cas (3 décharges, 2 récusations, 1 absence).

Coordination entre les cours

Afin de coordonner les questions administratives et organisationnelles entre les présidences de la Cour d'appel et de la Cour des affaires pénales, deux séances ont été tenues. Ces séances ont été l'occasion de discuter et de coordonner notamment la numérisation des dossiers, une pratique cohérente dans la désignation des autorités d'exécution et la communication des arrêts, les publications dans la Feuille fédérale et concernant les communiqués de presse. Certains aspects pratiques des nouvelles voies de recours découlant de la révision du Code de procédure pénale ont été débattus par les présidences de la Cour des plaintes et de la Cour d'appel ainsi que le vice-président de la Cour des affaires pénales.

Administration du tribunal

Personnel

Fin 2022, en plus des juges, 69 personnes, occupant 60,4 postes à plein temps, étaient employées par le Tribunal pénal fédéral. Durant l'exercice, trois greffiers respectivement greffières et une secrétaire ont quitté le tribunal, et quatre collaborateurs ont été engagés (1 greffière, 1 greffier et 2 secrétaires). Les stagiaires, engagés pour une période limitée de six mois, ainsi que les apprentis, ne sont pas inclus dans les fluctuations de personnel. Fin 2023, l'effectif du tribunal comptait, en plus des juges, 70 personnes occupant 60,9 postes à plein temps.

Finances

Le bilan du Tribunal pénal fédéral présente des dépenses d'un montant de 19 416 669 francs (+1 385 309 francs par rapport à 2022) et des recettes d'un montant de 898 002 francs (+12 387 francs par rapport à 2022), dont il résulte un excédent de charges de 18 518 667 francs. Les recettes issues des frais de justice ont représenté 816 052 francs et sont en légère augmentation de 0,3% par rapport à 2022. Les recettes de la Confédération issues des frais de procédure et des émoluments judiciaires imposés par la Cour des affaires pénales et la Cour d'appel ainsi que des confiscations et des créances compensatrices sont portées dans les livres du Ministère public de la Confédération en tant qu'autorité d'exécution. Elles ne figurent donc pas dans le bilan du Tribunal pénal fédéral. Les charges de personnel se sont élevées à 16 695 677 francs (+1 468 594 francs par rapport à 2022), dont 3 087 664 francs pour la Cour d'appel. Les dépenses

liées à l'informatique se sont élevées à 481 461 francs (-37 015 francs par rapport à 2022), les frais de location à 1 133 520 francs (comme en 2022). Une particularité réside dans le fait que la Cour d'appel a été dotée d'un budget global propre (A200.0002) auquel les charges de personnel sont notamment imputées. Les charges des services centraux et celles relatives à l'infrastructure du bâtiment sont imputées au budget global du Tribunal pénal fédéral (A200.0001). Les charges totales de ce dernier s'élèvent à 15 653 774 francs, celles du budget de la Cour d'appel à 3 218 016 francs. Les dépenses liées aux procédures pénales se sont élevées à 544 880 francs, soit 20 838 francs de moins qu'en 2022. Elles comprennent 180 000 francs versés à la Police cantonale tessinoise en vertu de l'accord entré en vigueur en 2014. Des informations complémentaires relatives aux finances figurent dans le document à l'appui du bilan 2023 établi par le Département fédéral des finances (DFF).

Service de communication

Au cours de l'exercice écoulé, toutes les décisions du Tribunal pénal fédéral ont été mises en ligne (base de données des arrêts) afin de garantir une jurisprudence transparente. Les principales d'entre elles font en outre l'objet d'une publication officielle chaque année. Dans les procédures intéressant les médias, les dispositifs des jugements communiqués en audience publique sont fournis, sous forme non anonymisée, non seulement aux parties mais aussi aux représentants accrédités des médias. Au cours de l'exercice, les trois cours du Tribunal pénal fédéral ont publié sur le site web au total 13 communiqués de presse (année précédente: 11) sur leurs jurisprudences respectives. De plus, deux communiqués de presse sur des événements institutionnels (année précédente: 1) ont été publiés. Durant la même période, le service de communication a répondu à 153 demandes des médias (année précédente: 95). En fin d'année, le nombre de représentants des médias accrédités permanents au tribunal était de 68 (année précédente: 97). En novembre, sur invitation de la Commission administrative et de la chargée de communication, une rencontre a été organisée avec 17 représentants des médias.

Collaboration

Les contacts entre la Commission administrative du Tribunal pénal fédéral et celle du Tribunal fédéral comme autorité de surveillance ont été, comme toujours, positifs. Il en va de même des contacts et de la coordination sur des sujets techniques à l'échelon du secrétariat général et des services du Tribunal fédéral ainsi que des autres tribunaux de la Confédération.

2. RECOMMANDATIONS AU LÉGISLATEUR

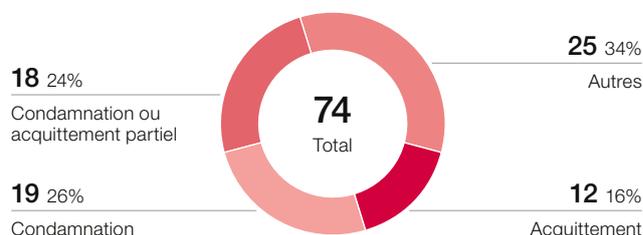
1. Le législateur est invité à examiner dans quelle mesure une base légale pourrait être créée pour la répercussion des frais sur une partie plaignante succombant dans le cadre d'une procédure de recours. Selon la jurisprudence actuelle du Tribunal fédéral, l'État est en effet tenu d'indemniser l'ancien prévenu en cas de rejet du recours d'une partie plaignante contre une ordonnance de classement ou de non-entrée en matière (concernant des infractions poursuivies d'office) pour les dépenses occasionnées dans le cadre de cette procédure de recours (voir ATF 147 IV 47 consid. 4.2.6; 141 IV 476 consid. 1.2). Cette solution est toutefois en contradiction manifeste avec le principe de causalité s'appliquant en règle générale à la répartition des frais dans les procédures de recours (voir à ce sujet ATF 147 IV 47 consid. 4.2.3).
2. Le législateur est invité à examiner dans quelle mesure l'art. 38c LOAP pourrait être modifié dans le sens où, pour juger une question de récusation et le cas échéant le fond, seuls des juges d'une seconde instance cantonale exerçant leur fonction dans la langue de travail concernée et dans le domaine du droit pénal peuvent être désignés par tirage au sort. Cela permettrait d'assurer la qualification linguistique et technique nécessaire des juges extraordinaires en question.
3. Le législateur est invité à examiner dans quelle mesure l'art. 52 al. 4 LOAP pourrait être modifié afin de tenir compte du fait que les autres membres de la Commission administrative (hormis la ou le juge disposant de la plus grande ancienneté) disposent de connaissances détaillées concrètes sur les affaires en cours et ont accès aux documents électroniques de la Commission administrative. Cela leur permettrait d'assumer ce remplacement avec plus d'efficacité.

3. STATISTIQUES

3.1 Nombre et nature des affaires

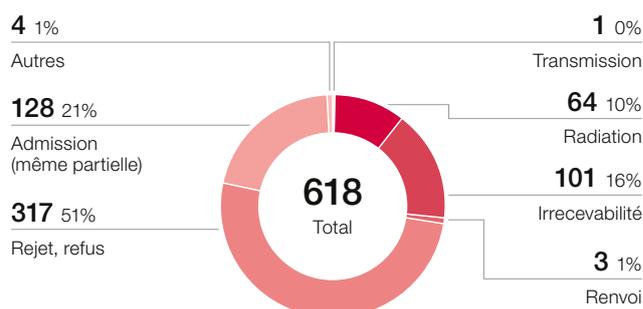
| Affaires | Affaires | | | | | | Issue du procès (selon accusé) | | | |
|---|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|--------------------------------|--------------|------------------------------------|-----------|
| | Introduites en 2022 | Liquidées en 2022 | Reportées de 2022 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 | Acquittement | Condamnation | Condamnation, acquittement partiel | Autres |
| Affaires de la Cour des affaires pénales | | | | | | | | | | |
| Poursuites pénales/autres demandes | 46 | 48 | 25 | 44 | 48 | 21 | 10 | 19 | 14 | 19 |
| Disjonctions | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Demandes de réexamen, etc. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Décisions ultérieures | 4 | 3 | 2 | 4 | 4 | 2 | - | - | - | 4 |
| Renvois par la Cour des plaintes | 2 | - | 2 | 1 | 1 | 2 | - | - | - | 1 |
| Renvois par la Cour d'appel | 1 | 1 | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - |
| Renvois par le Tribunal fédéral | 3 | 3 | 4 | - | 4 | - | 2 | - | 4 | 1 |
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | 57 | 56 | 33 | 50 | 57 | 26 | 12 | 19 | 18 | 25 |

La catégorie «autres» contient les modes de liquidation suivants: acquiescement, admission (y compris partielle), annulé par la Cour des plaintes, créance compensatrice, disjonction, constatation, jonction, non-entrée en matière, prise en charge des frais, rayé du rôle, rejeté, renvoi, suspension et autres.



| Affaires | Affaires | | | | | | Issue du procès | | | | | | | |
|---|--|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-----------------|----------------|---|------------|--------------|----------|----------|---|
| | Introduites en 2022 | Liquidées en 2022 | Reportées de 2022 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 | Radiation | Irrecevabilité | Rejet, refus Admission (même partielle) | Renvoi | Transmission | Autres | | |
| Affaires de la Cour des plaintes | | | | | | | | | | | | | | |
| Procédure pénale | Plaintes et autres demandes | 283 | 318 | 106 | 360 | 369 | 97 | 50 | 64 | 162 | 87 | 3 | 1 | 2 |
| | Demandes de réexamen, etc. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Renvois par la Cour d'appel | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Décisions sur renvoi du TF | 3 | 3 | 2 | 1 | 2 | 1 | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Total | 286 | 321 | 108 | 361 | 371 | 98 | 50 | 64 | 163 | 87 | 3 | 1 | 3 | |
| Entraide judiciaire internationale | Plaintes | 231 | 256 | 117 | 190 | 220 | 87 | 12 | 34 | 135 | 39 | - | - | - |
| | Détentions en vue d'extradition | 15 | 15 | 1 | 19 | 20 | - | 1 | 2 | 17 | - | - | - | - |
| | Demandes de réexamen, etc. | - | - | - | 1 | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - | - |
| | Renvois par la Cour d'appel | 1 | - | 1 | - | 1 | - | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Décisions sur renvoi du TF | 8 | 6 | 2 | 3 | 4 | 1 | 1 | - | 1 | 2 | - | - | - | |
| Total | 255 | 277 | 121 | 213 | 246 | 88 | 14 | 37 | 154 | 41 | - | - | - | |
| Droit public | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | - | 1 | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Total affaires de la Cour des plaintes | 541 | 599 | 229 | 575 | 618 | 186 | 64 | 101 | 317 | 128 | 3 | 1 | 4 | |

La catégorie «autres» contient les modes de liquidation suivants: annulé par la Cour d'appel, créance compensatrice, disjonction, jonction, renvoi, retrait du recours, révocation et autres.



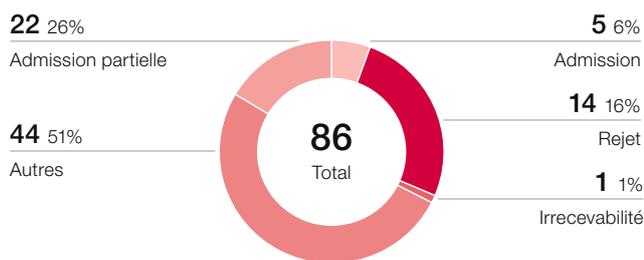
| | | Affaires | | | | | | Issue du procès (selon participant) | | | | |
|------------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------------------------|---------------------|-----------|----------------|-----------|
| | | Introduites en 2022 | Liquidées en 2022 | Reportées de 2022 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 | Admission | Admission partielle | Rejet | Irrecevabilité | Autres |
| Affaires de la Cour d'appel | | | | | | | | | | | | |
| Procédures d'appel | Appels jugements SK | 28 | 27 | 29 | 27 | 31 | 25 | 5 | 20 | 12 | 1 | 43 |
| | Décisions ultérieures | - | 1 | - | 5 | 5 | - | - | 2 | 2 | - | 1 |
| | Revois du TF | 1 | 1 | - | 2 | - | 2 | - | - | - | - | - |
| Total | | 29 | 29 | 29 | 34 | 36 | 27 | 5 | 22 | 14 | 1 | 44 |

La catégorie «autres» contient les modes de liquidation suivants: annulé par le Tribunal fédéral, classement, disjonction, jonction, rayé du rôle, renvoi, retrait du recours, révocation, sans objet, suspension et autres.

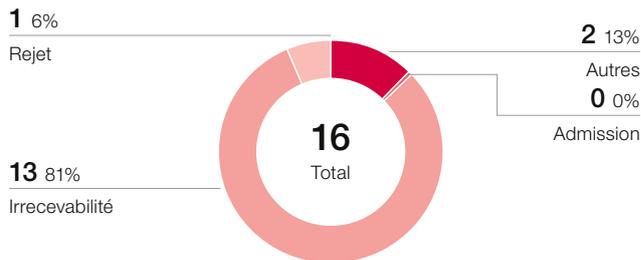
| | | Affaires | | | | | | Issue du procès (selon participant) | | | |
|--|----------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------------------------|----------|----------------|----------|
| | | Introduites en 2022 | Liquidées en 2022 | Reportées de 2022 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 | Admission | Rejet | Irrecevabilité | Autres |
| Procédures en révision | Révisions jugements SK | 1 | 2 | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - |
| | Révisions des prononcés BK | 2 | 3 | - | 16 | 13 | 3 | - | - | 12 | 2 |
| | Autres révisions | 3 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | - | - | 1 | - |
| | Décisions ultérieures | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Revois du TF | 1 | - | 1 | - | 1 | - | - | 1 | - | - |
| Total | | 8 | 7 | 2 | 18 | 15 | 5 | - | 1 | 13 | 2 |
| Total affaires de la Cour d'appel | | 37 | 36 | 31 | 52 | 51 | 32 | | | | |

La catégorie «autres» contient les modes de liquidation suivants: admission partielle, annulé par le Tribunal fédéral, classement, disjonction, jonction, rayé du rôle, renvoi, retrait de la demande, révocation, sans objet, suspension et autres.

Procédures d'appel

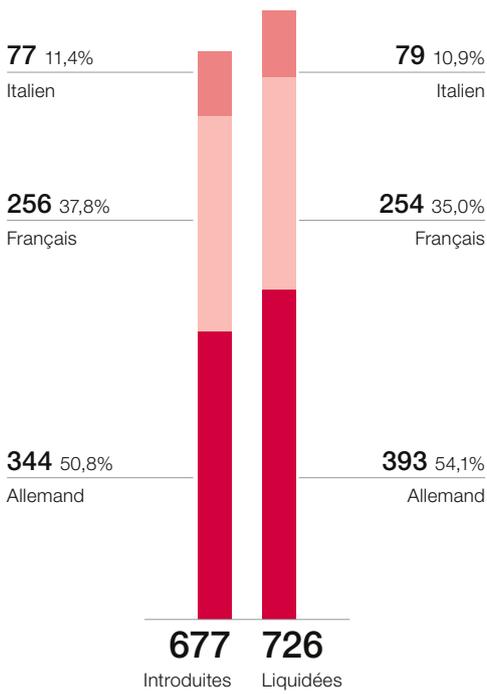


Procédures en révision

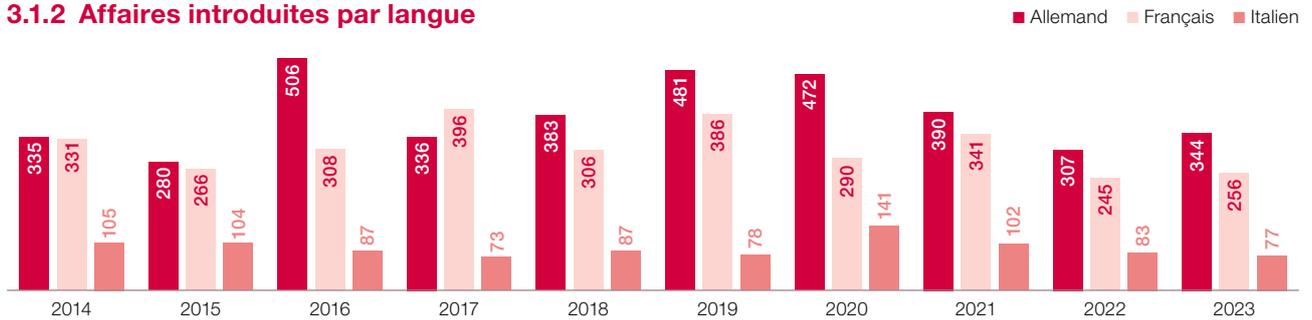


| | | Affaires | | | | | |
|---|--|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| | | Introduites en 2022 | Liquidées en 2022 | Reportées de 2022 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 |
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | | 57 | 56 | 33 | 50 | 57 | 26 |
| Total affaires de la Cour des plaintes | | 541 | 599 | 229 | 575 | 618 | 186 |
| Total affaires de la Cour d'appel | | 37 | 36 | 31 | 52 | 51 | 32 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 635 | 691 | 293 | 677 | 726 | 244 |

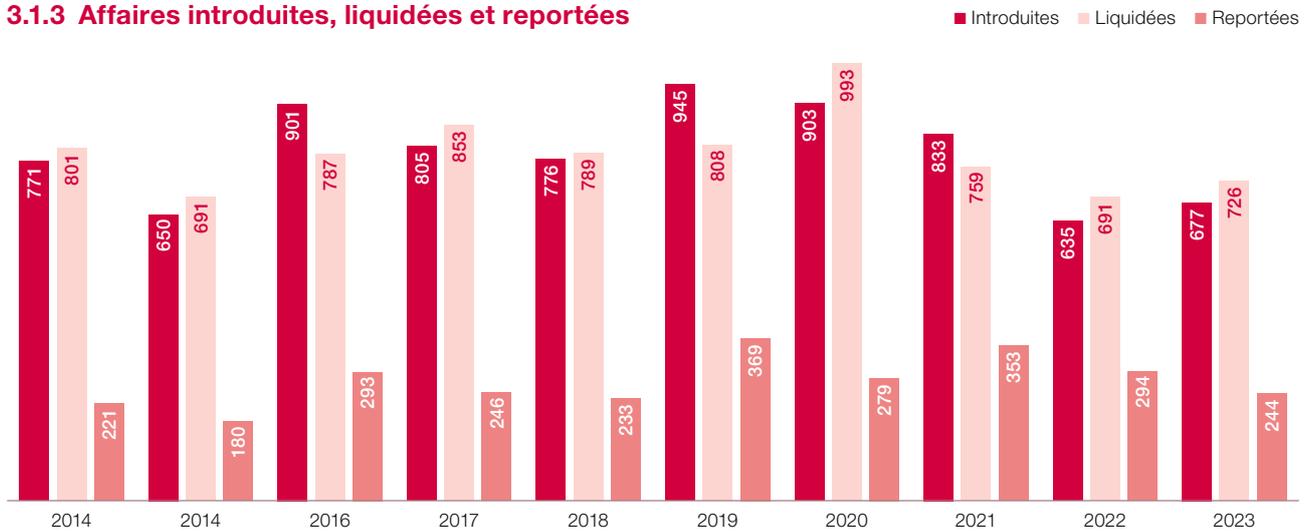
3.1.1 Affaires par langue en 2023



3.1.2 Affaires introduites par langue

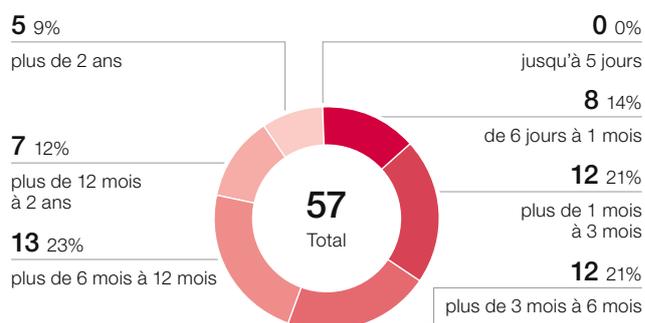


3.1.3 Affaires introduites, liquidées et reportées

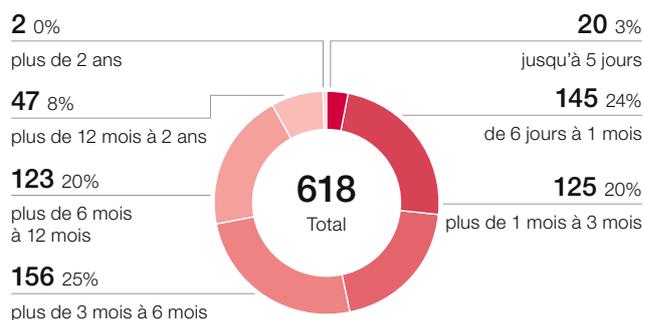


3.2 Durée des affaires

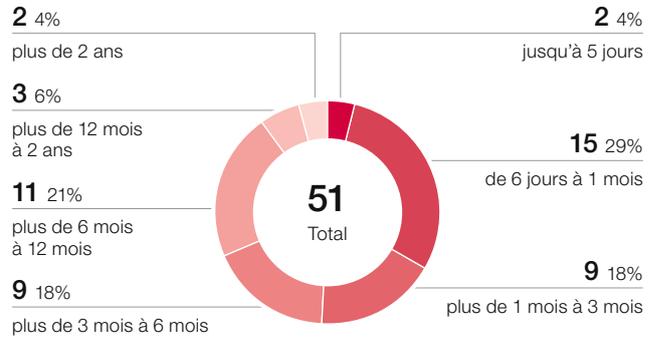
| | | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | plus de 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2023 |
|---|--|-----------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|----------------------------|
| Affaires de la Cour des affaires pénales | | | | | | | | | |
| Poursuites pénales/autres demandes | | – | 8 | 9 | 10 | 13 | 4 | 4 | 48 |
| Disjonctions | | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Demandes de réexamen, etc. | | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Décisions ultérieures | | – | – | 2 | 2 | – | – | – | 4 |
| Renvois par la Cour des plaintes | | – | – | 1 | – | – | – | – | 1 |
| Renvois par la Cour d'appel | | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Renvois par le Tribunal fédéral | | – | – | – | – | – | 3 | 1 | 4 |
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | | – | 8 | 12 | 12 | 13 | 7 | 5 | 57 |



| | | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | plus de 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2023 |
|---|--|-----------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|----------------------------|
| Affaires de la Cour des plaintes | | | | | | | | | |
| Procédure pénale | Plaintes et autres demandes | 15 | 95 | 82 | 90 | 58 | 27 | 2 | 369 |
| | Demandes de réexamen, etc. | – | – | – | – | – | – | – | – |
| | Renvois par la Cour d'appel | – | – | – | – | – | – | – | – |
| | Décisions sur renvoi du TF | – | – | – | 1 | 1 | – | – | 2 |
| Total | | 15 | 95 | 82 | 91 | 59 | 27 | 2 | 371 |
| Entraide judiciaire internationale | | | | | | | | | |
| Entraide judiciaire internationale | Plaintes | 5 | 33 | 39 | 63 | 61 | 19 | – | 220 |
| | Détentions en vue d'extradition | – | 17 | 3 | – | – | – | – | 20 |
| | Demandes de réexamen, etc. | – | – | 1 | – | – | – | – | 1 |
| | Renvois par la Cour d'appel | – | – | – | – | – | 1 | – | 1 |
| | Décisions sur renvoi du TF | – | – | – | 1 | 3 | – | – | 4 |
| Total | | 5 | 50 | 43 | 64 | 64 | 20 | – | 246 |
| Droit public | | | | | | | | | |
| Droit public | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | – | – | – | 1 | – | – | – | 1 |
| Total affaires de la Cour des plaintes | | 20 | 145 | 125 | 156 | 123 | 47 | 2 | 618 |



| | | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | plus de 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2023 |
|--|----------------------------|-----------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|----------------------------|
| Affaires de la Cour d'appel | | | | | | | | | |
| Procédures d'appel | Appels jugements SK | – | 6 | 3 | 6 | 11 | 3 | 2 | 31 |
| | Décisions ultérieures | – | 2 | 2 | 1 | – | – | – | 5 |
| | Renvois du TF | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Total | | – | 8 | 5 | 7 | 11 | 3 | 2 | 36 |
| Procédures en révision | | | | | | | | | |
| Procédures en révision | Révisions jugements SK | – | – | – | – | – | – | – | – |
| | Révisions des prononcés BK | 2 | 7 | 4 | – | – | – | – | 13 |
| | Autres révisions | – | – | – | 1 | – | – | – | 1 |
| | Décisions ultérieures | – | – | – | – | – | – | – | – |
| | Renvois du TF | – | – | – | 1 | – | – | – | 1 |
| Total | | 2 | 7 | 4 | 2 | – | – | – | 15 |
| Total affaires de la Cour d'appel | | 2 | 15 | 9 | 9 | 11 | 3 | 2 | 51 |



| | | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | plus de 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2023 |
|---|--|-----------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|----------------------------|
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | | – | 8 | 12 | 12 | 13 | 7 | 5 | 57 |
| Total affaires de la Cour des plaintes | | 20 | 145 | 125 | 156 | 123 | 47 | 2 | 618 |
| Total affaires de la Cour d'appel | | 2 | 15 | 9 | 9 | 11 | 3 | 2 | 51 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 22 | 168 | 146 | 177 | 147 | 57 | 9 | 726 |

3.2.1 Durée moyenne et maximale des affaires

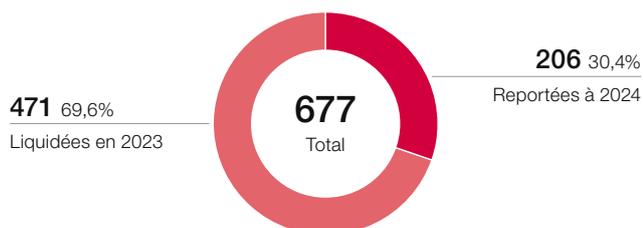
| | | Liquidées Durée moyenne en jours | | | Liquidées Durée maximale en jours | | Affaires reportées | |
|---|--|--|----|----------------|--|------|---------------------------|----------------------------|
| | | pour la décision pour la confection de la décision écrite | | pour le procès | pour la décision pour la confection de la décision écrite | | Durée moyenne en jours | Durée maximale en jours |
| Affaires de la Cour des affaires pénales | | | | | | | | |
| Poursuites pénales/autres demandes | | 173 | 58 | 231 | 818 | 774 | 212 | 522 |
| Disjonctions | | - | - | - | - | - | - | - |
| Demandes de réexamen, etc. | | - | - | - | - | - | - | - |
| Décisions ultérieures | | 84 | 1 | 85 | 141 | 7 | 282 | 536 |
| Renvois par la Cour des plaintes | | 59 | - | 59 | 59 | - | 514 | 514 |
| Renvois par la Cour d'appel | | - | - | - | - | - | 145 | 145 |
| Renvois par le Tribunal fédéral | | 722 | 95 | 817 | 1409 | 190 | - | - |
| Affaires de la Cour des plaintes | | | | | | | | |
| Procédure pénale | Plaintes et autres demandes | | | 131 | | 1499 | 119 | 1305 |
| | Demandes de réexamen, etc. | | | - | | - | - | - |
| | Renvois par la Cour d'appel | | | - | | - | - | - |
| | Décisions sur renvoi du TF | | | 208 | | 319 | 718 | 718 |
| Entraide judiciaire internationale | Plaintes | | | 165 | | 650 | 189 | 921 |
| | Détentions en vue d'extradition | | | 19 | | 36 | - | - |
| | Demandes de réexamen, etc. | | | 40 | | 40 | - | - |
| | Renvois par la Cour d'appel | | | 405 | | 405 | - | - |
| | Décisions sur renvoi du TF | | | 230 | | 301 | 313 | 313 |
| Droit public | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | | | 130 | | 130 | - | - |
| Affaires de la Cour d'appel | | | | | | | | |
| Procédures d'appel | Appels jugements SK | 282 | 84 | 366 | 1210 | 482 | 249 | 824 |
| | Décisions ultérieures | 42 | 3 | 45 | 92 | 5 | - | - |
| | Renvois du TF | - | - | - | - | - | 31 | 58 |
| Procédures en révision | Révisions jugements SK | - | - | - | - | - | 41 | 41 |
| | Révisions des prononcés BK | 29 | 2 | 31 | 77 | 5 | 18 | 18 |
| | Autres révisions | 116 | 5 | 121 | 116 | 5 | 30 | 30 |
| | Décisions ultérieures | - | - | - | - | - | - | - |
| | Renvois du TF | 127 | - | 127 | 127 | - | - | - |

Les périodes de suspension des procédures sont déduites des chiffres.

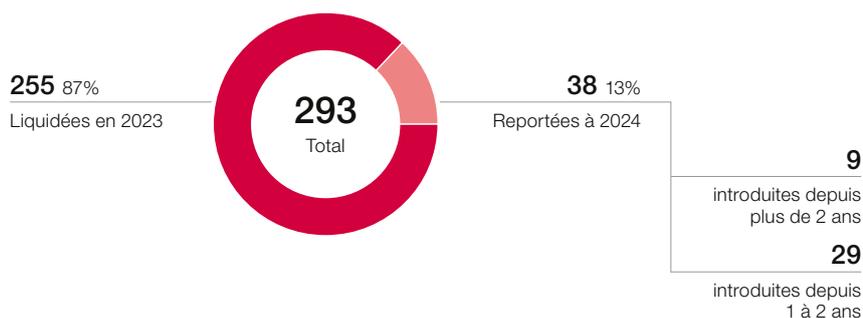
3.3 Quotients de liquidation

| | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) | | | | | Liquidation des affaires reportées (Q2) | | | | | Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3) | | |
|---|--|------------------------|--------------|-----------------------|--------------|---|------------------------|--------------|-----------------------|--------------|--|-------------------|---------------|
| | Introduites en 2023 | dont liquidées en 2023 | | dont reportées à 2024 | | Reportées de 2022 | dont liquidées en 2023 | | dont reportées à 2024 | | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | |
| Cour des affaires pénales | 50 | 30 | 60,0% | 20 | 40,0% | 33 | 27 | 81,8% | 6 | 18,2% | 50 | 57 | 114,0% |
| Cour des plaintes Procédure pénale | 361 | 272 | 75,3% | 89 | 24,7% | 108 | 99 | 91,7% | 9 | 8,3% | 361 | 371 | 102,8% |
| Cour des plaintes Entraide judiciaire internationale | 214 | 139 | 65,0% | 75 | 35,0% | 121 | 108 | 89,3% | 13 | 10,7% | 214 | 247 | 115,4% |
| Cour d'appel Procédures d'appel | 34 | 17 | 50,0% | 17 | 50,0% | 29 | 19 | 65,5% | 10 | 34,5% | 34 | 36 | 105,9% |
| Cour d'appel Procédures de révision | 18 | 13 | 72,2% | 5 | 27,8% | 2 | 2 | 100,0% | - | - | 18 | 15 | 83,3% |
| TOTAL | 677 | 471 | 69,6% | 206 | 30,4% | 293 | 255 | 87,0% | 38 | 13,0% | 677 | 726 | 107,2% |

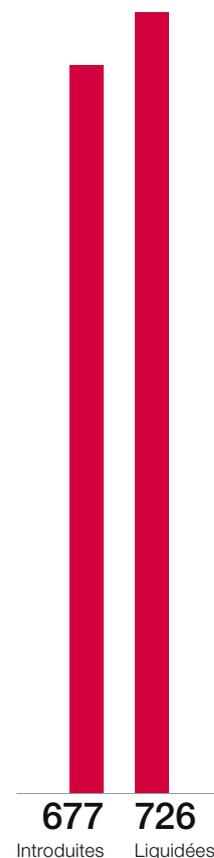
3.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



3.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)

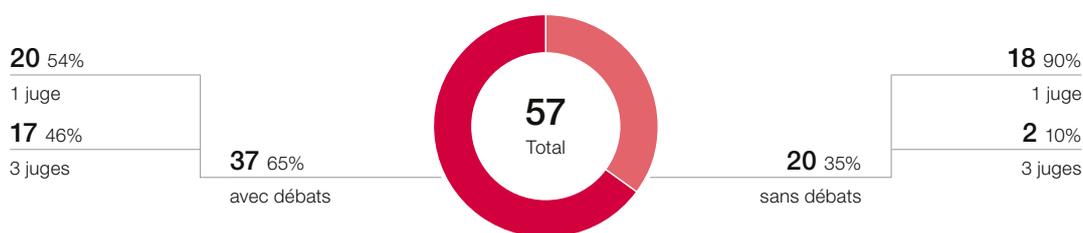


3.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)

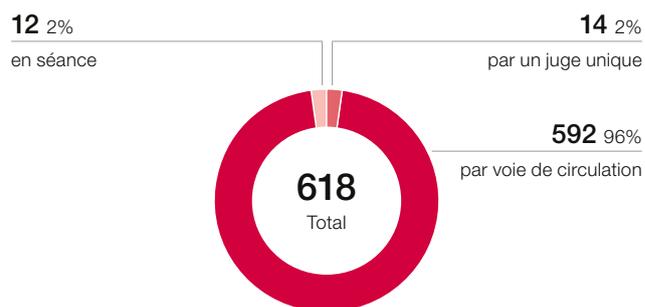


3.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

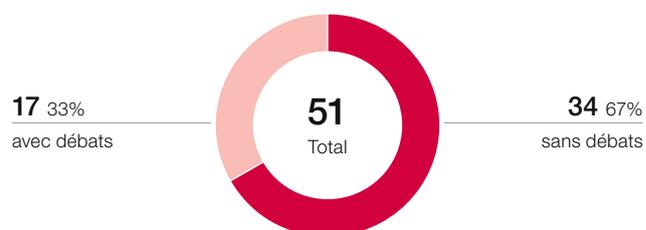
| | avec débats | | sans débats | |
|---|-------------|-----------|-------------|----------|
| | 1 juge | 3 juges | 1 juge | 3 juges |
| Affaires de la Cour des affaires pénales | | | | |
| Poursuites pénales/autres demandes | 20 | 14 | 14 | - |
| Disjonctions | - | - | - | - |
| Demandes de réexamen, etc. | - | - | - | - |
| Décisions ultérieures | - | - | 3 | 1 |
| Renvois par la Cour des plaintes | - | - | 1 | - |
| Renvois par la Cour d'appel | - | - | - | - |
| Renvois par le Tribunal fédéral | - | 3 | - | 1 |
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | 20 | 17 | 18 | 2 |



| | | par un juge unique | 3 juges/par voie de circulation | 3 juges/ en séance |
|---|--|--------------------|---------------------------------|--------------------|
| Affaires de la Cour des plaintes | | | | |
| Procédure pénale | Plaintes et autres demandes | 14 | 350 | 5 |
| | Demandes de réexamen, etc. | - | - | - |
| | Renvois par la Cour d'appel | - | - | - |
| | Décisions sur renvoi du TF | - | 2 | - |
| Total | 14 | 352 | 5 | |
| Entraide judiciaire internationale | | | | |
| Entraide judiciaire internationale | Plaintes | - | 213 | 7 |
| | Détentions en vue d'extradition | - | 20 | - |
| | Demandes de réexamen, etc. | - | 1 | - |
| | Renvois par la Cour d'appel | - | 1 | - |
| Décisions sur renvoi du TF | - | 4 | - | |
| Total | - | 239 | 7 | |
| Droit public | | | | |
| Droit public | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | - | 1 | - |
| Total affaires de la Cour des plaintes | | 14 | 592 | 12 |



| | | avec débats | | sans débats | |
|--|----------------------------|-------------|--|-------------|--|
| | | 3 juges | | 3 juges | |
| Affaires de la Cour d'appel | | | | | |
| Procédures d'appel | Appels jugements SK | 17 | | 14 | |
| | Décisions ultérieures | - | | 5 | |
| | Renvois du TF | - | | - | |
| Total | | 17 | | 19 | |
| Procédures en révision | | | | | |
| Procédures en révision | Révisions jugements SK | - | | - | |
| | Révisions des prononcés BK | - | | 13 | |
| | Autres révisions | - | | 1 | |
| | Décisions ultérieures | - | | - | |
| | Renvois du TF | - | | 1 | |
| Total affaires de la Cour d'appel | | 17 | | 34 | |



| | avec débats | | sans débats | |
|--|-------------|------------|-------------|-----------|
| | 1 juge | 3 juges | 1 juge | 3 juges |
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | 20 | 17 | 18 | 2 |
| Total affaires de la Cour des plaintes | 14 | 592 | - | 12 |
| Total affaires de la Cour d'appel | - | 17 | - | 34 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 34 | 626 | 18 | 48 |

3.5 Répartitions des affaires entre les cours (comparaison sur 5 ans)

| | Introduites | | | | | Liquidées | | | | |
|--|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Cour des affaires pénales | | | | | | | | | | |
| Poursuites pénales/autres demandes | 61 | 48 | 50 | 46 | 44 | 59 | 40 | 53 | 48 | 48 |
| Disjonctions | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 | - |
| Demandes de réexamen, etc. ¹ | - | 3 | 1 | - | - | - | 3 | 1 | - | - |
| Décisions ultérieures | 3 | 7 | 4 | 4 | 4 | 6 | 6 | 4 | 3 | 4 |
| Renvois par la Cour des plaintes | 1 | 1 | - | 2 | 1 | - | 1 | 1 | - | 1 |
| Renvois par la Cour d'appel | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | 1 | - |
| Renvois par le Tribunal fédéral | 12 | 4 | - | 3 | - | 20 | 10 | 1 | 3 | 4 |
| Total | 77 | 63 | 55 | 57 | 50 | 85 | 60 | 60 | 56 | 57 |
| Cour des plaintes – Procédure pénale | | | | | | | | | | |
| Plaintes et autres demandes | 426 | 434 | 399 | 283 | 360 | 376 | 474 | 365 | 318 | 369 |
| Demandes de réexamen, etc. ¹ | 6 | - | 2 | - | - | 6 | - | 2 | - | - |
| Renvois par la Cour d'appel | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Décisions sur renvoi du TF | 2 | 7 | 3 | 3 | 1 | 1 | 5 | 6 | 3 | 2 |
| Total | 434 | 441 | 404 | 286 | 361 | 383 | 479 | 373 | 321 | 371 |
| Cour des plaintes – Entraide judiciaire internationale | | | | | | | | | | |
| Plaintes | 354 | 322 | 300 | 231 | 190 | 281 | 378 | 259 | 256 | 220 |
| Détentions en vue d'extradition | 28 | 12 | 18 | 15 | 19 | 28 | 14 | 17 | 15 | 20 |
| Demandes de réexamen, etc. ¹ | 2 | 5 | - | - | 1 | 2 | 4 | 1 | - | 1 |
| Renvois par la Cour d'appel | - | 1 | - | 1 | - | - | - | 1 | - | 1 |
| Décisions sur renvoi du TF | 4 | 4 | 1 | 8 | 3 | 3 | 4 | 4 | 6 | 4 |
| Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | - | 1 | 1 | - | 1 | - | - | 1 | 1 | 1 |
| Total | 388 | 345 | 320 | 255 | 214 | 314 | 400 | 283 | 278 | 247 |
| Cour d'appel – Procédures d'appel | | | | | | | | | | |
| Appels jugements SK | 35 | 23 | 26 | 28 | 27 | 16 | 22 | 18 | 27 | 31 |
| Décisions ultérieures | - | - | 1 | - | 5 | - | - | - | 1 | 5 |
| Renvois du TF | - | - | 2 | 1 | 2 | - | - | 2 | 1 | - |
| Total | 35 | 23 | 29 | 29 | 34 | 16 | 22 | 20 | 29 | 36 |
| Cour d'appel – Procédures de révision | | | | | | | | | | |
| Révisions jugements SK | 2 | 4 | 3 | 1 | 1 | 2 | 4 | 2 | 2 | - |
| Révisions des prononcés BK | 9 | 26 | 18 | 2 | 16 | 8 | 27 | 17 | 3 | 13 |
| Autres révisions | - | - | 2 | 3 | 1 | - | - | 2 | 2 | 1 |
| Décisions ultérieures | - | - | 2 | - | - | - | - | 2 | - | - |
| Renvois du TF | - | 1 | - | 1 | - | - | 1 | - | - | 1 |
| Total | 11 | 31 | 25 | 7 | 18 | 10 | 32 | 23 | 7 | 15 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 945 | 903 | 833 | 634 | 677 | 808 | 993 | 759 | 691 | 726 |

¹ Depuis 2019, seule la Cour d'appel statue sur les demandes de révision.

3.6 Affaires liquidées selon les matières

| | Poursuites pénales | Disjonctions | Décisions ultérieures | Renvois par la Cour des plaintes | Plaintes et autres demandes | Demandes de réexamen, etc. | Renvois par le Tribunal fédéral | Renvois par la Cour d'appel | Total |
|---|--------------------|--------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------|------------|
| Affaires de la Cour des affaires pénales | | | | | | | | | |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 23 CPP | 36 | | | | | | | | 36 |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 24 CPP | 6 | | | 1 | | | 4 | | 11 |
| Organisation criminelle (art. 260 ^{er} CP) | 2 | | | | | | 4 | | 6 |
| Financement du terrorisme (art. 260 ^{quinquies} CP) | | | | | | | | | |
| Blanchiment d'argent (art. 305 ^{bis} CP) | 3 | | | 1 | | | | | 4 |
| Défaut de vigilance en matière d'opérations financières et droit de communication (art. 305 ^{er} CP) | | | | | | | | | |
| Corruption (art. 322 ^{er-octies} CP) | | | | | | | | | |
| Criminalité économique | 1 | | | | | | | | 1 |
| Affaires pénales administratives | 6 | | | | | | | | 6 |
| | | | 4 | | | | | | 4 |
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | 48 | - | 4 | 1 | - | - | 4 | - | 57 |
| Affaires de la Cour des plaintes | | | | | | | | | |
| Plaintes | | | | | 218 | | | | 218 |
| Fixation de for | | | | | 57 | | | | 57 |
| Affaires de détention | | | | | 17 | | 1 | | 18 |
| Demande d'indemnisation | | | | | | | | | |
| Levée de scellés | | | | | 20 | | 1 | | 21 |
| Droit pénal administratif | | | | | 57 | | | | 57 |
| Entraide judiciaire internationale | | | | | 240 | 1 | 4 | 1 | 246 |
| Extradition | | | | | 36 | | 1 | | 37 |
| Détention en vue d'extradition | | | | | 20 | | | | 20 |
| Transfèrement | | | | | | | | | |
| Autres actes d'entraide | | | | | 174 | 1 | 2 | | 177 |
| Délégation de la poursuite | | | | | | | | | |
| Exécution des décisions | | | | | | | | | |
| Autre (EIMP) | | | | | 11 | | | 1 | 12 |
| Rapports de service de droit public (rec. TAF) | | | | | 1 | | | | 1 |
| Total affaires de la Cour des plaintes | | | | | 610 | 1 | 6 | 1 | 618 |
| Affaires de la Cour d'appel | | | | | | | | | |
| | | | | | Appels jugements SK | Procédures en révision | Renvois du TF | Autre | Total |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 23 CPP | | | | | 16 | | | | 16 |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 24 CPP | | | | | 10 | | | | 10 |
| Organisation criminelle (art. 260 ^{er} CP) | | | | | 2 | | | | 2 |
| Financement du terrorisme (art. 260 ^{quinquies} CP) | | | | | | | | | |
| Blanchiment d'argent (art. 305 ^{bis} CP) | | | | | 4 | | | | 4 |
| Défaut de vigilance en matière d'opérations financières et droit de communication (art. 305 ^{er} CP) | | | | | 1 | | | | 1 |
| Corruption (art. 322 ^{er-octies} CP) | | | | | | | | | |
| Criminalité économique | | | | | 3 | | | | 3 |
| Affaires pénales administratives | | | | | 4 | | | | 4 |
| Autre | | | 5 | | | | | 1 | 6 |
| Procédures en révision | | | | | | 15 | | | 15 |
| Total affaires de la Cour d'appel | | | 5 | | 30 | 15 | - | 1 | 51 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 48 | - | 9 | 1 | 640 | 16 | 10 | 2 | 726 |

L'essentiel en bref

Le volume des affaires traitées au Tribunal administratif fédéral marque une importante hausse en 2023. Au total, on compte 7324 nouveaux recours; 4945 dossiers ont été repris de l'année précédente et 6655 affaires ont été liquidées. La durée moyenne des procédures a été de 250 jours.

La numérisation des processus de travail constitue l'un des projets les plus ambitieux et complexes menés ces dernières années au Tribunal administratif fédéral. Durant l'exercice sous revue, la mise en place du nouveau système de gestion des affaires Acta Nova a été préparée et la circulation des dossiers est désormais électronique. La modernisation des applications spéciales pour le travail juridictionnel a donné lieu à un appel d'offres. La transformation numérique du tribunal transparaît aussi dans la nouvelle conception de la banque des arrêts et du site web.

À la suite de plusieurs départs à la retraite et de démissions, cinq nouveaux et nouvelles juges sont entrés en fonction au cours de l'exercice. En décembre, sur proposition de la Cour plénière, l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) a élu Claudia Cotting-Schalch à la vice-présidence pour le reste de la période 2023/2024. La nouvelle secrétaire générale Sara Szabo est entrée en fonction le 1^{er} novembre.



TRIBUNAL ADMINISTRATIF FÉDÉRAL

| | |
|----------------------------------|-----------|
| 1. Partie générale | 64 |
| Composition du tribunal | 64 |
| Organisation du tribunal | 66 |
| Commissions | 67 |
| Volume des affaires | 68 |
| Coordination de la jurisprudence | 69 |
| Administration du tribunal | 69 |
| Projets | 71 |
| Surveillance | 71 |
| Collaboration | 73 |
| 2. Statistiques | 74 |

RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF FÉDÉRAL 2023

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des États,

Conformément à l'article 3, alinéa 3, de la loi sur le Tribunal administratif fédéral, nous vous faisons parvenir ci-après notre rapport de gestion pour l'année 2023.

Veillez croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des États, à l'expression de notre haute considération.

Tribunal administratif fédéral

Le président: Vito Valenti
La secrétaire générale: Sara Szabo

Saint-Gall, le 26 janvier 2024

1. PARTIE GÉNÉRALE

Composition du tribunal

Organes de direction

Présidence

Président: Vito Valenti
 Vice-président: Stephan Breitenmoser

Commission administrative

Président: Vito Valenti
 Vice-président: Stephan Breitenmoser
 Membres: Keita Mutombo
 Roswitha Petry
 Nina Spälti Giannakitsas

Conférence des présidents

Présidence: Annie Rochat Pauchard, présidente de la Cour I
 Membres: Pascal Richard (président suppléant), président de la Cour II
 Beat Weber, président de la Cour III
 Contessina Theis, présidente de la Cour IV
 Barbara Balmelli-Mühlematter, présidente de la Cour V
 Gregor T. Chatton, président de la Cour VI

État-major des organes de direction

Secrétaire générale: Sara Szabo (dès le 1.11)
 Suppléant: Bernhard Fasel (dès le 1.11)
 Secrétaire général a.i.: Bernhard Fasel (jusqu'au 31.10)
 Co-suppléance a.i.: Hannaleena Romano, Giovanni Urgesi (jusqu'au 31.10)

Cours

Cour I

Présidente: Annie Rochat Pauchard
 Membres: Christine Ackermann
 Emilia Antonioni Luftensteiner
 Sonja Bossart Meier (jusqu'au 31.5)
 Jérôme Candrian
 Raphaël Gani (jusqu'au 28.2)
 Maurizio Greppi
 Alexander Mistic
 Keita Mutombo
 Claudia Pasqualetto Péquignot
 Pierre-Emmanuel Ruedin (dès le 1.5)
 Jürg Steiger
 Jürg Marcel Tiefenthal
 Iris Widmer

Cour II

Président: Pascal Richard
 Membres: Pietro Angeli-Busi
 David Aschmann
 Jean-Luc Baechler
 Stephan Breitenmoser
 Francesco Brentani
 Kathrin Dietrich
 Christoph Errass
 Mia Fuchs
 Martin Kayser
 Vera Maria Marantelli-Sonanini
 Eva Schneeberger
 Marc Steiner
 Daniel Willisegger
 Christian Winiger

Cour III

Président: Beat Weber
 Membres: Caroline Bissegger
 Michela Bürki Moreni
 Regina Derrer
 Caroline Gehring
 Viktoria Helfenstein
 Madeleine Hirsig-Vouilloz
 Michael Peterli
 Christoph Rohrer
 Vito Valenti
 David Weiss

Cour IV

Présidente: Contessina Theis
 Membres: Susanne Bolz
 Manuel Borla (dès le 1.2)
 Gérald Bovier
 Daniela Brüscheiler
 Daniele Cattaneo
 Yanick Felley
 Walter Lang
 Chiara Piras
 Jeannine Scherrer-Bänziger
 Thomas Segessenmann
 Nina Spälti Giannakitsas
 Simon Mathias Thurnheer
 Chrystel Tornare Villanueva

Cour V

| | |
|-------------|------------------------------|
| Présidente: | Barbara Balmelli-Mühlematter |
| Membres: | Muriel Beck Kadima |
| | Deborah D'Aveni |
| | Gabriela Freihofer |
| | Markus König |
| | Constance Leisinger |
| | Camilla Mariéthoz Wyssen |
| | Esther Marti |
| | Lorenz Noli |
| | Roswitha Petry |
| | Grégory Sauder |
| | William Waeber |
| | David Wenger |

Cour VI

| | |
|------------|--|
| Président: | Gregor T. Chatton |
| Membres: | Yannick Antoniazza-Hafner |
| | Daniele Cattaneo |
| | Claudia Cotting-Schalch |
| | Jenny de Coulon Scuntaro (jusqu'au 30.6) |
| | Basil Cupa (dès le 1.3) |
| | Susanne Genner |
| | Sebastian Kempe (dès le 1.3) |
| | Regula Schenker Senn |
| | Andreas Trommer (jusqu'au 31.1) |
| | Aileen Truttmann (dès le 1.7) |

Durant l'exercice sous revue, la présidence et la vice-présidence du tribunal ont été exercées respectivement par *Vito Valenti* et *Stephan Breitenmoser*. Outre le président et le vice-président, la Commission administrative se composait de *Keita Mutombo*, *Roswitha Petry* et *Nina Spälti Giannakitsas*. Sur la même période, les cours étaient présidées par *Annie Rochat Pauchard* (Cour I), *Pascal Richard* (Cour II), *Beat Weber* (Cour III), *Contessina Theis* (Cour IV), *Barbara Balmelli-Mühlematter* (Cour V) et *Gregor T. Chatton* (Cour VI).

Le tribunal a accueilli cinq nouveaux juges: *Manuel Borla*, *Basil Cupa*, *Sebastian Kempe*, *Pierre-Emmanuel Ruedin* et *Aileen Truttmann*. *Borla*, *Cupa* et *Kempe* ont été élus par l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) le 14 décembre 2022 et sont entrés en fonction le 1^{er} février pour *Borla* et le 1^{er} mars pour *Cupa* et *Kempe*. *Ruedin* et *Truttmann* ont été élus le 15 mars et ont débuté le 1^{er} mai pour *Ruedin* et le 1^{er} juillet pour *Truttmann*.

Ont quitté le tribunal pour prendre leur retraite *Andreas Trommer* le 31 janvier, *Jenny de Coulon Scuntaro* le 30 juin, *Stephan Breitenmoser*, *Michael Peterli* et *Muriel Beck Kadima* le 31 décembre. Ont aussi quitté le tribunal *Raphaël Gani* le 28 février, *Sonja Bossart Meier* le 31 mai et *Martin Kayser* à la fin de l'année.

Organisation du tribunal

Cour plénière

Durant l'année sous revue, la Cour plénière s'est réunie à trois reprises en séance ordinaire. À ces occasions, elle a notamment pris congé de six juges et assermenté sept nouveaux juges.

Après une procédure de sélection, la Cour plénière a élu le 20 juin *Sara Szabo* au poste de nouvelle secrétaire générale. Toujours dans le cadre de sa séance de juin, le

plénum a élu deux membres remplaçants au Comité de conciliation pour le reste de la période 2023/2024.

Le 19 septembre s'est tenue l'élection du successeur du vice-président *Stephan Breitenmoser*, démissionnaire. La Cour plénière a proposé, à l'attention de l'Assemblée fédérale, *Claudia Cotting-Schalch*, juge à la Cour VI, comme vice-présidente pour le reste de la période 2023/2024.

Lors de sa séance du 12 décembre, le plénum a élu *Gérald Bovier* pour succéder à *Contessina Theis* à la présidence de la Cour IV pour le reste de la période 2023/2024. La Cour plénière a approuvé les directives du 10 octobre sur les activités accessoires et les charges publiques des juges du Tribunal administratif fédéral élaborées par la Commission administrative. Ce faisant, elle a mis en œuvre la décision du plénum du 30 août 2022 concernant l'obligation des juges à plein temps de remettre le revenu provenant de telles activités. Finalement, la Cour plénière a élu deux membres supplémentaires au Comité de conciliation pour le reste de la période 2023/2024 pour remplacer deux membres démissionnaires.

Commission administrative

La Commission administrative a siégé pour la première fois dans sa nouvelle composition le 17 janvier. Elle a siégé à treize reprises au total, dont une fois sous la forme d'une retraite. Durant l'année sous revue, la commission s'est penchée sur des questions urgentes liées aux ressources et sur des mesures d'entraide internes. Elle a aussi veillé à l'avancement du programme de transformation numérique conformément au calendrier des travaux. Elle a mené une procédure de sélection afin de repourvoir le poste de la secrétaire générale. Au nombre de ses priorités figure aussi l'amélioration de la collaboration conformément à la Charte éthique.

Lors de ses séances, la Commission administrative a pris plusieurs décisions en matière de personnel, adopté le budget 2024 et s'est prononcée sur des demandes d'accès, sur divers projets liés au programme eTAF et sur la modification des directives sur les activités accessoires et les charges publiques exercées par les juges. Dans le cadre du reporting quadrimestriel, la commission a en outre examiné les chiffres en lien avec les procédures et pris des décisions concernant la répartition des ressources au sein du tribunal. La constitution des collèges appelés à statuer aura fait figure de thème récurrent, que ce soit par rapport à l'introduction d'un système de contrôle ou à l'adaptation des dispositions y relatives dans le RTAF. À

cet égard, prenant acte du rapport de la professeure de droit Daniela Thurnherr, la Commission administrative en a appliqué les recommandations. Ces travaux ont pu être achevés au cours de l'année sous revue.

Conférence des présidents

La Conférence des présidents s'est réunie à douze reprises au cours de l'année sous revue (10 l'année précédente). La rédaction des arrêts aura à nouveau fait partie des sujets à l'ordre du jour de ses séances. La conférence a ainsi approuvé le concept détaillé d'une formation interne dans ce domaine (cours «Langue et style d'un arrêt») et décidé de réviser intégralement les directives pour la rédaction, la citation des sources et l'anonymisation des arrêts. Concernant la constitution des collèges de juges, elle a clarifié le procédé de documentation à suivre pour les collèges composés de juges de différentes cours. Elle a par ailleurs consacré plusieurs séances au processus de circulation par voie électronique et adopté la nouvelle directive correspondante, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} octobre.

Concernant les autres décisions prises par la Conférence des présidents en vertu de l'art. 17, al. 2, let. b et c, LTAF, il est renvoyé aux chapitres concernant la coordination de la jurisprudence et les prises de position (p. 69),

Commissions

Commission de rédaction

D'entente avec la Conférence des présidents, la Commission de rédaction définit l'orientation stratégique du processus de publication et de documentation des arrêts du Tribunal administratif fédéral. Elle statue en outre sur la publication des arrêts au recueil officiel (ATAF). La commission est en règle générale constituée d'un représentant de chaque cour. Durant l'année sous revue, elle a connu plusieurs changements dans sa composition (y compris au niveau de la présidence et de la vice-présidence). Les tâches assignées à cette commission ont été assumées par cinq juges et une greffière. La commission bénéficie du soutien de collaborateurs des Services scientifiques.

Durant l'exercice sous revue, la Commission de rédaction s'est réunie à neuf reprises. Huit newsletters ATAF ont été envoyées. Le volume annuel des ATAF 2022, contenant 29 arrêts, est paru au mois de décembre.

Conformément aux objectifs annuels, la répartition des tâches entre les cours et le Secrétariat général (équipe CoordInfo) dans le processus de documentation a été fixée. À l'exception d'une cour, on a pu déterminer le modèle de collaboration applicable à l'avenir.

Comité de conciliation

Le Comité de conciliation intervient dans le règlement de différends survenant entre juges. Après leur élection respectivement à la Commission administrative et à la présidence de la Cour III, Keita Mutombo et Beat Weber ont dû être remplacés au sein du comité comme le prescrivent les dispositions du règlement du Tribunal administratif fédéral. Durant l'exercice, le comité comprenait les six membres ordinaires suivants: Christine Ackermann (Cour I), Martin Kayser (Cour II), Mia Fuchs (présidente, Cour II), Caroline Bissegger (Cour III), Markus König (président suppléant, Cour V) et Basil Cupa (Cour VI); y siégeait en outre d'office le président du tribunal Vito Valenti. Le comité n'a pas été sollicité durant l'exercice.

Commission de conciliation

La Commission de conciliation a pour mission d'informer, de conseiller et d'offrir un service de médiation dans les litiges concernant des questions d'égalité hommes-femmes. Le but est de régler ces litiges à l'amiable pour éviter une procédure. Pour ce faire, la Commission de conciliation établit les faits avec l'aide des parties (employeur et employé/e) et tente de trouver un accord en séance de conciliation. La commission n'a pas été sollicitée durant l'exercice.

Commission du personnel

Durant l'année sous revue, la Commission du personnel (PEKO) a poursuivi les travaux concernant la révision de son règlement et examiné plusieurs requêtes de collaborateurs et collaboratrices. Elle a aussi collecté des idées et des propositions de mesures pour améliorer la durabilité au sein du tribunal et suggéré des améliorations dans le processus de recrutement interne. Outre son engagement en faveur de l'équipement des postes de travail avec des bureaux à niveau réglable, la commission a clarifié les possibilités de développement pour le personnel de chancellerie. La commission a aussi discuté de questions en lien avec la structure des salaires. Le processus d'évaluation du personnel a par ailleurs donné lieu à des entretiens avec le secteur RH.

La PEKO a tenu sept séances et effectué une retraite au mois de janvier. En outre, elle a organisé six «Stamm-

tisch» consacrés chaque fois à un thème particulier, ainsi que la participation du tribunal à la course des entreprises «B2Run». La commission a assuré le parrainage de la Fête du Tribunal.

Groupe de confiance

Le Groupe de confiance intervient comme premier point de contact facilement accessible dans les cas de conflits ou de situations nécessitant clarification dans le cadre du travail. Composé de quatre membres représentant divers domaines d'activité, il est à disposition de tout le personnel et peut fournir ses services dans les trois langues officielles.

Afin de coordonner les compétences et de favoriser les synergies, le Groupe de confiance entretient un échange ponctuel avec le secteur RH et la Commission du personnel; aucune affaire individuelle n'est évoquée dans ce cadre.

Durant l'année sous revue, plusieurs personnes ont fait appel au Groupe de confiance. Mises à part des questions en lien avec les conditions générales de travail, il s'est agi aussi de requêtes liées à des divergences d'interprétation des attentes entre des supérieurs et des collaborateurs. Les sujets évoqués concernaient par exemple un sentiment d'injustice ressenti lors d'entretiens d'évaluation ou d'entretiens personnels, un manque de considération, une (in)égalité de traitement ou des aspects liés au salaire. Ces sollicitations prouvent que l'offre du Groupe de confiance répond à un besoin.

Outre son activité d'accompagnement, le groupe a pris position sur un projet d'outil d'alerte professionnelle (*whistleblowing*).

Volume des affaires

Vue d'ensemble

Les statistiques en page 74 et suivantes renseignent de manière détaillée sur le volume des affaires pour l'année sous revue. Le Tribunal administratif fédéral a repris au 1^{er} janvier 4945 dossiers de l'année précédente. Jusqu'à la fin de l'année sous revue, on dénombre 7324 nouvelles affaires (exercice précédent: 6117) contre 6655 cas liquidés (exercice précédent: 6443). Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, le nombre des affaires pendantes a ainsi augmenté de 669 (+13,5%) pour atteindre 5614. La durée moyenne des procédures était de 250 jours (exercice précédent: 282). On enregistre, par ailleurs, 1112 affaires de plus de deux ans d'ancienneté (contre 1009 un an plus

tôt). Le volume des affaires – entrantes et liquidées – se répartit comme suit entre les six cours du tribunal:

| Cours | Introduites | Liquidées |
|----------|-------------|-----------|
| Cour I | 655 | 572 |
| Cour II | 741 | 370 |
| Cour III | 568 | 495 |
| Cour IV | 2252 | 2117 |
| Cour V | 1934 | 1864 |
| Cour VI | 1174 | 1237 |
| Total | 7324 | 6655 |

Composition des collèges de juges

On entend par «composition d'un collège de juges» la manière de constituer l'organe appelé à statuer dans une cause particulière. Au Tribunal administratif fédéral, les procédures sont jugées par un juge unique, avec l'approbation d'un deuxième juge, ou par un collège de trois ou cinq juges. Les dispositions du règlement du tribunal entrées en vigueur le 1^{er} juin définissent les critères à prendre en compte lors de l'attribution des dossiers. Il s'agit notamment de la langue de travail, des compétences des chambres ou des domaines spécialisés, du taux d'occupation, de motifs de récusation ou de la charge de travail. Le système d'attribution des affaires appliqué se base sur deux composantes, l'une automatique et l'autre manuelle, mais la mise en œuvre est de la responsabilité de la présidence de cour. Pour autant que ce soit techniquement possible, l'attribution automatique recourt à un logiciel. La composante manuelle reste toutefois un élément essentiel du système d'attribution. L'attribution de toutes les nouvelles procédures depuis le 1^{er} janvier 2022 est systématiquement documentée et peut être évaluée statistiquement.

Pour les dossiers ouverts en 2022 et liquidés durant l'exercice sous revue, la constitution des collèges de juges a été automatique dans 62% des cas, dont 47% sans désactivation et 15% avec désactivations. Les juges sont désactivés notamment dans les cas d'absence pour raison de maladie ou de vacances et dans les cas de récusation. Dans 6% des cas, la position d'un juge au moins a été modifiée automatiquement (p. ex. en raison de départs) et dans 32% désignée manuellement. Les interventions manuelles étaient justifiées essentiellement par des procédures connexes (38% du total des interventions), la règle linguistique dans le domaine de l'asile selon laquelle le collège doit toujours comprendre un deuxième membre dont la langue principale correspond à la langue

de procédure (17%) ainsi que l'équilibrage de la charge de travail (14%).

Procédures de consultation

Le Tribunal administratif fédéral a été invité par le Parlement, le Conseil fédéral ou l'administration fédérale à prendre position sur treize (année précédente: 11) projets de lois et d'ordonnances ou interventions parlementaires. Il s'est exprimé dans cinq cas (année précédente: 4). À la fin de l'exercice, cinq procédures étaient encore en cours d'examen.

Coordination de la jurisprudence

Aucune procédure de coordination au sens de l'art. 25 LTAF n'a été introduite durant l'année sous revue. La Conférence des présidents s'est en revanche prononcée, en application de l'art. 17, al. 2, let. b, LTAF, sur diverses questions de procédure qui concernaient l'ensemble des cours. Elle a ainsi, par exemple, concrétisé la procédure à suivre lorsque sont requis des renseignements sur le mode de constitution des collèges. Une décision a par ailleurs porté sur le traitement des actes rédigés dans une langue autre que celle de la procédure.

La coordination des questions de fond et de procédure qui relèvent exclusivement du droit d'asile est soumise aux règles spécifiques régissant la collaboration entre les Cours IV, V et, le cas échéant, VI du Tribunal administratif fédéral.

Administration du tribunal

Fonctionnement

Le Tribunal administratif fédéral a révisé le concept de restauration de sa cafétéria eu égard aux exigences liées à l'origine des produits et s'est ainsi aligné sur la pratique de l'administration fédérale. Il assure ainsi que l'entreprise de catering mandatée puisse offrir au personnel un service de repas au rapport qualité-prix adéquat.

Le nombre de places de stationnement pour voitures électriques a été augmenté. Ce sont ainsi neuf places à louer au mois et une disponible à la journée qui sont dotées de stations de recharge des services industriels de Saint-Gall (SGSW). Les locataires souscrivent désormais un contrat avec le tribunal pour l'utilisation de la place de stationnement et un contrat avec les SGSW pour

l'approvisionnement en électricité. Ils paient à cet égard le tarif du réseau convenu.

Personnel

À fin décembre, l'effectif du Tribunal administratif fédéral comptait 448 personnes, dont 73 juges (soit 65,6 postes ETP), 238 greffiers (199,7 postes ETP), 52 collaborateurs dans les chancelleries de cour (41,4 postes ETP) et 85 collaborateurs au Secrétariat général (73,6 postes ETP). Le tribunal a en outre assuré la formation de 5 apprentis et permis à 25 étudiants de faire un stage. Ces postes de formation ne sont pas compris dans les statistiques ci-après.

Sur le plan des langues, 69,2% de l'effectif était de langue allemande, 23,7% de langue française, 6,9% de langue italienne et 0,2% d'une autre langue. La part des femmes s'élevait à 57,1% pour l'ensemble du tribunal, dont 46,6% parmi les juges et 59,2% parmi le personnel non-juge. Pour ce qui est du taux d'occupation, 34,2% des juges et 53,1% des employés travaillaient à un taux inférieur à 90% (temps partiel). Enfin, le taux de rotation du personnel était de 11,0% (contre 14,5% un an plus tôt); ce taux était de 11,0% pour les juges, de 9,1% pour les greffiers et de 14,5% pour le reste du personnel.

Finances

Les revenus se montent à 5 181 500 francs et les charges à 90 812 600 francs. Le taux de couverture est ainsi de 5,7%. Les revenus sont en diminution de 1 169 900 francs ou 18,4% par rapport à l'exercice précédent, notamment en raison d'émoluments moins importants reçus des commissions fédérales d'estimation, d'un montant de 612 400 francs, selon le nouveau droit. Avec l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 de la loi sur l'expropriation du 19 juin 2020, tous les émoluments des commissions fédérales d'estimation passent par les comptes du Tribunal administratif fédéral, en plus des frais correspondants. Les émoluments du Tribunal administratif fédéral s'affichent en baisse de 518 300 francs (10,4%) sur un an, mais les procédures donnant lieu à émoluments accusent une hausse de 7,4%. Le montant moyen des frais de procédure a diminué de 16,6% par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 1268 francs. Dans le même temps, les dépenses ont augmenté de 3812 500 francs, soit 4,4% sur un an.

Les charges en personnel de même que celles en biens et services et autres charges d'exploitation ont augmenté respectivement de 3 100 000 francs et de 712 900 francs. Ces postes englobent la répercussion

des coûts pour les prestations en faveur du Tribunal fédéral des brevets à hauteur de 154 600 francs, ce qui diminue d'autant les charges. La révision de la loi sur l'expropriation, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021, entraîne des dépenses récurrentes liées au fonctionnement du tribunal de 1 199 400 francs; ces dépenses seront entièrement compensées à moyen terme par des émoluments correspondants. Aucun investissement n'a été réalisé. Les amortissements représentent un montant de 52 100 francs, principalement au titre du système de vidéosurveillance, du véhicule de fonction ainsi que du développement des infrastructures de vidéoconférence.

Relations publiques

Le Tribunal administratif fédéral a publié 21 communiqués de presse (contre 23 l'année précédente). Sur ce nombre, 17 concernaient la jurisprudence et 4 le fonctionnement du tribunal. Sur la même période, le secteur Communication a répondu à 237 demandes de journalistes ainsi qu'à 49 demandes de tiers. À la fin de l'année, 47 journalistes étaient accrédités au tribunal.

La décision de la FINMA d'amortir les emprunts AT1 de Credit Suisse a donné lieu à bon nombre de demandes de journalistes du monde entier. Plus de 50 questions émanant des médias concernaient ainsi ce seul sujet. Ont par ailleurs suscité un intérêt particulier deux arrêts rendus dans le contexte de l'Afghanistan, dont une admission en lien avec l'émission de passeports et une délivrance de visas humanitaires à une famille afghane. La décision de protéger la marque symbolisée par une pomme en faveur de la société Apple a également fait les gros titres.

Durant l'année sous revue, le tribunal a renforcé sa présence sur le web, répondant ainsi à une demande souvent formulée par les représentants juridiques. La banque des arrêts est désormais dotée d'un moteur de recherche plus efficace, avec diverses possibilités de filtrage et des fonctionnalités actuelles. Le nouveau site web offre une navigation logique, dans un design moderne, ainsi que des outils de gestion nettement plus simples.

Protection des données au TAF

La version entièrement révisée de la loi sur la protection des données et de l'ordonnance y relative est entrée en vigueur le 1^{er} septembre, ce qui a aussi contraint le tribunal à certaines adaptations. Ainsi, la surveillance du Tribunal fédéral sur les tribunaux fédéraux s'étendra désormais aussi à la protection des données. Quant au TAF, il

assumera les tâches en lien avec la protection des données pour le compte du Tribunal fédéral des brevets dans le cadre de son mandat de prestation.

Le préposé à la protection des données, à la protection des informations et à la transparence (PPDPIT) a pu optimiser et consolider son domaine de compétence ainsi que les processus y relatifs au cours de l'année sous revue. Parmi les aspects centraux à cet égard, on signalera en particulier le traitement simplifié des demandes d'accès aux documents archivés. La modification, requise à cette fin, du règlement sur l'archivage n'était pas encore achevée à la fin de l'exercice.

Les affaires quotidiennes du PPDPIT comprennent en outre diverses contributions à des projets, des prises de position, des messages de sensibilisation et des recommandations sur des thèmes particuliers. Le préposé s'est également prononcé dans le cadre de plusieurs procédures de consultation. Il a en outre participé en tant que représentant du Tribunal administratif fédéral au groupe de travail interdépartemental consacré à la loi sur la sécurité de l'information et aux ordonnances y relatives.

Projets

eTAF

Le programme de développement organisationnel eTAF qui a pour objectif d'opérer progressivement la transformation numérique du tribunal d'ici 2025 a connu des développements importants au cours de l'année sous revue. Il s'agit pour l'essentiel d'optimiser l'efficacité et l'efficacité du mode de travail et de simplifier l'accès à la justice. À cette fin, les applications spéciales destinées à l'activité juridictionnelle seront remplacées et une solution de gestion administrative des affaires sera introduite. En outre, il convient aussi de s'accorder avec le projet suisse Justitia 4.0 pour numériser à moyen terme la communication électronique des écrits et la tenue des dossiers.

Le nouveau système de gestion des affaires Acta Nova (projet GEVER) remplacera dès le printemps 2024 l'ancien système de classement. De la sorte, tous les documents importants pour des affaires seront automatiquement dotés d'un historique d'édition et systématiquement archivés. Le système permet également de suivre clairement des processus d'affaires impliquant plusieurs personnes via un flux d'opérations. La majorité du personnel était formée au système à la fin de l'exercice.

Après une phase transitoire de trois mois, le tribunal a introduit début octobre la circulation des dossiers par

voie électronique. La Commission administrative a validé en août l'appel d'offres pour une solution logicielle (projet FAJUFI) destinée à remplacer les applications spéciales actuelles, soit le logiciel d'attribution des affaires Bandlmat, Juris et FindInfo. Pour la gestion électronique des dossiers, le tribunal mise sur l'Application dossier judiciaire (ADJ) proposée dans le cadre du projet Justitia 4.0.

Le projet DIVISUM a abouti en février déjà. Sur une base juridiquement contraignante, il permet la pré-expédition sécurisée de mesures superprovisionnelles par courriel chiffré (PrivaSphere). Ce système permet également désormais l'envoi de manière juridiquement valable à titre anticipé des communiqués de presse aux parties.

Rédaction des arrêts

Avec le projet portant sur la rédaction des arrêts, le Tribunal administratif fédéral visait à définir ce qui caractérise un arrêt bien rédigé. Le projet s'est achevé au mois de mars. Les cours de formation continue mis au point dans ce cadre pour les greffiers et les juges – journée d'introduction, atelier consacré à la structure des arrêts et cours sur la langue et le style des arrêts – seront désormais proposés régulièrement.

Surveillance

Commissions fédérales d'estimation

Le Tribunal administratif fédéral assure la surveillance administrative des commissions fédérales d'estimation et de leurs présidences (art. 63, let. a, LEx). La surveillance administrative ressortit à la secrétaire générale. Les deux ordonnances entrées en vigueur simultanément règlent de manière détaillée l'encaissement des émoluments et la facturation des indemnités pour le compte du tribunal. La comptabilité des commissions est tenue par le secteur Finances du tribunal.

L'examen des rapports de gestion 2022 des arrondissements a montré que les commissions ont liquidé les procédures dans un volume habituel. Le nombre de liquidations a été jugé plausible. À la suite des élections de renouvellement, la présidence de la commission du 2^e arrondissement a présenté un rapport attestant que le travail a repris son cours normal et que les affaires ont pu redémarrer. Les dossiers en suspens ont pu être clos durant l'exercice.

Après les élections extraordinaires pour le renouvellement intégral en 2022, il a semblé important pour la surveillance administrative d'organiser des séances avec

les arrondissements afin de faire connaissance avec les nouveaux membres des commissions. Des inspections ont ainsi déjà eu lieu dans six arrondissements, donnant à la surveillance administrative une bonne vue d'ensemble sur leur fonctionnement et leur activité. Plusieurs requêtes ont également pu être clarifiées. Les prochaines inspections étaient prévues début 2024.

L'examen du rapport de gestion de la commission du 10^e arrondissement, celle confrontée au plus grand nombre d'affaires, a révélé que cette autorité avait pu liquider au total 74 affaires liées à l'indemnisation dans des procédures d'expropriation (fin 2021: 854 cas; nouvelles affaires: 4 cas; affaires pendantes fin 2022: 784 dossiers), dont la plupart concernaient les nuisances sonores dues au trafic aérien. Plusieurs décisions de l'arrondissement portant sur les frais ont aussi fait l'objet de recours de l'aéroport de Zurich, ce qui a impliqué un surcroît de travail administratif.

Le Tribunal administratif fédéral a organisé le 16 novembre, à Lucerne, un colloque pour les membres des CFE. L'objectif était d'opérer un transfert de savoirs et de mettre en réseau des experts pour favoriser l'efficacité du travail des commissions.

Tribunal fédéral

La séance consacrée à la surveillance du tribunal, tenue avec la Commission administrative du Tribunal fédéral le 3 avril, avait comme points principaux à l'ordre du jour le rapport de gestion 2022, les comptes 2022 et le budget 2024. Ce fut aussi l'occasion de convenir de mesures en lien avec les reproches relatifs à la constitution des collèges de juges au Tribunal administratif fédéral et de préparer la séance du 5 avril avec les Commissions de gestion. La Commission administrative du Tribunal administratif fédéral a également renseigné sur l'état actuel de la procédure engagée par un juge du tribunal concernant la modification de la composition d'un collège. Dans ce contexte, la Commission administrative du Tribunal fédéral avait ouvert une procédure et s'était adressée à la Commission de gestion sur la base de l'art. 8 du règlement sur la surveillance par le TF (RSTF). Enfin, le Tribunal fédéral est entré en matière sur la demande du Tribunal administratif fédéral visant à obtenir des ressources supplémentaires.

Parmi les points abordés lors de la séance de surveillance du 16 octobre, qui s'est déroulée à Saint-Gall, figuraient en particulier les questions de la charge de travail, de la dotation en personnel et de la stratégie de communication à adopter en réponse aux articles et reportages

publiés dans les médias concernant le TAF. La Commission administrative du Tribunal administratif fédéral a également rendu compte de l'état de résolution des litiges internes et répondu aux questions des autorités de surveillance et de haute surveillance.

Au cours de l'année sous revue, cinq dénonciations en matière de surveillance ont été déposées auprès du Tribunal fédéral. Deux étaient encore pendantes à la fin de l'exercice; les trois autres ont été classées sans suite par le Tribunal fédéral.

Assemblée fédérale

Le 22 février a eu lieu, à Saint-Gall, une séance avec les sous-commissions Tribunaux/Ministère public de la Confédération des Commissions de gestion (CdG) des Chambres fédérales. La délégation du Tribunal administratif fédéral a donné un aperçu des activités en cours ainsi que des défis actuels, et présenté l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations des CdG sur la constitution des collèges de juges. La séance annuelle avec les CdG consacrée au rapport de gestion 2022 a eu lieu le 5 avril à Lausanne. Sur invitation des CdG, la professeure Daniela Thurnherr a présenté le 21 juin son avis de droit concernant la *répartition des affaires au sein des tribunaux fédéraux*. Le président et le secrétaire général a.i. du Tribunal administratif fédéral ont participé à cette présentation à Berne et se sont exprimés sur l'application des mesures proposées dans l'avis de droit en lien avec la constitution des collèges de juges.

Deux séances avec la Commission des finances des Chambres fédérales ont eu lieu durant l'année sous revue. La séance du 26 avril a permis d'examiner le compte d'État 2022. Lors de la séance du 18 octobre, la discussion a porté sur le budget 2024 et le plan financier 2025-2027. Dans les deux cas, des questions transversales ont aussi été abordées. La Commission des finances a validé la proposition de budget à l'attention du Parlement.

Compte tenu de plusieurs départs durant l'année sous revue, la Commission judiciaire a décidé de mettre au concours quatre postes de juge. Le poste du juge sortant *Stephan Breitenmoser* (50%) n'a pas été remis au concours, mais les pourcentages libérés ont été utilisés pour augmenter le taux d'occupation de postes existants.

Afin de maîtriser la forte recrudescence des recours en matière d'asile, le Tribunal administratif fédéral a proposé, le 10 mars, à la Commission judiciaire de renforcer les effectifs à hauteur de 5 postes de juge et de 15 postes de greffier, à plein temps. Cette augmentation doit aussi permettre de faire face aux recours déjà escomptés dans

les procédures ETIAS dès 2025, après la mise en exploitation du système européen d'autorisation et d'information concernant les voyages (ETIAS). La proposition nécessite une modification de l'ordonnance sur les juges.

Après avoir entendu, le 10 mai, un juge du Tribunal administratif fédéral à propos de la modification de la composition d'un collège de juges, la Commission judiciaire a renoncé à engager une procédure en destitution car les conditions à cet égard n'étaient pas remplies.

Concernant les élections de juges au tribunal, l'Assemblée plénière (Chambres réunies) a élu *Pierre-Emmanuel Ruedin* et *Aileen Truttmann* le 15 mars ainsi que *Philipp Egli* et *Selin Elmiger-Necipoglu* le 14 juin. Sur proposition de la Cour plénière, le Parlement a nommé, le 20 décembre, *Claudia Cotting-Schalch* à la vice-présidence du tribunal pour le reste de la période 2023/2024. Celle-ci remplace *Stephan Breitenmoser*, lequel a atteint l'âge limite de 68 ans pour exercer cette fonction et devait ainsi se retirer à la fin de l'année. Le 20 décembre également, le Parlement a encore élu *Stephan Metzger* à la fonction de juge au Tribunal administratif fédéral.

Collaboration

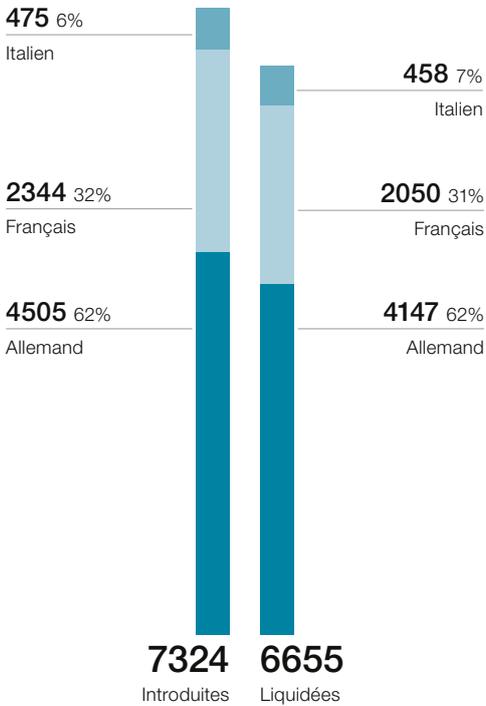
Les tribunaux de la Confédération entretiennent entre eux des contacts réguliers et collaborent étroitement à plusieurs niveaux. Au niveau des secrétariats généraux, trois rencontres se sont tenues pendant l'exercice sous revue. Il s'est agi principalement de coordonner et de chercher des effets de synergie dans les projets. Au nombre des sujets récurrents figuraient le projet Justitia 4.0, la transformation numérique en général ainsi que la protection des données. Enfin, conformément à l'usage, ces rencontres ont aussi servi à préparer les séances de surveillance.

2. STATISTIQUES

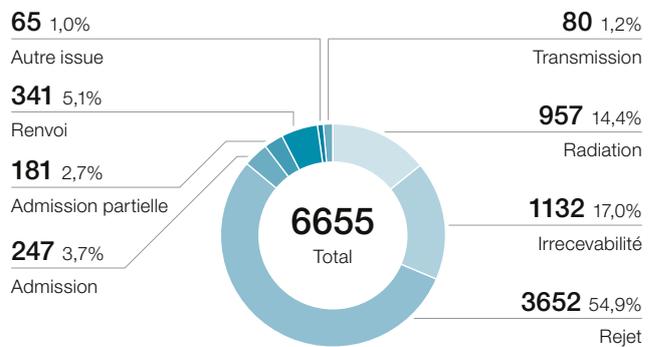
2.1 Nature et nombre des affaires

| | Affaires | | | | | | Issue du procès | | | | | | | |
|----------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------|------------|---------------------|------------|-------------|--------------|
| | Introduites en 2022 | Liquidées en 2022 | Reportées de 2022 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 | Radiation | Irrecevabilité | Rejet | Admission | Admission partielle | Renvoi | Autre issue | Transmission |
| Recours | 5829 | 6152 | 4881 | 6966 | 6315 | 5532 | 893 | 1036 | 3590 | 215 | 178 | 340 | 28 | 35 |
| Actions | 2 | - | 7 | 1 | 6 | 2 | 3 | - | 1 | 1 | 1 | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 189 | 183 | 36 | 210 | 199 | 47 | 53 | 21 | 29 | 24 | 1 | 1 | 29 | 41 |
| Demandes de révision, etc. | 97 | 108 | 21 | 147 | 135 | 33 | 8 | 75 | 32 | 7 | 1 | - | 8 | 4 |
| TOTAL | 6117 | 6443 | 4945 | 7324 | 6655 | 5614 | 957 | 1132 | 3652 | 247 | 181 | 341 | 65 | 80 |

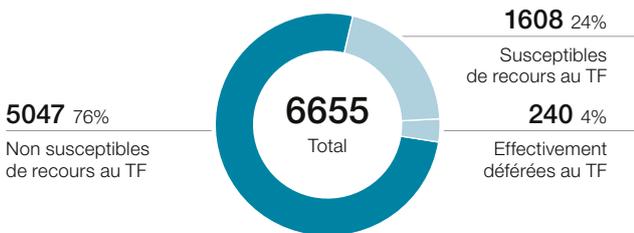
2.1.1 Affaires par langue en 2023



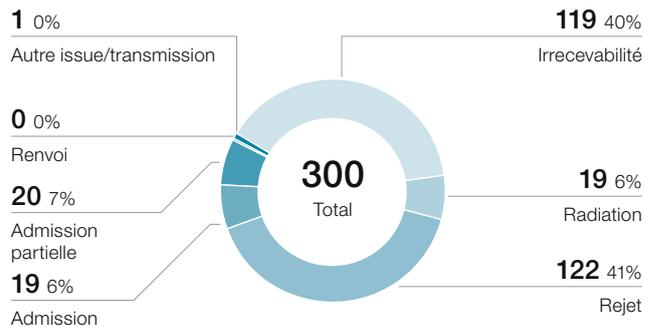
2.1.2 Modes de liquidation en 2023



2.1.3 Liquidées en 2023

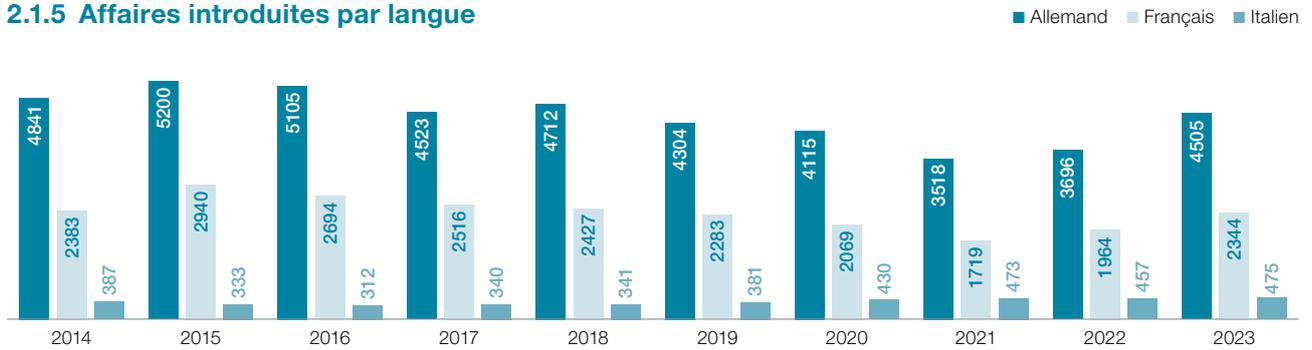


2.1.4 Liquidation des affaires déferées au TF



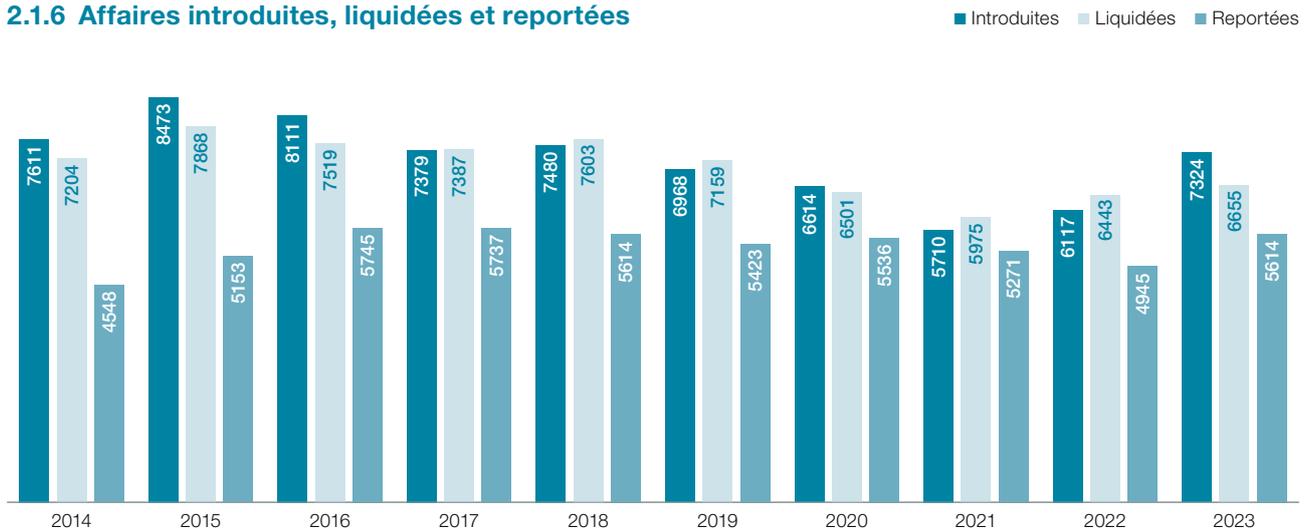
Les différences avec les chiffres indiqués dans le précédent rapport de gestion s'expliquent par des modifications ultérieures (jonction et disjonction de causes, enregistrements ultérieurs, transfert de matière, etc.).

2.1.5 Affaires introduites par langue



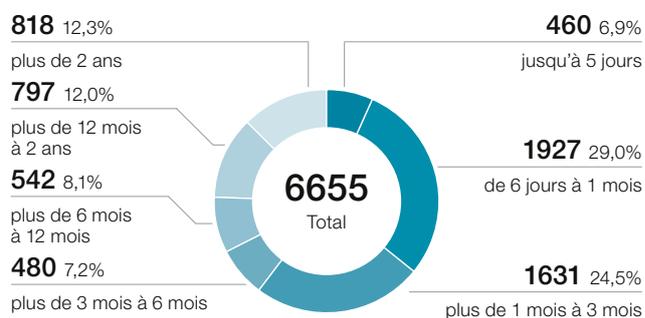
Pour les années 2021, 2022 et 2023, des recours déposés en italien ont été attribués aux procédures menées en allemand (2023: 100 / 2022: 99 / 2021: 23) et en français (2023: 19 / 2022: 24 / 2021: 6).

2.1.6 Affaires introduites, liquidées et reportées



2.2 Durée des affaires

| | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | plus de 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2023 |
|----------------------------|-----------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|----------------------------|
| Recours | 419 | 1789 | 1511 | 459 | 536 | 787 | 814 | 6315 |
| Actions | - | 1 | - | 1 | - | 1 | 3 | 6 |
| Autres moyens de droit | 28 | 82 | 73 | 8 | 2 | 6 | - | 199 |
| Demandes de révision, etc. | 13 | 55 | 47 | 12 | 4 | 3 | 1 | 135 |
| TOTAL | 460 | 1927 | 1631 | 480 | 542 | 797 | 818 | 6655 |



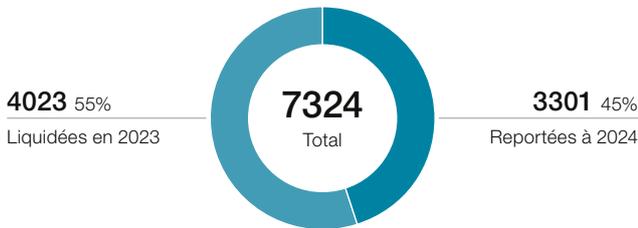
2.2.1 Durées moyenne et maximale des affaires

| | Liquidées | | Affaires reportées | |
|----------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|
| | Durée moyenne (jours) | Durée maximale (jours) | Durée moyenne (jours) | Durée maximale (jours) |
| Recours | 259 | 2304 | 423 | 3618 |
| Actions | 719 | 1338 | 997 | 1447 |
| Autres moyens de droit | 52 | 518 | 152 | 1105 |
| Demandes de révision, etc. | 69 | 801 | 175 | 1020 |
| MOYENNE TOTALE | 250 | | 420 | |

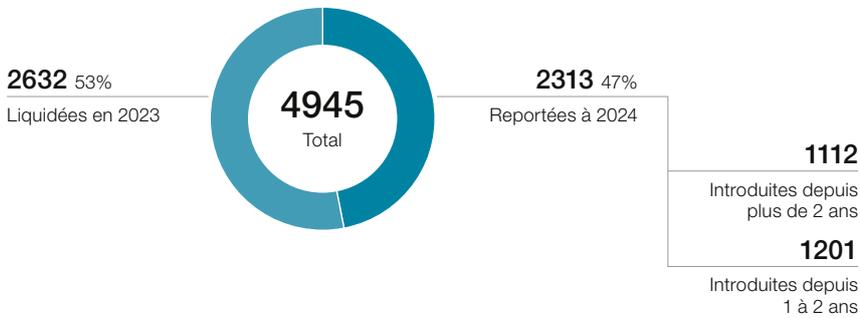
2.3 Quotients de liquidation

| | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) | | | | | Liquidation des affaires reportées (Q2) | | | | | Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3) | | |
|--------------|--|------------------------|------------|-----------------------|------------|---|------------------------|------------|-----------------------|------------|--|-------------------|------------|
| | Introduites en 2023 | dont liquidées en 2023 | | dont reportées à 2024 | | Reportées de 2022 | dont liquidées en 2023 | | dont reportées à 2024 | | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | |
| Cour I | 655 | 133 | 20% | 522 | 80% | 778 | 439 | 56% | 339 | 44% | 655 | 572 | 87% |
| Cour II | 741 | 171 | 23% | 570 | 77% | 335 | 199 | 59% | 136 | 41% | 741 | 370 | 50% |
| Cour III | 568 | 168 | 30% | 400 | 70% | 746 | 327 | 44% | 419 | 56% | 568 | 495 | 87% |
| Cour IV | 2252 | 1528 | 68% | 724 | 32% | 1098 | 589 | 54% | 509 | 46% | 2252 | 2117 | 94% |
| Cour V | 1934 | 1328 | 69% | 606 | 31% | 1271 | 536 | 42% | 735 | 58% | 1934 | 1864 | 96% |
| Cour VI | 1174 | 695 | 59% | 479 | 41% | 717 | 542 | 76% | 175 | 24% | 1174 | 1237 | 105% |
| TOTAL | 7324 | 4023 | 55% | 3301 | 45% | 4945 | 2632 | 53% | 2313 | 47% | 7324 | 6655 | 91% |

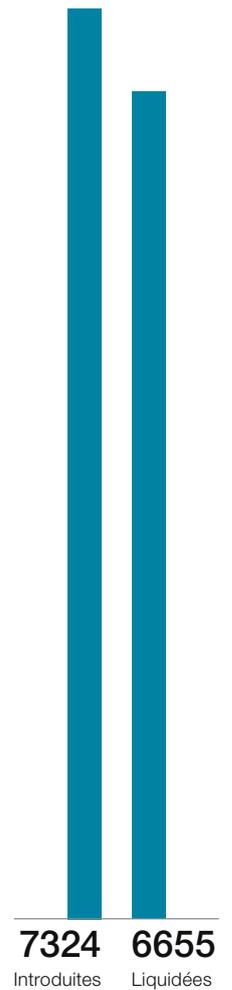
2.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



2.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)

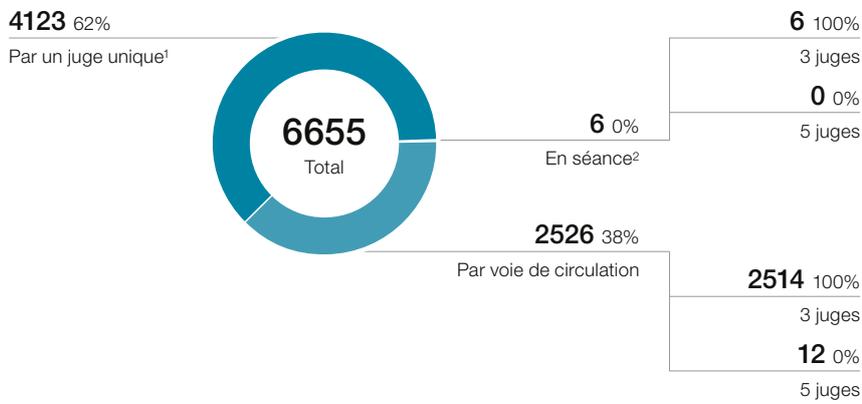


2.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)



2.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

| | Par un juge unique ¹ | Par voie de circulation | | | En séance ² | | |
|----------------------------|---------------------------------|-------------------------|-----------|-------------|------------------------|----------|----------|
| | | 3 juges | 5 juges | Total | 3 juges | 5 juges | Total |
| Recours | 3924 | 2373 | 12 | 2385 | 6 | - | 6 |
| Actions | 3 | 3 | - | 3 | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 119 | 80 | - | 80 | - | - | - |
| Demandes de révision, etc. | 77 | 58 | - | 58 | - | - | - |
| TOTAL | 4123 | 2514 | 12 | 2526 | 6 | - | 6 |



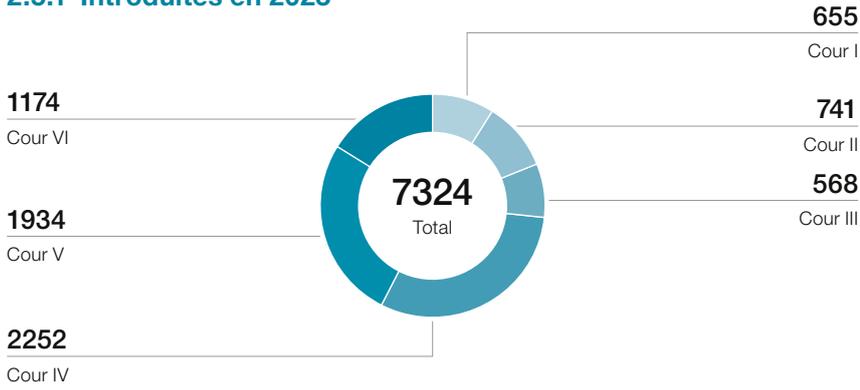
¹ Dont 2013 arrêts rendus par un juge unique avec l'accord d'un second juge selon l'art. 111, let. e, LAsi

² Délibérations

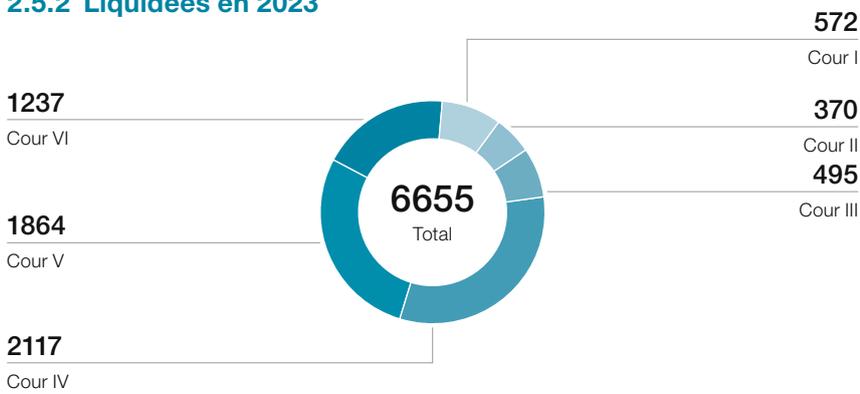
2.5 Répartition des affaires entre les cours, par catégories

| | Reportées de 2022 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Reportées à 2024 |
|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Cour I | | | | |
| Recours | 770 | 641 | 554 | 857 |
| Actions | - | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 8 | 11 | 16 | 3 |
| Demandes de révision, etc. | - | 3 | 2 | 1 |
| Total | 778 | 655 | 572 | 861 |
| Cour II | | | | |
| Recours | 328 | 736 | 361 | 703 |
| Actions | 7 | 1 | 6 | 2 |
| Autres moyens de droit | - | 1 | 1 | - |
| Demandes de révision, etc. | - | 3 | 2 | 1 |
| Total | 335 | 741 | 370 | 706 |
| Cour III | | | | |
| Recours | 743 | 560 | 488 | 815 |
| Actions | - | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 3 | 1 | 1 | 3 |
| Demandes de révision, etc. | - | 7 | 6 | 1 |
| Total | 746 | 568 | 495 | 819 |
| Cour IV | | | | |
| Recours | 1075 | 2095 | 1972 | 1198 |
| Autres moyens de droit | 12 | 86 | 82 | 16 |
| Demandes de révision, etc. | 11 | 71 | 63 | 19 |
| Total | 1098 | 2252 | 2117 | 1233 |
| Cour V | | | | |
| Recours | 1251 | 1811 | 1746 | 1316 |
| Autres moyens de droit | 11 | 78 | 71 | 18 |
| Demandes de révision, etc. | 9 | 45 | 47 | 7 |
| Total | 1271 | 1934 | 1864 | 1341 |
| Cour VI | | | | |
| Recours | 714 | 1123 | 1194 | 643 |
| Actions | - | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 2 | 33 | 28 | 7 |
| Demandes de révision, etc. | 1 | 18 | 15 | 4 |
| Total | 717 | 1174 | 1237 | 654 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 4945 | 7324 | 6655 | 5614 |

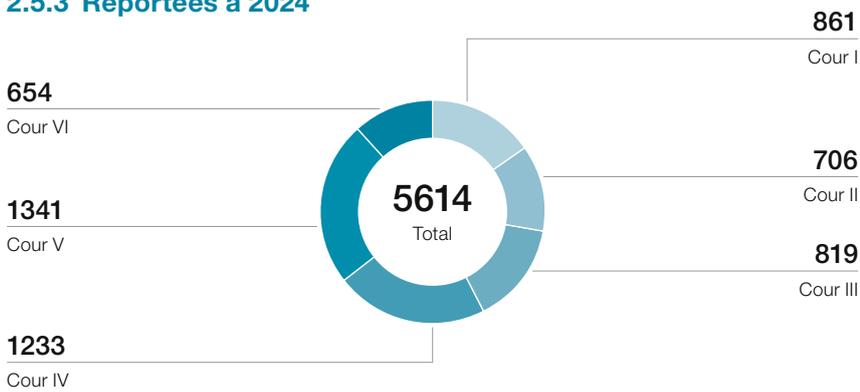
2.5.1 Introduites en 2023



2.5.2 Liquidées en 2023



2.5.3 Reportées à 2024



2.6 Répartition des affaires entre les cours (sur cinq ans)

| | Introduites | | | | | Liquidées | | | | |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Cour I | | | | | | | | | | |
| Recours | 722 | 811 | 741 | 625 | 641 | 634 | 628 | 698 | 761 | 554 |
| Actions | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 19 | 36 | 24 | 21 | 11 | 23 | 29 | 27 | 19 | 16 |
| Demandes de révision, etc. | 2 | 3 | 5 | - | 3 | 2 | 2 | 6 | - | 2 |
| Total | 743 | 850 | 770 | 646 | 655 | 660 | 659 | 731 | 780 | 572 |
| Cour II | | | | | | | | | | |
| Recours | 401 | 364 | 377 | 409 | 736 | 377 | 413 | 354 | 428 | 361 |
| Actions | 4 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 3 | 2 | - | 6 |
| Autres moyens de droit | 7 | 1 | - | - | 1 | 6 | 2 | - | - | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 3 | 2 | 1 | 2 | 3 | 2 | 4 | 1 | 2 | 2 |
| Total | 415 | 369 | 380 | 413 | 741 | 386 | 422 | 357 | 430 | 370 |
| Cour III | | | | | | | | | | |
| Recours | 674 | 597 | 521 | 465 | 560 | 646 | 574 | 620 | 507 | 488 |
| Actions | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 6 | 3 | 13 | 6 | 1 | 6 | 1 | 13 | 7 | 1 |
| Demandes de révision, etc. | 4 | 9 | 5 | 2 | 7 | 4 | 10 | 6 | 3 | 6 |
| Total | 684 | 609 | 539 | 473 | 568 | 656 | 585 | 639 | 517 | 495 |
| Cour IV | | | | | | | | | | |
| Recours | 1812 | 1695 | 1333 | 1618 | 2095 | 2040 | 1695 | 1430 | 1650 | 1972 |
| Autres moyens de droit | 66 | 48 | 39 | 71 | 86 | 66 | 45 | 39 | 66 | 82 |
| Demandes de révision, etc. | 74 | 100 | 56 | 46 | 71 | 71 | 104 | 61 | 48 | 63 |
| Total | 1952 | 1843 | 1428 | 1735 | 2252 | 2177 | 1844 | 1530 | 1764 | 2117 |
| Cour V | | | | | | | | | | |
| Recours | 1774 | 1625 | 1318 | 1466 | 1811 | 1799 | 1647 | 1412 | 1561 | 1746 |
| Autres moyens de droit | 45 | 61 | 52 | 45 | 78 | 48 | 56 | 49 | 46 | 71 |
| Demandes de révision, etc. | 90 | 64 | 47 | 37 | 45 | 91 | 67 | 43 | 46 | 47 |
| Total | 1909 | 1750 | 1417 | 1548 | 1934 | 1938 | 1770 | 1504 | 1653 | 1864 |
| Cour VI | | | | | | | | | | |
| Recours | 1210 | 1129 | 1128 | 1246 | 1123 | 1287 | 1151 | 1164 | 1245 | 1194 |
| Actions | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 34 | 43 | 24 | 46 | 33 | 32 | 47 | 25 | 45 | 28 |
| Demandes de révision, etc. | 21 | 21 | 24 | 10 | 18 | 23 | 23 | 25 | 9 | 15 |
| Total | 1265 | 1193 | 1176 | 1302 | 1174 | 1342 | 1221 | 1214 | 1299 | 1237 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 6968 | 6614 | 5710 | 6117 | 7324 | 7159 | 6501 | 5975 | 6443 | 6655 |

2.7 Affaires liquidées selon les matières

| | Recours | Actions | Autres moyens de droit | Demandes de révision, etc. | Total |
|--|-------------|----------|------------------------|----------------------------|-------------|
| État – Peuple – Autorités | | | | | |
| 140.00 Droit de cité | 50 | - | 1 | 1 | 52 |
| 141.00 Droit des étrangers | 600 | - | 14 | 9 | 623 |
| 142.10 Procédure d'asile | 3937 | - | 44 | 107 | 4088 |
| 142.50 Asile divers | 99 | - | 3 | - | 102 |
| 143.00 Reconnaissance de l'apatridie | 6 | - | - | - | 6 |
| 144.00 Documents d'identité | 37 | - | - | - | 37 |
| 152.00 Liberté d'opinion et d'information | 15 | - | - | - | 15 |
| 170.00 Responsabilité de l'État (Confédération) | 7 | - | - | - | 7 |
| 172.00 Procédure administrative et procédure du Tribunal administratif fédéral | 23 | - | 120 | 7 | 150 |
| 173.00 Marchés publics | 28 | - | - | - | 28 |
| 174.00 Rapports de service de droit public (Confédération) | 44 | - | - | - | 44 |
| 195.00 Personnes et institutions suisses à l'étranger | 6 | - | - | - | 6 |
| 199.00 Entraide administrative et judiciaire | 197 | - | 1 | 2 | 200 |
| Total État – Peuple – Autorités | 5049 | - | 183 | 126 | 5358 |
| Droit privé – Procédure civile – Exécution | | | | | |
| 210.10 Surveillance des fondations | 2 | - | - | - | 2 |
| 210.20 Activité d'intermédiaire en vue de l'adoption | - | - | - | - | - |
| 210.30 Contributions de solidarité | - | - | - | - | - |
| 221.10 Surveillance de la révision | 6 | - | - | - | 6 |
| 221.20 Registre du commerce et raisons de commerce | 3 | - | - | - | 3 |
| 232.10 Droit d'auteur | 3 | - | - | - | 3 |
| 232.20 Protection des marques, du design et de variétés végétales | 48 | - | - | - | 48 |
| 232.50 Droit d'auteur | 3 | - | - | - | 3 |
| 232.60 Protection des données et principe de la transparence | 152 | - | 6 | 1 | 159 |
| 232.70 Appellations d'origine | - | - | - | - | - |
| 232.80 Protection des armoiries | - | - | - | - | - |
| 251.00 Cartels | 22 | - | - | - | 22 |
| Total Droit privé – Procédure civile – Exécution | 239 | - | 6 | 1 | 246 |
| Droit pénal – Procédure pénale – Exécution | | | | | |
| 312.00 Partage des valeurs patrimoniales confisquées (LVPC) | - | - | - | - | - |
| 341.00 Contributions fédérales pour l'exécution des peines et des mesures | - | - | - | - | - |
| Total Droit pénal – Procédure pénale – Exécution | - | - | - | - | - |
| École – Science – Culture | | | | | |
| 410.00 École | 81 | - | 1 | 1 | 83 |
| 420.00 Science et recherche | 8 | - | - | - | 8 |
| 440.00 Langue, art et culture | 2 | - | - | - | 2 |
| 450.00 Droit de la protection de la nature et du paysage | - | - | - | - | - |
| Total École – Science – Culture | 91 | - | 1 | 1 | 93 |
| Défense nationale | | | | | |
| 500.00 Défense nationale | 22 | - | 1 | - | 23 |
| Finances | | | | | |
| 610.00 Subventions | 13 | - | - | - | 13 |
| 630.00 Douanes | 45 | - | - | - | 45 |
| 641.00 Droit de timbre | 4 | - | - | - | 4 |
| 641.99 Impôts indirects | 53 | - | - | - | 53 |
| 643.00 Taxe sur la valeur ajoutée | 47 | - | - | - | 47 |
| 650.00 Redevances sur le trafic des poids lourds | 2 | - | - | - | 2 |
| 650.49 Divers impôts indirects | 4 | - | - | - | 4 |
| 650.99 Impôts directs | 3 | - | - | - | 3 |
| 654.00 Impôt anticipé | 16 | - | - | - | 16 |
| 655.00 Droit fiscal international | - | - | - | - | - |
| 699.00 Finances (divers) | 2 | - | - | - | 2 |
| Total Finances | 136 | - | - | - | 136 |

| | Recours | Actions | Autres moyens de droit | Demandes de révision, etc. | Total |
|---|-------------|----------|------------------------|----------------------------|-------------|
| Travaux publics – Énergie – Transports et communications | | | | | |
| 711.00 Expropriation | 13 | - | - | - | 13 |
| 725.00 Routes nationales | 21 | - | - | - | 21 |
| 730.00 Énergie (sans installations électriques) | 12 | - | - | - | 12 |
| 730.20 Installations électriques | 19 | - | - | - | 19 |
| 740.00 Routes (sans les routes nationales) | 1 | - | - | - | 1 |
| 742.00 Chemins de fer | 21 | - | - | - | 21 |
| 748.10 Installations de navigation aérienne | 2 | - | - | - | 2 |
| 748.30 Aviation (sans les installations aéronautiques) | 7 | - | 1 | - | 8 |
| 749.00 Autres installations | 3 | - | - | - | 3 |
| 783.00 Poste, télécommunications | 9 | - | - | - | 9 |
| 785.00 Radio et télévision | 17 | - | - | - | 17 |
| 799.00 Travaux publics – Énergie – Transports et communications (divers) | - | - | - | - | - |
| Total Travaux publics – Énergie – Transports et communications | 125 | - | 1 | - | 126 |
| Santé – Travail – Sécurité sociale | | | | | |
| 810.10 Médecine et dignité humaine | 1 | - | - | - | 1 |
| 810.20 Professions sanitaires | 9 | - | - | - | 9 |
| 810.30 Substances thérapeutiques | 35 | - | - | - | 35 |
| 810.40 Produits chimiques | 2 | - | - | - | 2 |
| 810.50 Protection de l'équilibre écologique | 6 | - | - | - | 6 |
| 810.60 Denrées alimentaires et objets usuels | - | - | - | - | - |
| 810.70 Lutte contre les maladies et les accidents | 1 | - | - | - | 1 |
| 820.00 Travail (droit public) | 24 | - | - | - | 24 |
| 830.00 Assurances sociales | 482 | 2 | 1 | 6 | 491 |
| 830.10 Assurance sociale (partie générale) | 12 | - | - | 1 | 13 |
| 830.30 Assurance vieillesse et survivants (AVS) | 93 | - | - | 2 | 95 |
| 830.40 Assurance-invalidité (AI) | 262 | - | 1 | 3 | 266 |
| 830.50 Assurance-maladie | 42 | - | - | - | 42 |
| 830.60 Assurance-accidents | 18 | - | - | - | 18 |
| 830.70 Prévoyance professionnelle | 33 | - | - | - | 33 |
| 830.80 Allocations pour perte de gain (APG) et assurance maternité | - | - | - | - | - |
| 830.90 Allocations familiales | 1 | - | - | - | 1 |
| 830.95 Assurance-chômage | 21 | 2 | - | - | 23 |
| 840.00 Encouragement au logement, à la construction et à l'accession à la propriété | 4 | - | - | - | 4 |
| 850.00 Assistance | - | - | - | - | - |
| Total Santé – Travail – Sécurité sociale | 564 | 2 | 1 | 6 | 573 |
| Économie – Coopération technique | | | | | |
| 901.00 Encouragement à l'investissement et promotion économique | 8 | - | - | - | 8 |
| 910.00 Agriculture | 14 | - | - | - | 14 |
| 920.00 Forêts, chasse et pêche | - | - | - | - | - |
| 930.00 Industrie | 2 | - | - | - | 2 |
| 930.40 Jeux de hasard et maisons de jeu | - | - | - | - | - |
| 940.00 Commerce, crédit et assurance privée | 40 | - | - | 1 | 41 |
| 950.20 Surveillance des marchés financiers | 33 | - | - | 1 | 34 |
| 990.99 Économie – Coopération technique (divers) | 2 | 3 | - | - | 5 |
| Total Économie – Coopération technique | 66 | 3 | - | 1 | 70 |
| 999.00 Divers | 23 | 1 | 6 | - | 30 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 6315 | 6 | 199 | 135 | 6655 |

L'essentiel en bref

Par rapport à l'année précédente, le nombre total des affaires nouvellement introduites a augmenté pour s'établir à 31 (année précédente: 24). Si le nombre des procédures ordinaires a marqué une hausse significative (20 contre 13 l'année précédente), celui des procédures sommaires est resté stable (11 contre 11 l'année précédente).

Sur les 21 procédures ordinaires liquidées, quatre ont fait l'objet d'une transaction et 14 ont donné lieu à un jugement et trois procédures ont été classées parce que devenues sans objet. Onze procédures sommaires ont été liquidées, dont neuf par jugement et deux par classement, l'une à la suite d'une transaction et l'autre étant devenue sans objet. Le nombre des affaires pendantes à la fin de l'année sous revue est resté stable (28 contre 29 l'exercice précédent).

Les revenus à hauteur de 679 987 francs sont inférieurs à ceux enregistrés l'exercice précédent (960 624 francs), ce qui s'explique par le fait que les émoluments d'une partie des procédures liquidées ne peuvent être comptabilisés avec incidences financières qu'après l'entrée en force des décisions. En dépit de la légère diminution des charges par rapport à l'année précédente (1 522 108 francs contre 1 548 036 francs), le déficit se trouve en nette hausse (842 121 francs contre 587 412 francs).

Le taux de couverture propre est descendu à 45% (année précédente: 62%).



TRIBUNAL FÉDÉRAL DES BREVETS

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| 1. Partie générale | 90 |
| Composition du tribunal | 90 |
| Volume des affaires | 92 |
| Langues | 92 |
| Juges suppléants | 92 |
| Composition des collèges de juges | 92 |
| Administration du tribunal | 93 |
| Locaux | 93 |
| Finances | 93 |
| Collaboration | 93 |
| 2. Statistiques | 94 |

RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL FÉDÉRAL DES BREVETS 2023

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des
États,

Conformément à l'article 3 alinéa 3 de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral
des brevets (LTFB), nous vous adressons notre rapport de gestion pour l'an-
née 2023.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs
les Députés au Conseil national et au Conseil des États, l'assurance de notre
haute considération.

Au nom du Tribunal fédéral des brevets

Le président: Mark Schweizer
Le premier greffier: Sven Bucher

Saint-Gall, 15 février 2024

1. PARTIE GÉNÉRALE

Composition du tribunal

Commission administrative

| | |
|------------------------|----------------|
| Président: | Mark Schweizer |
| Second juge ordinaire: | Tobias Bremi |
| Vice-président: | Frank Schnyder |

Juges suppléants de formation technique

Natalia Clerc
Roland Dux
Giovanni Gervasio
Barbara Herren
Michael Kaufmann
Alfred Koepf
Christoph Müller
Markus A. Müller
Lorenzo Parrini
Peter Rigling
André Roland
Werner A. Roshardt
Regula Rüedi
Philipp Rüfenacht
Christophe Saam
Frank Schager
Frank Schnyder
Andreas Schöllhorn Savary
Martin Sperrle
Hannes Spillmann
Kurt Stocker
Michael Störzbach
Kurt Sutter
Daniel Vogel
Prisca von Ballmoos
Diego Vergani
André Werner
Marco Zardi

Juges suppléants de formation juridique

Daniel M. Alder
Lara Dorigo
Philippe Ducor
Christoph Gasser
Andri Hess
Christian Hilti
Simon Holzer
Stefan Kohler
Daniel Kraus
Thomas Legler
Rudolf Rentsch
Ralph Schlosser
Christoph Willi

Volume des affaires

À la fin de l'année sous revue, le Tribunal fédéral des brevets comptait 22 procédures ordinaires et six procédures sommaires en instance (année précédente: 23 et 6).

Par rapport à l'année précédente, le nombre total des affaires nouvellement introduites a augmenté pour s'établir à 31 (année précédente: 24). Si le nombre des procédures ordinaires a marqué une hausse significative (20 contre 13 l'année précédente), celui des procédures sommaires est resté stable (11 contre 11 l'année précédente).

21 procédures ordinaires ont pu être liquidées (année précédente: 15), dont quatre par transaction (5 l'année précédente), trois devenues sans objet (4 l'année précédente), 14 par jugement (6 l'année précédente) et aucune par décision d'irrecevabilité (0 l'année précédente). Sept jugements au fond ont fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral. Durant l'année sous revue, le Tribunal fédéral a liquidé quatre recours contre des décisions du Tribunal fédéral des brevets: trois ont été rejetés et un a été partiellement admis. Quatre recours étaient pendants à la fin de l'année sous revue.

Sur les onze procédures sommaires liquidées (année précédente: 10), neuf ont donné lieu à un jugement (année précédente: 4), une a été liquidée par transaction (année précédente: 2) et une est devenue sans objet (année précédente: 3).

Langues

La langue de procédure des procédures ordinaires nouvellement introduites durant l'année sous revue était l'allemand dans 15 cas et le français dans cinq cas. Pour les procédures sommaires, les langues étaient l'allemand dans sept cas, le français dans trois cas et l'italien dans un cas. Dans deux procédures ordinaires et une procédure sommaire, les parties ont fait usage de la possibilité légale d'utiliser devant le Tribunal fédéral des brevets, d'un commun accord, l'anglais en lieu et place d'une langue officielle pour leurs soumissions écrites et orales. Sur les 77 mémoires préventifs déposés, 44 étaient rédigés en anglais. Manifestement, la possibilité de procéder en anglais répond à un grand besoin auprès des parties. Ceci est dû au fait que l'anglais est la langue de travail des départements de développement et de ceux des brevets non seulement au sein de nombreuses sociétés étrangères qui sont en procès ici mais aussi au sein de nom-

breuses sociétés suisses. Il en va de même pour les documents les plus importants de l'état de la technique qui sont souvent rédigés en anglais.

On note une nouvelle progression du nombre des soumissions déposées par voie électronique via une plateforme reconnue pour la sécurité de transmission au sens de l'art. 2 de l'ordonnance sur la communication électronique dans le cadre de procédures civiles et pénales et de procédures en matière de poursuite pour dettes et de faillite (178 contre 143 l'année précédente). Nous partons du principe que cette évolution va se poursuivre.

Juges suppléants

Le système des juges exerçant leur fonction à titre accessoire, de formation juridique ou technique, continue de faire ses preuves. La participation de juristes qualifiés et d'experts techniques compétents dans les domaines spécialisés en cause confère une haute compétence aux cours appelées à statuer et permet de résoudre des affaires techniquement complexes dans un laps de temps approprié et à des coûts supportables.

Trois juges ont démissionné à la fin de l'année sous revue et deux juges partiront à la retraite fin 2024. C'est pourquoi l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) a élu le 27 septembre 2023 quatre juges suppléants de formation technique. Vu la décision de renoncer à remplacer le juge de formation juridique démissionnaire, l'effectif des juges suppléants pour cette catégorie est ramené au niveau de 2018.

La dernière affaire dans laquelle le président s'était récusé a été close durant l'année sous revue.

Composition des collèges de juges

Le Tribunal fédéral des brevets statue en règle générale à trois juges, dont au moins un doit avoir une formation technique et un une formation juridique. Il statue à cinq juges si le président l'ordonne dans l'intérêt du développement du droit ou dans celui de l'uniformité de la jurisprudence. Le président statue en qualité de juge unique sur les mesures préventives. Il doit statuer avec deux autres juges lorsque la compréhension des faits techniques revêt une importance particulière.

Le collège appelé à statuer est désigné par le président. Ce dernier participe à chaque arrêt en l'absence

de motif de récusation à son encontre. Les juges ayant une formation technique siègent en fonction des besoins linguistiques et domaines techniques des litiges, étant entendu qu'une répartition équilibrée de la charge de travail entre les juges est visée. En pratique, les motifs de récusation sont un élément important dans la désignation des juges suppléants appelés à faire partie du collège puisque seuls des juges impartiaux y sont admis. Une attribution automatisée des affaires n'a pas été retenue en raison du faible nombre de cas et de la nécessité de tenir compte du domaine technique lors de la constitution du collège de juges.

S'il s'avère par la suite qu'un ou une juge ne peut prendre part à la procédure, p. ex. après la découverte d'un motif de récusation ou en raison d'une incapacité de travail de longue durée, la composition du collège est exceptionnellement modifiée. Ce cas ne s'est présenté qu'une seule fois durant l'année sous revue.

Le 1^{er} juillet 2023 est entrée en vigueur une modification du règlement du tribunal concernant la constitution des collèges appelés à statuer. Cette modification a été suggérée par les Commissions de gestion du Conseil des États et du Conseil national dans leur rapport du 22 juin 2021 intitulé «Répartition des affaires au sein des tribunaux fédéraux» (FF 2021 2437). Le critère des connaissances linguistiques pour la formation du collège est maintenant expressément indiqué et la modification du collège après sa constitution est réglée de façon explicite.

Administration du tribunal

L'effectif composé de deux collaboratrices de chancellerie (total 1,3 équivalent plein temps) et de deux greffiers (total 1 équivalent plein temps) reste inchangé. Le deuxième greffier, qui travaille à titre principal en qualité de greffier à la Cour II du Tribunal administratif fédéral, intervient au gré des besoins.

Locaux

Les locaux actuels du Tribunal fédéral des brevets ainsi que les salles d'audience au Tribunal administratif fédéral qui lui sont mises à disposition, sont appropriés. Aucun changement n'est requis.

Lorsque le Tribunal fédéral des brevets tient audience à l'extérieur de Saint-Gall, les cantons concernés lui mettent à disposition les salles correspondantes. Durant

l'année sous revue, une audience des débats principaux ainsi qu'une audience d'instruction ont eu lieu dans la salle du Conseil général de l'Hôtel de ville de Neuchâtel.

Finances

Le compte de résultat du Tribunal fédéral des brevets présente des charges à hauteur de 1 522 108 francs, soit en légère baisse par rapport à l'année précédente (1 548 036 francs). En dépit du nombre important d'affaires liquidées, les recettes à hauteur de 679 987 francs sont inférieures au montant enregistré l'année précédente (960 624 francs). Le taux de couverture propre est descendu à 45% (année précédente: 62%).

Le déficit à couvrir par l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle conformément à l'art. 4 LTFB a augmenté en raison de la baisse des revenus et malgré la réduction des dépenses, et s'élève à 842 121 francs (année précédente: 587 412 francs).

Collaboration

Les séances de surveillance tenues le 3 avril à Lucerne et le 16 octobre à Saint-Gall avec le Tribunal fédéral ont apporté un soutien très apprécié par le Tribunal fédéral des brevets.

À l'instar des exercices précédents, la collaboration avec le Tribunal administratif fédéral est toujours très agréable.

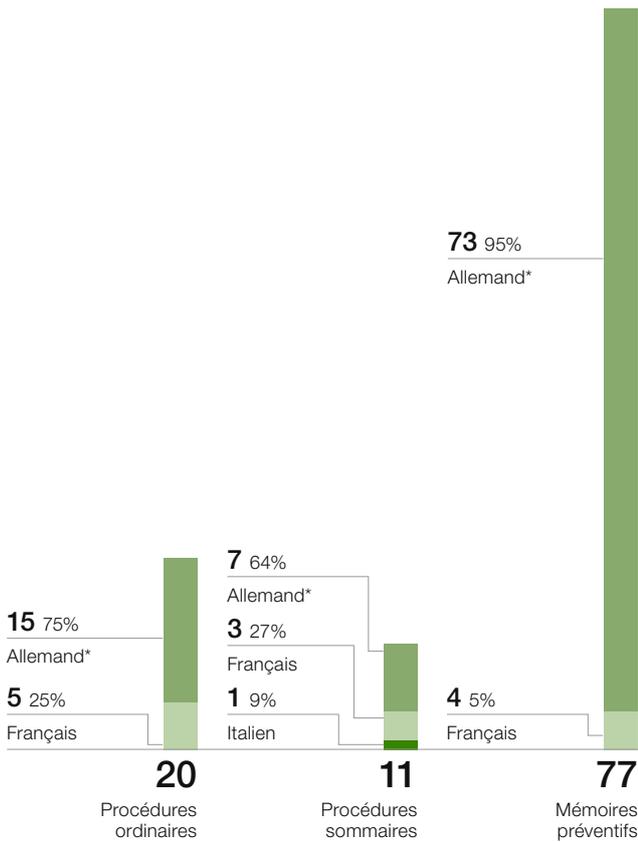
2. STATISTIQUES

2.1 Nature et nombre des affaires

| | Affaires | | | | Issue du procès | | | |
|--|-----------------------------|---------------------|--------------------------|-------------------------|-----------------|-------------|----------------|-------------------------|
| | Pendantes avant le 1.1.2023 | Introduites en 2023 | Liquidées en 2023 | Pendantes au 31.12.2023 | Décision | Transaction | Irrecevabilité | Sans objet ¹ |
| Procédures ordinaires | | | | | | | | |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité | 6 | 8 | 7 | 7 | 5 | 1 | - | 1 |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation | 7 | 9 | 6 | 10 | 4 | 1 | - | 1 |
| Violation et nullité | 3 | - | 3 | - | 3 | - | - | - |
| Action en cession | 2 | - | 2 | - | 1 | - | - | 1 |
| Créances | 3 | 1 | 1 | 3 | - | 1 | - | - |
| Autres | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | - | - |
| Total | 23 | 20 | 21 | 22 | 14 | 4 | - | 3 |
| Procédures sommaires | | | | | | | | |
| Action en cessation ou conservatoire | 6 | 5 | 9 | 2 | 7 | 1 | - | 1 |
| Description | - | 2 | 1 | 1 | 1 | - | - | - |
| Saisie | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - |
| Conservation des preuves | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - |
| Description et conservation des preuves | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - |
| Autres | - | 1 | 1 | - | 1 | - | - | - |
| Total | 6 | 11 | 11 | 6 | 9 | 1 | - | 1 |
| Mémoires préventifs | | | | | | | | |
| | Reprises de 2022 | Introduites en 2023 | Délai de protection échu | Efficaces jusqu'en 2024 | | | | |
| Brevets suisses (y c. certificats complémentaires de protection) | 5 | 11 | 10 | 6 | | | | |
| Brevets européens (y c. certificats complémentaires de protection) | 36 | 65 | 76 | 25 | | | | |
| Autres (demandes de brevet, autres brevets nationaux) | - | 1 | 1 | - | | | | |
| Total | 41 | 77 | 87 | 31 | | | | |

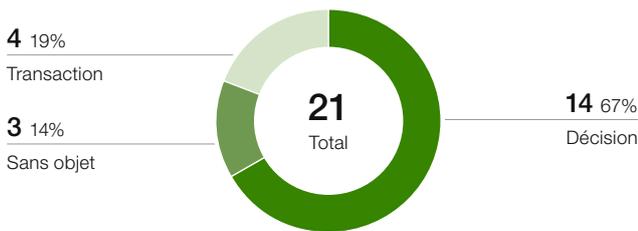
¹ Y c. pour raison de désistement ou d'acquiescement

2.1.1 Affaires selon langue de procédure en 2023

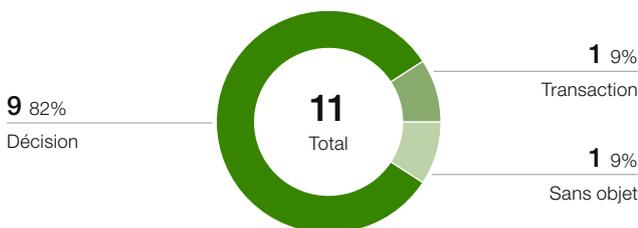


* Dont 47 cas avec anglais comme langue des parties (2 procédures ordinaires, 1 procédures sommaires, 44 mémoires préventifs)

2.1.2 Mode de liquidation en 2023 (procédures ordinaires)

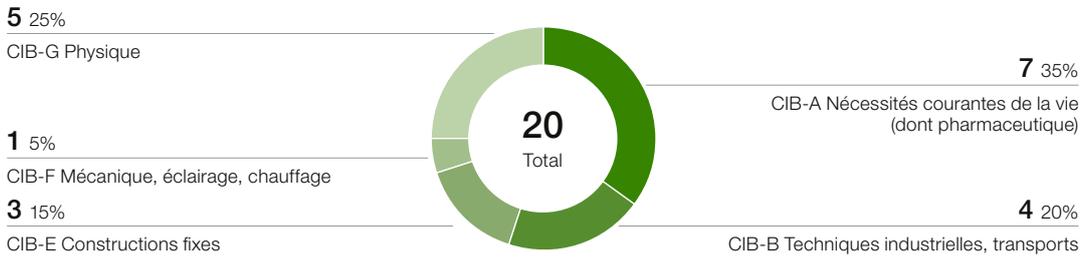


2.1.3 Mode de liquidation en 2023 (procédures sommaires)

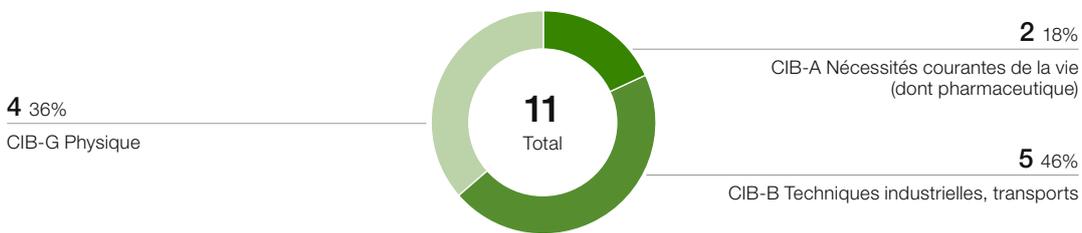


2.2 Affaires selon les domaines techniques

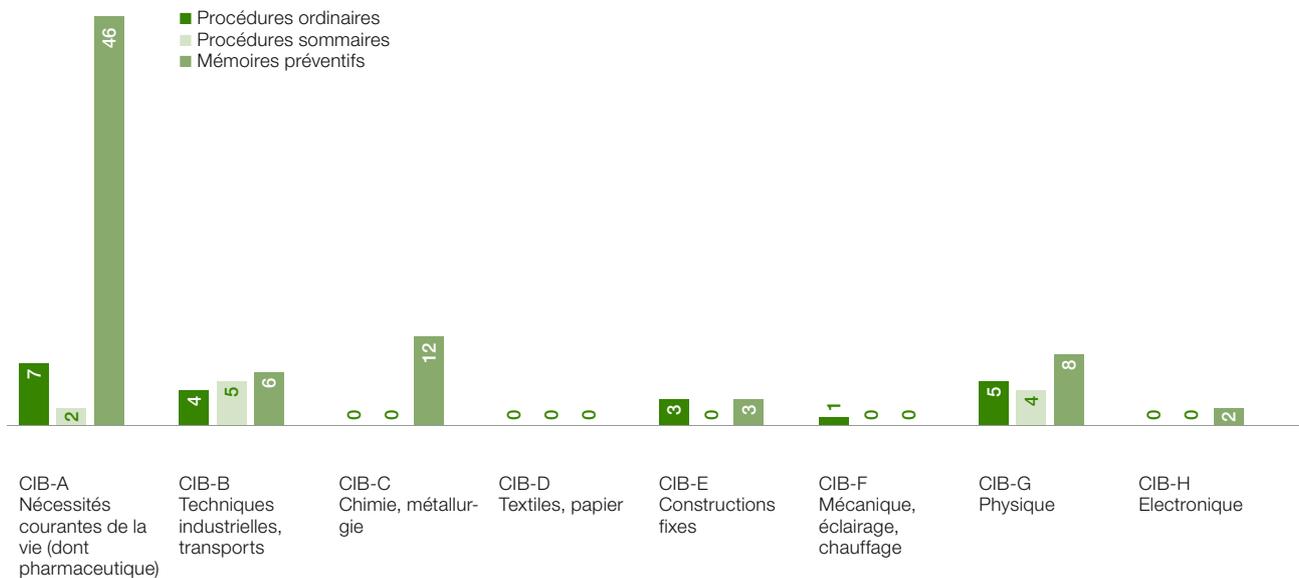
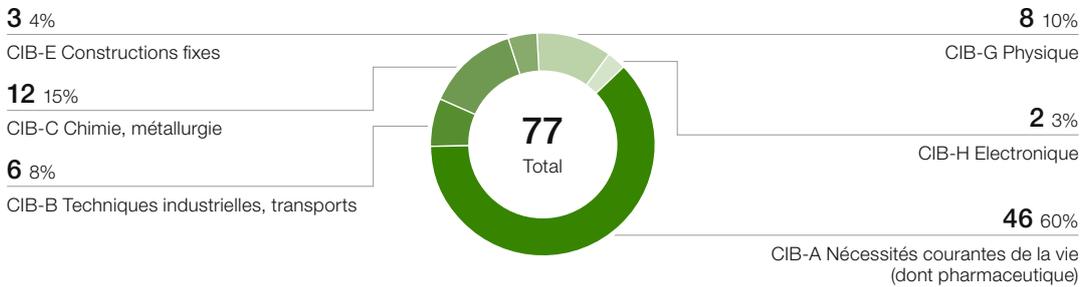
2.2.1 Procédures ordinaires



2.2.2 Procédures sommaires



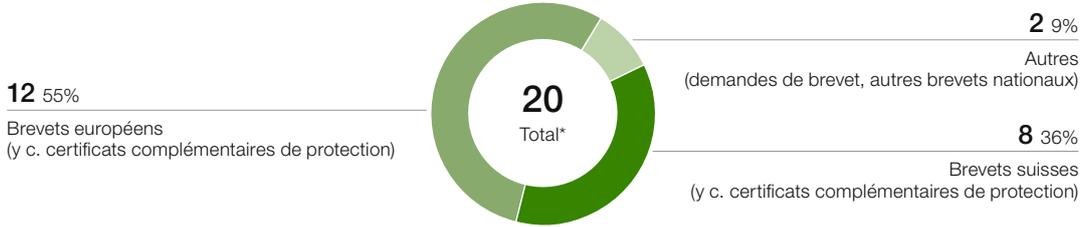
2.2.3 Mémoires préventifs



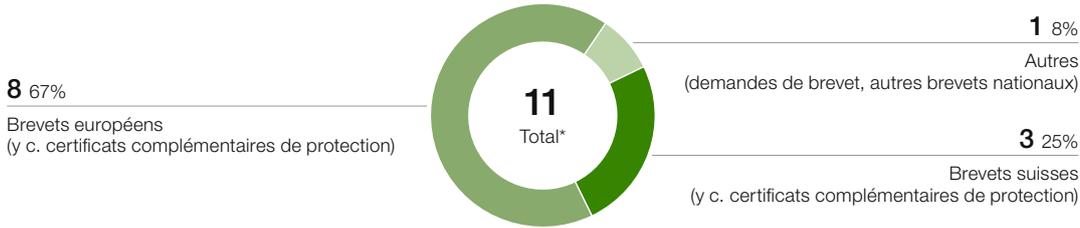
CIB = Classification Internationale des Brevets

2.3 Affaires selon les droits de protection

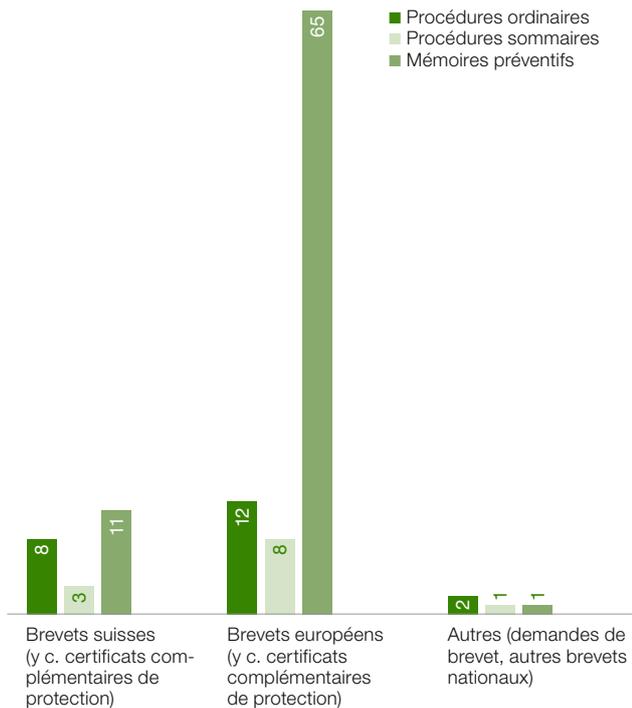
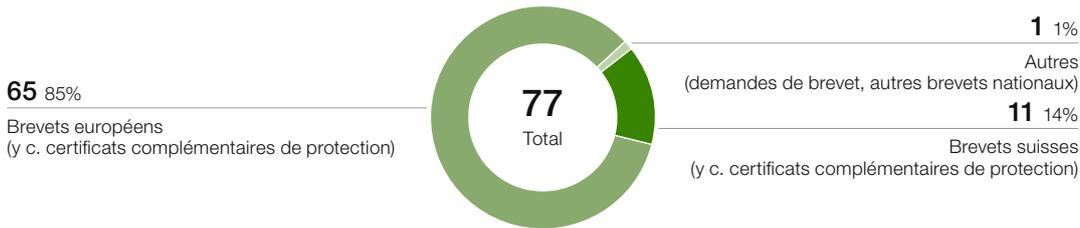
2.3.1 Procédures ordinaires



2.3.2 Procédures sommaires



2.3.3 Mémoires préventifs



* Certains cas portaient en même temps sur des brevets suisses et européens.

2.4 Durée des affaires

| | Liquidations | | | | | | Affaires pendantes | | | | | |
|---|-----------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|----------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------|---|
| | 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Total liquidations en 2023 | 1 mois à 3 mois | plus de 3 mois à 6 mois | plus de 6 mois à 12 mois | plus de 12 mois à 2 ans | plus de 2 ans | Total des affaires pendantes à fin 2023 |
| Procédures ordinaires | | | | | | | | | | | | |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité | 1 | 2 | - | 3 | 1 | 7 | 2 | 2 | 1 | 1 | - | 6 |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation | 1 | 1 | - | 3 | 1 | 6 | 2 | 1 | 5 | 2 | - | 10 |
| Violation et nullité | - | - | - | 2 | 1 | 3 | - | - | - | 1 | - | 1 |
| Action en cession | - | - | - | 2 | - | 2 | - | - | - | - | - | - |
| Créances | 1 | - | - | - | - | 1 | 1 | - | 1 | 1 | - | 3 |
| Autres | 1 | - | - | 1 | - | 2 | - | - | 2 | - | - | 2 |
| Total | 4 | 3 | - | 11 | 3 | 21 | 5 | 3 | 9 | 5 | - | 22 |
| Procédures sommaires | | | | | | | | | | | | |
| Action en cessation ou conservatoire | 7 | - | 2 | - | - | 9 | - | 2 | - | - | - | 2 |
| Description | 1 | - | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Saisie | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Conservation des preuves | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Description et conservation des preuves | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Autres | 1 | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - |
| Total | 9 | - | 2 | - | - | 11 | 3 | 3 | - | - | - | 6 |

2.5 Durée moyenne des affaires

| | Liquidations durée moyenne (jours) | Affaires pendantes durée moyenne (jours) |
|---|---------------------------------------|---|
| Procédures ordinaires | | |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité | 467 | 208 |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation | 534 | 259 |
| Violation et nullité | 700 | – |
| Action en cession | 516 | – |
| Créances | 86 | 362 |
| Autres | 318 | 233 |
| Moyenne | 492 | 254 |
| Procédures sommaires | | |
| Action en cessation ou conservatoire | 84 | 145 |
| Description | 41 | 62 |
| Saisie | – | 168 |
| Conservation des preuves | – | 80 |
| Description et conservation des preuves | – | 80 |
| Autres | 56 | – |
| Moyenne | 78 | 113 |

2.6 Mode de liquidation (collège de juge/décision)

| | Juge unique | 3 juges | 5 juges | 7 juges | Total | Audiences d'instruction | Débats en matière de mesures provisionnelles | Débats principaux | Total audiences |
|---|-------------|-----------|----------|----------|-----------|-------------------------|--|-------------------|-----------------|
| Procédures ordinaires | | | | | | | | | |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité | 2 | 4 | 1 | - | 7 | 2 | - | 5 | 7 |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation | 2 | 4 | - | - | 6 | 2 | - | 3 | 5 |
| Violation et nullité | - | 1 | 2 | - | 3 | - | - | 1 | 1 |
| Action en cession | 1 | 1 | - | - | 2 | - | - | 1 | 1 |
| Créances | 1 | - | - | - | 1 | 2 | - | 1 | 3 |
| Autres | 1 | 1 | - | - | 2 | 1 | - | - | 1 |
| Total | 7 | 11 | 3 | - | 21 | 7 | - | 11 | 18 |
| Procédures sommaires | | | | | | | | | |
| Action en cessation ou conservatoire | 5 | 4 | - | - | 9 | - | 2 | - | 2 |
| Description | 1 | - | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Saisie | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Conservation des preuves | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Description et conservation des preuves | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | 1 | - | - | - | 1 | - | - | - | - |
| Total | 7 | 4 | - | - | 11 | - | 2 | - | 2 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 14 | 15 | 3 | - | 32 | 7 | 2 | 11 | 20 |

RAPPORT DE GESTION 2023

Données-clés du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral,
du Tribunal administratif fédéral et du Tribunal fédéral des brevets
à l'intérieur du rabat.

TABLEAU COMPARATIF

des données-clés du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral, du Tribunal administratif fédéral et du Tribunal fédéral des brevets

| | Tribunal fédéral | Tribunal pénal fédéral | Tribunal administratif fédéral | Tribunal fédéral des brevets |
|---|------------------|--|--------------------------------|------------------------------------|
| Membres et collaborateurs (en équivalent temps plein)* | | | | |
| Nombre de juges | 39 | 19,3 | 64,8 | 3,6 |
| Nombre de greffiers | 140,1 | 30,7 | 193,7 | 1,0 |
| Autres collaborateurs | 164,21 | 31,05 | 110,3 | 1,3 |
| Volume des affaires | | | | |
| Stock au début de l'année | 3493 | 293 | 4945 | 29 |
| Nombre d'affaires introduites | 7558 | 677 | 7324 | 31 |
| Nombre d'affaires liquidées | 7420 | 726 | 6655 | 32 |
| Stock à la fin de l'année | 3631 | 244 | 5614 | 28 |
| Durée moyenne de procédure (jours) | 195 | 298 ¹ / 166 ² / 138 ³ | 250 | 492 ⁴ / 78 ⁵ |
| Nombre d'affaires pendantes depuis plus de 2 ans | 33 | 9 | 1112 | 0 |
| Q1: taux de liquidation des affaires introduites en 2023 | 42% | 69,6% | 55% | 29% |
| Q2: taux des affaires reportées des années précédentes et liquidées en 2023 | 87% | 87% | 53% | 79% |
| Q3: proportion des affaires liquidées par rapport aux affaires introduites | 98% | 107,2% | 91% | 103% |
| Finances (en CHF) | | | | |
| Compte des résultats | | | | |
| Revenus | 17 412 397 | 898 002 | 5 181 472 | 679 987 ⁶ |
| Charges | 107 054 481 | 19 416 669 | 90 812 623 | 15 222 108 |
| Charges de personnel | 86 661 057 | 16 534 677 | 75 914 081 | 12 633 605 |
| Charges de biens et services et charges d'exploitation | 20 177 684 | 2 703 826 | 14 711 184 | 249 853 |
| Attribution à des provisions | 0 | 161 000 | 135 232 | 8 650 |
| Amortissement du patrimoine administratif | 215 740 | 17 167 | 52 126 | 0 |
| Compte des investissements | | | | |
| Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses | 316 808 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks | 316 808 | 0 | 0 | 0 |
| Proportion des revenus + recettes par rapport aux charges + dépenses | 16,22% | 4,6% | 5,71% | 44,67% ⁶ |
| Particularités | | | | |
| Assistance judiciaire | 745 409 | 18 644 | 603 315 | 0 |
| Charges de biens et services liées à l'informatique | 1 905 377 | 481 461 | 4 831 986 | 109 274 |
| Location de locaux | 7 353 430 | 1 133 520 | 4 024 770 | 58 500 |

* Moyenne annuelle

¹ Durée de procédure moyenne devant la Cour des affaires pénales

² Durée de procédure moyenne devant la Cour des plaintes

³ Durée de procédure moyenne devant la Cour d'appel

⁴ Durée moyenne des procédures ordinaires

⁵ Durée moyenne des procédures sommaires

⁶ Sans contributions de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI; CHF 842 121)

